

1991, chapitre 42
**LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES
SERVICES SOCIAUX ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

Projet de loi 120

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux

Présenté le 10 décembre 1990

Principe adopté le 19 décembre 1990

Adopté le 28 août 1991

Sanctionné le 4 septembre 1991

Entrée en vigueur: aux dates fixées par le gouvernement sauf les dispositions des articles 119 à 147, 149 à 159 et 165, du paragraphe 1° de l'article 173, des articles 193, 339, 341, 342 et 397 à 404, du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 405, des articles 414 et 418, des paragraphes 1° et 2° de l'article 419, des articles 420 à 430, 505 à 507, 521 à 530, 556 et 557, des paragraphes 2° et 3° de l'article 558, des articles 561, 562, 563 et 567, du paragraphe 1° de l'article 571, des articles 576, 579 et 580, du paragraphe 7° de l'article 581, des articles 585, 586, 587, 589, 591, 593, 595 à 619 et de l'article 621 qui entrent en vigueur le 4 septembre 1991

Lois modifiées:

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)¹

Loi remplacée:

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)²

¹ Le titre de cette loi est remplacé par le suivant: «Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit»

² Sauf dans la mesure où elle vise le territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et le territoire du Conseil Kativik de la santé et des services sociaux



CHAPITRE 42

Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives

[Sanctionnée le 4 septembre 1991]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

PARTIE I

OBJET DE LA LOI ET DROITS DES USAGERS

TITRE I

OBJET

But

1. Le régime de services de santé et de services sociaux institué par la présente loi a pour but le maintien et l'amélioration de la capacité physique, psychique et sociale des personnes d'agir dans leur milieu et d'accomplir les rôles qu'elles entendent assumer d'une manière acceptable pour elles-mêmes et pour les groupes dont elles font partie.

Objectifs

Il vise plus particulièrement à:

1° réduire la mortalité due aux maladies et aux traumatismes ainsi que la morbidité, les incapacités et les handicaps;

2° agir sur les facteurs déterminants pour la santé et le bien-être et rendre les personnes, les familles et les communautés plus responsables à cet égard par des actions de prévention et de promotion;

3° favoriser le recouvrement de la santé et du bien-être des personnes;

4° favoriser la protection de la santé publique;

5° favoriser l'adaptation ou la réadaptation des personnes, leur intégration ou leur réintégration sociale;

6° diminuer l'impact des problèmes qui compromettent l'équilibre, l'épanouissement et l'autonomie des personnes;

7° atteindre des niveaux comparables de santé et de bien-être au sein des différentes couches de la population et des différentes régions.

Réalisation
des objectifs

2. Afin de permettre la réalisation de ces objectifs, la présente loi établit un mode d'organisation des ressources humaines, matérielles et financières destiné à:

1° assurer la participation des personnes et des groupes qu'elles forment au choix des orientations, à l'instauration, à l'amélioration, au développement et à l'administration des services;

2° favoriser la participation de tous les intervenants des différents secteurs d'activité de la vie collective dont l'action peut avoir un impact sur la santé et le bien-être;

3° partager les responsabilités entre les organismes publics, les organismes communautaires et les autres intervenants du domaine de la santé et des services sociaux;

4° rendre accessibles des services continus de façon à répondre aux besoins des individus, des familles et des groupes aux plans physique, psychique et social;

5° tenir compte des particularités géographiques, linguistiques, socio-culturelles, ethno-culturelles et socio-économiques des régions;

6° favoriser, compte tenu des ressources, l'accessibilité à des services de santé et à des services sociaux selon des modes de communication adaptés aux limitations fonctionnelles des personnes;

7° favoriser, compte tenu des ressources, l'accessibilité à des services de santé et des services sociaux, dans leur langue, pour les personnes des différentes communautés culturelles du Québec;

8° favoriser la prestation efficace et efficiente de services de santé et de services sociaux, dans le respect des droits des usagers de ces services;

9° assurer la participation des ressources humaines des établissements visés au titre I de la partie II au choix des orientations de ces établissements et à la détermination de leurs priorités;

10° promouvoir la recherche et l'enseignement de façon à mieux répondre aux besoins de la population.

Lignes
directrices

3. Pour l'application de la présente loi, les lignes directrices suivantes guident la gestion et la prestation des services de santé et des services sociaux :

1° la raison d'être des services est la personne qui les requiert ;

2° le respect de l'usager et la reconnaissance de ses droits et libertés doivent inspirer les gestes posés à son endroit ;

3° l'usager doit, dans toute intervention, être traité avec courtoisie, équité et compréhension, dans le respect de sa dignité, de son autonomie et de ses besoins ;

4° l'usager doit, autant que possible, participer aux soins et aux services le concernant ;

5° l'usager doit, par une information adéquate, être incité à utiliser les services de façon judicieuse.

TITRE II

DROITS DES USAGERS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Information

4. Toute personne a le droit d'être informée de l'existence des services et des ressources disponibles dans son milieu en matière de santé et de services sociaux ainsi que des modalités d'accès à ces services et à ces ressources.

Droit aux
services

5. Toute personne a le droit de recevoir des services de santé et des services sociaux adéquats sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée.

Choix du
profes-
sionnel

6. Toute personne a le droit de choisir le professionnel ou l'établissement duquel elle désire recevoir des services de santé ou des services sociaux.

Acceptation
ou refus

Rien dans la présente loi ne limite la liberté qu'a un professionnel d'accepter ou non de traiter une personne.

Soins
appropriés

7. Toute personne dont la vie ou l'intégrité est en danger a le droit de recevoir les soins que requiert son état. Il incombe à tout

établissement, lorsque demande lui en est faite, de voir à ce que soient fournis ces soins.

Informa-
tions

8. Tout usager des services de santé et des services sociaux a le droit d'être informé sur son état de santé et de bien-être, de manière à connaître, dans la mesure du possible, les différentes options qui s'offrent à lui ainsi que les risques et les conséquences généralement associés à chacune de ces options avant de consentir à des soins le concernant.

Consente-
ment
requis

9. Nul ne peut être soumis sans son consentement à des soins, quelle qu'en soit la nature, qu'il s'agisse d'examen, de prélèvements, de traitement ou de toute autre intervention.

Consente-
ment
aux soins

Le consentement aux soins ou l'autorisation de les prodiguer est donné ou refusé par l'usager ou, le cas échéant, son représentant ou le tribunal, dans les circonstances et de la manière prévues aux articles 19 et suivants du Code civil du Bas Canada.

Participa-
tion

10. Tout usager a le droit de participer à toute décision affectant son état de santé ou de bien-être.

Plan d'inter-
vention

Il a notamment le droit de participer à l'élaboration de son plan d'intervention ou de son plan de services individualisé, lorsque de tels plans sont requis conformément aux articles 102 et 103.

Modification

Il en est de même pour toute modification apportée à ces plans.

Accompa-
gnement

11. Tout usager a le droit d'être accompagné et assisté d'une personne de son choix lorsqu'il désire obtenir des informations ou entreprendre une démarche relativement à un service dispensé par un établissement ou pour le compte de celui-ci ou par tout professionnel qui exerce sa profession dans un centre exploité par l'établissement.

Représen-
tant

12. Les droits reconnus à toute personne dans la présente loi peuvent être exercés par un représentant.

Présomption

Sont présumées être des représentants les personnes suivantes, selon les circonstances et sous réserve des priorités prévues au Code civil du Bas Canada :

1° le titulaire de l'autorité parentale de l'usager mineur ou le tuteur de cet usager ;

2° le curateur, le tuteur, le conjoint ou un proche parent de l'usager majeur inapte ;

3° la personne autorisée par un mandat donné par l'usager majeur inapte antérieurement à son inaptitude;

4° la personne qui démontre un intérêt particulier pour l'usager majeur inapte.

Exercice
des droits

13. Le droit aux services de santé et aux services sociaux et le droit de choisir le professionnel et l'établissement prévus aux articles 5 et 6, s'exercent en tenant compte des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement ainsi que des ressources humaines, matérielles et financières dont il dispose.

Période
d'héberge-
ment

14. Un établissement ne peut cesser d'héberger un usager qui a reçu son congé que si l'état de celui-ci permet son retour ou son intégration à domicile ou si une place lui est assurée auprès d'un autre établissement ou de l'une de ses ressources intermédiaires ou d'une ressource de type familial où il pourra recevoir les services que requiert son état.

Congé de
l'établisse-
ment

Sous réserve du premier alinéa, un usager doit quitter l'établissement qui lui dispense des services d'hébergement dès qu'il reçoit son congé conformément aux dispositions du règlement pris en vertu du paragraphe 28° de l'article 505.

Langue
anglaise

15. Toute personne d'expression anglaise a le droit de recevoir en langue anglaise des services de santé et des services sociaux, compte tenu de l'organisation et des ressources humaines, matérielles et financières des établissements qui dispensent ces services et dans la mesure où le prévoit un programme d'accès visé à l'article 348.

Recours

16. Rien dans la présente loi ne limite le droit d'une personne ou de ses ayants droits d'exercer un recours contre un établissement, ses administrateurs, employés ou préposés ou un professionnel en raison d'une faute professionnelle ou autre. Un tel recours ne peut faire l'objet d'une renonciation.

Recours

Il en est de même à l'égard du droit d'exercer un recours contre une ressource de type familial.

CHAPITRE II

DOSSIER DE L'USAGER

Accès au
dossier

17. Tout usager de 14 ans et plus a droit d'accès à son dossier. Toutefois, l'établissement peut lui en refuser l'accès momentanément

si, de l'avis de son médecin traitant ou du médecin désigné par le directeur général de l'établissement, la communication du dossier ou d'une partie de celui-ci causerait vraisemblablement un préjudice grave à la santé de l'utilisateur. Dans ce cas, l'établissement, sur la recommandation du médecin, détermine le moment où le dossier ou la partie dont l'accès a été refusé pourra être communiqué à l'utilisateur et en avise celui-ci.

Tiers
concerné

18. Un usager n'a pas le droit d'être informé de l'existence ni de recevoir communication d'un renseignement le concernant et contenu dans son dossier qui a été fourni à son sujet par un tiers et dont l'information de l'existence ou la communication permettrait d'identifier le tiers, à moins que ce dernier n'ait consenti par écrit à ce que ce renseignement et sa provenance soient révélés à l'utilisateur.

Exception

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque le renseignement a été fourni par un professionnel de la santé ou des services sociaux ou par un employé d'un établissement dans l'exercice de leurs fonctions. Aux fins du présent alinéa, un stagiaire, y compris un résident en médecine, est assimilé à un professionnel de la santé ou des services sociaux.

Confidentia-
lité

19. Le dossier d'un usager est confidentiel et nul ne peut y avoir accès, si ce n'est avec l'autorisation de l'utilisateur ou de la personne pouvant donner une autorisation en son nom, sur l'ordre d'un tribunal ou dans le cas où la présente loi prévoit que la communication de renseignements contenus dans le dossier peut être requise d'un établissement.

Autorisation

Toutefois, un professionnel peut prendre connaissance d'un tel dossier à des fins d'étude, d'enseignement ou de recherche, avec l'autorisation du directeur des services professionnels ou, à défaut d'un tel directeur, avec l'autorisation du directeur général, accordée conformément aux critères établis à l'article 125 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).

Restriction

20. Un usager de moins de 14 ans n'a pas le droit, lors d'une demande de communication ou de rectification, d'être informé de l'existence, ni de recevoir communication d'un renseignement de nature médicale ou sociale le concernant et contenu dans son dossier, sauf par l'intermédiaire de son avocat dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Communica-
tions

Le premier alinéa n'a pas pour objet de restreindre les communications normales entre un usager et un professionnel de la

santé et des services sociaux ou un employé d'un établissement. Aux fins du présent alinéa, un stagiaire, y compris un résident en médecine, est assimilé à un professionnel de la santé ou des services sociaux.

Usager
mineur

21. Le titulaire de l'autorité parentale a droit d'accès au dossier d'un usager mineur.

Restriction

Toutefois, un établissement doit refuser au titulaire de l'autorité parentale l'accès au dossier d'un usager mineur dans les cas suivants :

1° l'usager est âgé de moins de 14 ans et il a fait l'objet d'une intervention au sens de l'article 2.3 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) ou il est visé par une décision prise en vertu de cette loi et l'établissement, après avoir consulté le directeur de la protection de la jeunesse, détermine que la communication du dossier de l'usager au titulaire de l'autorité parentale cause ou pourrait causer un préjudice à la santé de cet usager ;

2° l'usager est âgé de 14 ans et plus et, après avoir été consulté par l'établissement, refuse que le titulaire de l'autorité parentale reçoive communication de son dossier et l'établissement détermine que la communication du dossier de l'usager au titulaire de l'autorité parentale cause ou pourrait causer un préjudice à la santé de cet usager.

Accès aux
renseigne-
ments

22. Le tuteur, le curateur, le mandataire ou la personne qui peut consentir aux soins d'un usager a droit d'accès aux renseignements contenus au dossier de l'usager dans la mesure où cette communication est nécessaire pour l'exercice de ce pouvoir.

Requête
d'un usager

La personne qui atteste sous serment qu'elle entend demander pour un usager l'ouverture ou la révision d'un régime de protection ou l'homologation d'un mandat donné en prévision de son inaptitude, a droit d'accès aux renseignements contenus dans l'évaluation médicale et psychosociale de cet usager, lorsque l'évaluation conclut à l'inaptitude de la personne à prendre soin d'elle-même et à administrer ses biens. Un seul requérant a droit d'accès à ces renseignements.

Héritiers et
représen-
tants
légaux

23. Les héritiers et les représentants légaux d'un usager décédé ont le droit de recevoir communication de renseignements contenus dans son dossier dans la mesure où cette communication est nécessaire à l'exercice de leurs droits à ce titre. Il en est de même de la personne

ayant droit au paiement d'une prestation en vertu d'une police d'assurance sur la vie de l'usager ou d'un régime de retraite de l'usager.

Conjoint,
ascendants
ou descen-
dants

Le conjoint, les ascendants ou les descendants directs d'un usager décédé ont le droit de recevoir communication des renseignements relatifs à la cause de son décès, à moins que l'usager décédé n'ait consigné par écrit à son dossier son refus d'accorder ce droit d'accès.

Nécessité
de
l'information

Malgré le deuxième alinéa, les personnes liées par le sang à un usager décédé ont le droit de recevoir communication de renseignements contenus dans son dossier dans la mesure où cette communication est nécessaire pour vérifier l'existence d'une maladie génétique ou d'une maladie à caractère familial.

Communica-
tion entre
établisse-
ments

24. Un usager a droit d'obtenir que l'établissement fasse parvenir à un autre établissement ou à un professionnel qu'il désigne une copie, un extrait ou un résumé de son dossier, dans les plus brefs délais.

Assistance

25. L'établissement qui fournit à l'usager un renseignement de nature médicale ou sociale le concernant et contenu dans son dossier doit, à la demande de cet usager, lui procurer l'assistance d'un professionnel qualifié pour l'aider à comprendre ce renseignement.

Assistance

Il en est de même pour le titulaire de l'autorité parentale, le tuteur, le curateur, le mandataire ou toute personne qui peut consentir aux soins d'un usager.

Délais

26. L'établissement doit donner à l'usager accès à son dossier dans les plus brefs délais.

Délais

Il en est de même pour les personnes visées aux articles 21 à 23.

Accès re-
fusé

27. L'usager à qui l'établissement refuse l'accès à son dossier ou à un renseignement qui y est contenu peut, par requête, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, de la Cour du Québec ou à la Commission d'accès à l'information pour que soit révisée la décision de cet établissement. Il peut également s'adresser à la Commission des affaires sociales.

Recours

Il en est de même pour les personnes visées aux articles 21 à 23.

Exception
à la loi

28. Les articles 17 à 27 s'appliquent malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

CHAPITRE III

PLAINTES DES USAGERS

SECTION I

EXAMEN PAR L'ÉTABLISSEMENT

- Procédure d'examen** **29.** Tout établissement doit établir une procédure d'examen des plaintes formulées par les usagers et en confier l'application au cadre supérieur désigné par le directeur général et dont le conseil d'administration a entériné la désignation.
- Publication** **30.** L'établissement doit publier la procédure d'examen des plaintes et informer les usagers de l'existence de cette publication et du moyen d'en obtenir un exemplaire.
- Exemplaire** Il doit toutefois remettre un exemplaire de cette publication à tout usager qu'il héberge ou qui lui en fait la demande.
- Plainte** **31.** La procédure d'examen permet à l'usager de porter plainte sur les services qu'il a reçus ou aurait dû recevoir de l'établissement.
- Observations** **32.** La procédure d'examen doit permettre à l'usager de présenter ses observations.
- Forme** **33.** La plainte peut être écrite ou verbale.
- Plainte écrite** Le cadre supérieur doit cependant informer l'usager qui lui a fait une plainte verbale que seule une plainte écrite peut donner ouverture au recours auprès de la régie régionale instituée par l'article 339 et prévu à la section II du présent chapitre.
- Assistance** Le cadre supérieur doit prêter assistance ou s'assurer que soit prêté assistance à l'usager qui le requiert pour la formulation de sa plainte ou pour toute démarche relative à sa plainte.
- Avis de réception** **34.** Le cadre supérieur doit donner à l'usager qui lui a fait une plainte écrite un avis écrit indiquant la date de réception de sa plainte.
- Examen** **35.** Le cadre supérieur doit examiner une plainte dans les 60 jours de sa réception.
- Information écrite** Il doit, avant l'expiration de ce délai, informer l'usager des conclusions motivées auxquelles il en est arrivé. Lorsque la plainte

est écrite, il doit le faire par écrit et, par la même occasion, informer l'utilisateur des modalités du recours que celui-ci peut exercer auprès de la régie régionale.

Défaut de
communiquer

36. Le cadre supérieur qui fait défaut de communiquer ses conclusions à l'utilisateur dans le délai qui lui est imparti à l'article 35, est réputé lui avoir transmis des conclusions négatives le jour de l'expiration de ce délai.

Consé-
quence

Dans le cas d'une plainte écrite, ce défaut donne ouverture au recours auprès de la régie régionale.

Rejet

37. Le cadre supérieur peut rejeter, sur examen sommaire, toute plainte qu'il juge frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi.

Écrit

Lorsque la plainte est écrite, il doit en informer l'utilisateur par écrit.

Transmis-
sion
au conseil
des méde-
cins

38. Lorsque la plainte de l'utilisateur porte sur un acte médical, dentaire ou pharmaceutique et si un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est institué pour l'établissement, le cadre supérieur doit acheminer la plainte vers ce conseil et en informer par écrit l'utilisateur.

Transmis-
sion
au médecin

En l'absence d'un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le cadre supérieur doit acheminer la plainte vers le médecin désigné à cette fin par le conseil d'administration et en informer par écrit l'utilisateur.

Transmis-
sion
au profes-
sionnel

Le cadre supérieur transmet une copie de la plainte qui lui est formulée au professionnel qui fait l'objet de la plainte. Lors de son examen, il doit être permis à l'utilisateur et au professionnel de présenter leurs observations.

Accès au
dossier

Le professionnel qui a fait l'objet de la plainte a accès au dossier de plainte d'un usager.

Recommen-
dation

Celui à qui a été acheminée la plainte doit transmettre sa recommandation à l'utilisateur et au professionnel concernés.

Rapport

39. Celui à qui est acheminée une plainte doit l'examiner et faire rapport au cadre supérieur qui informe par écrit l'utilisateur des suites qui ont été données à sa plainte et en saisit le directeur général.

Transmis-
sion
au conseil
d'adminis-
tration

40. Le directeur général de l'établissement doit transmettre au conseil d'administration toute recommandation ou tout rapport que lui adresse le cadre supérieur dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées en vertu de l'article 29.

Corporation professionnelle **41.** Si le conseil d'administration juge que la gravité de la plainte le justifie, il doit la transmettre à la corporation professionnelle concernée.

Mesures disciplinaires Lorsque le conseil d'administration prend, suite à une plainte d'un usager, des mesures disciplinaires à l'égard d'un médecin, d'un dentiste ou d'un pharmacien ou à l'égard de tout employé membre d'une corporation professionnelle, il doit en aviser par écrit la corporation professionnelle.

SECTION II

EXAMEN PAR LA RÉGIE RÉGIONALE

Désaccord **42.** L'utilisateur qui a formulé une plainte écrite auprès d'un établissement peut adresser sa plainte à la régie régionale s'il est en désaccord avec les conclusions qui lui ont été transmises par le cadre supérieur de l'établissement ou qui sont réputées lui avoir été transmises en vertu de l'article 36 ou si ce cadre supérieur a refusé ou cessé d'examiner sa plainte.

Examen des plaintes **43.** La régie régionale doit établir une procédure d'examen des plaintes formulées par les usagers et en confier l'application au cadre supérieur désigné par le directeur général et dont le conseil d'administration a entériné la désignation.

Observations **44.** La procédure d'examen doit permettre à l'utilisateur et à l'établissement de présenter leurs observations.

Plainte écrite **45.** La plainte doit être écrite et accompagnée, le cas échéant, des conclusions motivées transmises par le cadre supérieur de l'établissement.

Formulation Le cadre supérieur de la régie régionale doit prêter assistance ou s'assurer que soit prêté assistance à l'utilisateur qui le requiert pour la formulation de sa plainte ou pour toute démarche relative à sa plainte.

Transmission **46.** Le cadre supérieur de la régie régionale transmet copie de la plainte qui lui est formulée à l'établissement et, dans les 30 jours de la réception de cette copie, ce dernier doit lui transmettre le dossier complet de la plainte.

Renseignements **47.** Tout usager ou tout établissement doit fournir au cadre supérieur de la régie régionale les renseignements qu'il requiert pour l'examen de la plainte et il doit, sauf excuse valable, assister à toute rencontre à laquelle ce cadre supérieur le convoque.

- 48.** Le cadre supérieur de la régie régionale doit donner à l'usager qui lui a formulé une plainte un avis écrit indiquant la date de réception de sa plainte.
- 49.** Le cadre supérieur de la régie régionale doit examiner une plainte dans les 60 jours de sa réception.
- Il doit, avant l'expiration de ce délai, informer par écrit l'usager des conclusions motivées auxquelles il en est arrivé et, par la même occasion, l'informer des modalités du recours que celui-ci peut exercer auprès du commissaire aux plaintes nommé par le gouvernement en vertu de l'article 55.
- 50.** Le cadre supérieur de la régie régionale qui fait défaut de communiquer ses conclusions à l'usager dans le délai qui lui est imparti à l'article 49 est réputé lui avoir transmis des conclusions négatives le jour de l'expiration de ce délai.
- 51.** Le cadre supérieur de la régie régionale peut rejeter, sur examen sommaire, toute plainte qu'il juge frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi et en informer l'usager par écrit.
- 52.** Le directeur général de la régie régionale doit transmettre au conseil d'administration toute recommandation ou tout rapport que lui adresse le cadre supérieur dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente section.
- 53.** Une personne physique intéressée peut formuler une plainte auprès de la régie régionale relativement à l'exercice d'une fonction ou d'une activité de celle-ci.
- Les articles 43, 44, 45 et 47 à 52 s'appliquent, en les adaptant, à une telle plainte.

SECTION III

ASSISTANCE PAR UN ORGANISME COMMUNAUTAIRE

- 54.** Le ministre doit, après consultation de la régie régionale, des comités des usagers des établissements de la région et des associations intéressées, confier à un organisme communautaire de la région le mandat d'assister et d'accompagner, sur demande, les usagers qui désirent porter plainte auprès de la régie régionale ou d'un établissement de la région.

SECTION IV

COMMISSAIRE AUX PLAINTES

Nomination **55.** Le gouvernement nomme un commissaire aux plaintes pour l'application de la présente section.

Examen **56.** Le commissaire aux plaintes a pour fonction d'examiner la plainte:

1° d'un usager qui est en désaccord avec les conclusions qui lui ont été transmises par le cadre supérieur de la régie régionale en application de l'article 49;

2° d'une personne visée à l'article 72 qui est en désaccord avec les conclusions qui lui ont été transmises par le cadre supérieur de la régie régionale en application de l'article 75;

3° d'une personne physique qui n'est pas satisfaite d'une décision la concernant prise en vertu de l'article 53 par la régie régionale dans le cadre de la présente loi.

Enquête L'examen d'une telle plainte peut comporter une enquête si le commissaire aux plaintes le juge à propos.

Pouvoirs et immunité Pour la conduite d'une enquête, le commissaire aux plaintes est investi des pouvoirs et de l'immunité prévus à la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf celui d'imposer l'emprisonnement.

Présentation des observations **57.** Le commissaire aux plaintes doit établir une procédure d'examen des plaintes qui permet à l'usager ou à la personne ainsi qu'à l'établissement, à la ressource de type familial, à l'organisme communautaire, au titulaire de l'agrément de la résidence ou à la régie régionale, selon le cas, de lui présenter leurs observations.

Plainte écrite **58.** La plainte doit être écrite et accompagnée, le cas échéant, des conclusions transmises par le cadre supérieur de la régie régionale dans le cas d'une plainte visée au paragraphe 1° ou 2° du premier alinéa de l'article 56 ou de la décision de la régie régionale dans le cas d'une plainte visée au paragraphe 3° du premier alinéa de cet article.

Assistance Le commissaire aux plaintes doit prêter assistance ou s'assurer que soit prêtée assistance à l'usager ou à la personne qui le requiert pour la formulation de sa plainte ou pour toute démarche relative à sa plainte.

Transmis-
sion
de la copie

59. Le commissaire aux plaintes transmet une copie de la plainte qui lui est formulée à l'établissement, à la ressource de type familial, à l'organisme communautaire, au titulaire de l'agrément de la résidence ou à la régie régionale selon le cas et, dans les 30 jours de la réception de cette copie, celui-ci doit lui transmettre le dossier complet de la plainte.

Renseigne-
ments

60. Tout usager ou toute personne ainsi que tout établissement, toute ressource de type familial, tout organisme communautaire, tout titulaire de l'agrément d'une résidence ou toute régie régionale, selon le cas, doit fournir au commissaire aux plaintes les renseignements qu'il requiert pour l'examen de la plainte et assister, sauf excuse valable, à toute rencontre à laquelle celui-ci le convoque.

Rejet

61. Le commissaire aux plaintes peut rejeter, sur examen sommaire, toute plainte qu'il juge frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi. Il doit alors en informer l'usager ou la personne qui lui a transmis la plainte.

Recom-
manda-
tion motivée

62. Le commissaire aux plaintes transmet avec diligence sa recommandation motivée à l'usager ou à la personne et la communique sans retard à l'établissement, à la ressource de type familial, à l'organisme communautaire, au titulaire de l'agrément de la résidence ou à la régie régionale, selon le cas.

Mandat du
commissaire

63. Le commissaire est nommé pour un mandat d'au plus cinq ans. Il demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

Traitement

Le gouvernement fixe le traitement ou les honoraires ainsi que les autres conditions de travail du commissaire.

Absence

64. En cas d'absence ou d'incapacité temporaire d'agir du commissaire aux plaintes, il peut être remplacé par une personne nommée par le gouvernement pour exercer ses fonctions et pouvoirs tant que dure son absence ou son incapacité. Le gouvernement fixe, selon le cas, le traitement ou les honoraires ainsi que les autres conditions de travail de cette personne.

Personnel

65. Le personnel nécessaire au commissaire aux plaintes est nommé et rémunéré conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

Définition
des tâches

Le commissaire définit les devoirs des membres du personnel mis à sa disposition et dirige leur travail. Il peut déléguer par écrit l'exercice de chacun de ses pouvoirs.

SECTION V

DOSSIER DE PLAINTÉ D'UN USAGER

Contenu **66.** Le contenu du dossier de plainte d'un usager est déterminé par règlement pris en vertu du paragraphe 23° de l'article 505.

Dispositions applicables **67.** Les dispositions des articles 17 à 28 s'appliquent à tout dossier maintenu par l'établissement, la régie régionale ou le commissaire aux plaintes dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées respectivement par les sections I, II et IV.

SECTION VI

RAPPORTS

Examen des plaintes **68.** Chaque établissement doit transmettre à la régie régionale, une fois par année et chaque fois qu'elle le requiert, un rapport sur l'application de la procédure d'examen des plaintes.

Motifs Ce rapport décrit les motifs des plaintes reçues et indique pour chaque type de plaintes :

1° le nombre de plaintes reçues, rejetées sur examen sommaire, examinées, refusées ou abandonnées depuis le dernier rapport ;

2° les délais d'examen des plaintes ;

3° les suites qui ont été données après leur examen.

Transmission au ministre **69.** Chaque régie régionale doit transmettre au ministre, une fois par année et chaque fois qu'il le requiert, un rapport faisant état de l'ensemble des rapports qu'elle a reçus de chaque établissement.

Description des plaintes Ce rapport décrit les types de plaintes reçues et indique pour chaque type de plaintes :

1° le nombre de plaintes reçues, rejetées sur examen sommaire, examinées, refusées ou abandonnées depuis le dernier rapport ;

2° les suites qui ont été données après leur examen ;

3° le nom de chaque établissement concerné.

Description des plaintes Ce rapport doit également décrire les types de plaintes qu'elle a elle-même reçues et indiquer pour chaque type de plaintes :

1° le nombre de plaintes qu'elle a reçues, rejetées sur examen sommaire, examinées ou qu'elle a refusé ou cessé d'examiner depuis le dernier rapport;

2° les délais d'examen des plaintes;

3° les suites qu'elle leur a données après leur examen.

Examen des
plaintes

70. Le commissaire aux plaintes doit transmettre au ministre, une fois par année et chaque fois qu'il le requiert, un rapport sur l'application de la procédure d'examen des plaintes.

Motifs

Ce rapport décrit les motifs des plaintes qu'il a reçues et indique pour chaque type de plaintes:

1° le nombre de plaintes reçues, rejetées sur examen sommaire, examinées, refusées ou abandonnées depuis le dernier rapport;

2° les suites qui ont été données après leur examen.

Avis du
commissaire

Le commissaire aux plaintes peut également, dans ce rapport, donner son avis sur les questions suivantes:

1° le degré de satisfaction des usagers des établissements et des ressources de type familial, des utilisateurs des services des organismes communautaires ou des personnes hébergées dans une résidence d'hébergement agréée ainsi que le respect de leurs droits;

2° les procédures d'examen des plaintes établies par les établissements, les régies régionales et le commissaire aux plaintes.

Dépôt à
l'Assemblée
nationale

71. Le ministre dépose les rapports des régies régionales et celui du commissaire aux plaintes à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de leur réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

CHAPITRE IV

AUTRES PLAINTES

Organismes
visés

72. La personne qui est usager d'une ressource de type familial visée à l'article 310, celle qui utilise les services d'un organisme communautaire visé à l'article 334 et celle qui est hébergée dans une résidence agréée aux fins de subventions visée à l'article 454 peut formuler une plainte auprès de la régie régionale sur les services qu'elle a reçus ou qu'elle aurait dû recevoir de la ressource, de l'organisme ou de la résidence.

Disposition applicable	L'article 43 s'applique, en l'adaptant, à une telle plainte.
Observations	73. La procédure d'examen des plaintes établie par la régie régionale en vertu de l'article 43 doit permettre à la personne visée à l'article 72 et à la ressource, à l'organisme ou au titulaire de l'agrément de la résidence de présenter à la régie régionale leurs observations.
Plainte écrite ou verbale	74. La plainte peut être écrite ou verbale. Le cadre supérieur de la régie régionale doit cependant informer la personne qui lui a fait une plainte verbale que seule une plainte écrite peut donner ouverture au recours auprès du commissaire aux plaintes nommé en vertu de l'article 55.
Assistance	Le cadre supérieur doit prêter assistance ou s'assurer que soit prêtée assistance à la personne qui le requiert pour la formulation de sa plainte ou pour toute démarche relative à sa plainte.
Avis de réception	75. Le cadre supérieur de la régie régionale doit donner à la personne visée à l'article 72 qui lui a formulé une plainte écrite un avis écrit indiquant la date de réception de sa plainte.
Délai	Le cadre doit examiner la plainte dans les 60 jours de sa réception.
Conclusions motivées	Il doit, avant l'expiration de ce délai, informer la personne des conclusions motivées auxquelles il en est arrivé. Lorsque la plainte est écrite, il doit le faire par écrit et, par la même occasion, informer la personne des modalités de recours que celle-ci peut exercer auprès du commissaire aux plaintes.
Défaut de communiquer	Le cadre qui fait défaut de communiquer ses conclusions à la personne dans le délai qui lui est imparti au deuxième alinéa, est réputé lui avoir transmis des conclusions négatives le jour de l'expiration de ce délai. Dans le cas d'une plainte écrite, le défaut donne ouverture au recours auprès du commissaire aux plaintes.
Rejet	76. Le cadre supérieur de la régie régionale peut rejeter, sur examen sommaire, toute plainte qu'il juge frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi et en informer par écrit l'utilisateur.

CHAPITRE V

POUVOIRS DE SURVEILLANCE ET SUBROGATION

Comités de révision	77. La présente loi ne peut être interprétée comme limitant les pouvoirs des comités de révision institués par l'article 41 de la Loi sur
---------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) ou des corporations professionnelles visées au Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26).

Droit
d'accès

Les représentants des corporations professionnelles visées au Code des professions ont accès à tout centre exploité ou toute installation maintenue par un établissement pour l'accomplissement des fonctions que les corporations professionnelles doivent remplir pour assurer la protection du public.

Subrogation

78. Le gouvernement du Québec est de plein droit subrogé au recours de tout usager contre un tiers jusqu'à concurrence du coût des services assumé par lui à la suite d'un dommage causé par la faute de ce tiers.

Faute
commune

La faute commune entraîne la réduction du montant de cette subrogation dans la même proportion que le recours de l'usager.

Délégation
de pouvoir

Le ministre a le pouvoir de transiger sur toute réclamation découlant du présent article et il peut déléguer ce pouvoir.

Assureur

L'assureur de la responsabilité d'un tiers ne peut se libérer de son obligation de l'indemniser de sa responsabilité découlant du présent article autrement que par paiement.

Interdiction

Un engagement par une personne de libérer un tiers ou son assureur de leur responsabilité découlant du présent article ou de les indemniser est sans effet et réputé non écrit dans toute convention, transaction ou quittance.

Droits
acquis

Les droits acquis par suite de la subrogation prévue au présent article font partie du domaine public du Québec à compter de leur naissance et sont soumis aux règles applicables aux droits qui en font partie; toutefois, le droit d'action qui en résulte se prescrit par trois ans.

PARTIE II

PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX

TITRE I

LES ÉTABLISSEMENTS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Centres
visés

79. Les services de santé et les services sociaux sont fournis par les établissements dans les centres suivants :

- 1° un centre local de services communautaires ;
- 2° un centre hospitalier ;
- 3° un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ;
- 4° un centre d'hébergement et de soins de longue durée ;
- 5° un centre de réadaptation.

Centre local
de services
communau-
taires

80. La mission d'un centre local de services communautaires est d'offrir en première ligne à la population du territoire qu'il dessert des services de santé et des services sociaux courants, de nature préventive ou curative, de réadaptation ou de réinsertion.

Responsabi-
lité de
l'établis-
sement

À cette fin, l'établissement qui exploite un tel centre s'assure que les personnes qui requièrent de tels services pour elles-mêmes ou pour leurs familles soient rejointes, que leurs besoins soient évalués et que les services requis leur soient offerts à l'intérieur de ses installations ou dans leur milieu de vie, à l'école, au travail ou à domicile ou, si nécessaire, s'assure qu'elles soient dirigées vers les centres, les organismes ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide.

Centre
hospitalier

81. La mission d'un centre hospitalier est d'offrir des services diagnostiques et des soins médicaux généraux et spécialisés. À cette fin, l'établissement qui exploite un tel centre reçoit, principalement sur référence, les personnes qui requièrent de tels services ou de tels soins, s'assure que leurs besoins soient évalués et que les services requis, y compris les soins infirmiers et les services psychosociaux spécialisés, préventifs ou de réadaptation, leur soient offerts à l'intérieur de ses installations ou, si nécessaire, s'assure qu'elles soient

dirigées le plus tôt possible vers les centres, les organismes ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide.

Centre de
protection
de l'enfance
et de la
jeunesse

82. La mission d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse est d'offrir dans la région des services de nature psychosociale, y compris des services d'urgence sociale, requis par la situation d'un jeune en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse et de la Loi sur les jeunes contrevenants (Lois révisées du Canada (1985), chapitre Y-1) ainsi qu'en matière de placement d'enfants, de médiation familiale, d'expertise à la Cour supérieure sur la garde d'enfants, d'adoption et de recherche des antécédents biologiques.

Évaluation
des besoins

À cette fin, l'établissement qui exploite un tel centre s'assure que les besoins des personnes qui requièrent de tels services soient évalués et que les services requis par elles-mêmes ou par leur famille leur soient offerts soit directement, soit par les centres, les organismes ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide.

Centre d'hé-
bergement
et
soins de
longue
durée

83. La mission d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée est d'offrir de façon temporaire ou permanente un milieu de vie substitut, des services d'hébergement, d'assistance, de soutien et de surveillance ainsi que des services de réadaptation, psychosociaux, infirmiers, pharmaceutiques et médicaux aux adultes qui, en raison de leur perte d'autonomie fonctionnelle ou psychosociale, ne peuvent plus demeurer dans leur milieu de vie naturel, malgré le support de leur entourage.

Évaluation
des besoins

À cette fin, l'établissement qui exploite un tel centre reçoit, sur référence, les personnes qui requièrent de tels services, veille à ce que leurs besoins soient évalués périodiquement et que les services requis leur soient offerts à l'intérieur de ses installations.

Centre ou
hôpital de
jour

La mission d'un tel centre peut comprendre l'exploitation d'un centre de jour ou d'un hôpital de jour.

Centre de
réadaptation

84. La mission d'un centre de réadaptation est d'offrir des services d'adaptation ou de réadaptation et d'intégration sociale à des personnes qui, en raison de leurs déficiences physiques ou intellectuelles, de leurs difficultés d'ordre comportemental, psychosocial ou familial ou à cause de leur alcoolisme ou autre toxicomanie, requièrent de tels services de même que des services d'accompagnement et de support à l'entourage de ces personnes.

Évaluation
des besoins

À cette fin, l'établissement qui exploite un tel centre reçoit, sur référence, les jeunes en difficulté d'adaptation et les personnes présentant une déficience et, principalement sur référence, les personnes alcooliques ou les autres personnes toxicomanes et les

mères en difficulté d'adaptation; il s'assure que leurs besoins soient évalués et que les services requis leur soient offerts à l'intérieur de ses installations ou dans leur milieu de vie, à l'école, au travail ou à domicile ou, si nécessaire, s'assure qu'ils soient dirigés le plus tôt possible vers les centres, les organismes ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide.

Centres
hospitaliers

85. Les centres hospitaliers appartiennent à l'une ou l'autre des classes suivantes:

- 1° centre hospitalier de soins généraux et spécialisés;
- 2° centre hospitalier de soins psychiatriques.

Centre de
réadaptation

86. Un centre de réadaptation appartient à l'une ou plusieurs des classes suivantes, selon la clientèle qu'il dessert:

- 1° centre de réadaptation pour les personnes présentant une déficience intellectuelle;
- 2° centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience physique;
- 3° centre de réadaptation pour les personnes alcooliques et les autres personnes toxicomanes;
- 4° centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation;
- 5° centre de réadaptation pour les mères en difficulté d'adaptation.

Centre de
réadaptation

87. Un centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience physique appartient à l'un ou plusieurs des types suivants, selon la clientèle qu'il dessert:

- 1° centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience auditive;
- 2° centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience visuelle;
- 3° centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience motrice.

Centre
hospitalier

88. Le ministre peut, après avoir consulté le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, désigner centre hospitalier

universitaire un centre hospitalier exploité par un établissement qui, en plus d'exercer les activités propres à sa mission, offre des services spécialisés ou ultraspécialisés dans plusieurs disciplines médicales, procède à l'évaluation des technologies de la santé, participe à l'enseignement médical dans plusieurs spécialités, selon les termes d'un contrat d'affiliation conclu conformément à l'article 110, et gère un centre de recherche ou un institut de recherche reconnu par le Fonds de la recherche en santé du Québec institué par l'article 65 de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1).

Institut
universitaire

89. Le ministre peut, après avoir consulté le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, désigner institut universitaire tout centre exploité par un établissement qui, en plus d'exercer les activités propres à la mission d'un tel centre, offre des services médicaux ultraspécialisés ou spécialisés dans une seule discipline médicale ou des services reliés à la médecine familiale, procède à l'évaluation des technologies de la santé, participe à l'enseignement médical selon les termes d'un contrat d'affiliation conclu conformément à l'article 110, et gère un centre de recherche ou un institut de recherche reconnu par le Fonds de la recherche en santé du Québec.

Institut
universitaire

90. Le ministre peut, après avoir consulté le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, désigner institut universitaire tout centre exploité par un établissement qui, en plus d'exercer les activités propres à la mission d'un tel centre, dispense des services de pointe dans un domaine interdisciplinaire particulier, participe à la formation de professionnels travaillant dans le domaine de la santé ou des services sociaux selon les termes d'un contrat d'affiliation conclu conformément à l'article 110, gère un centre de recherche ou un institut de recherche reconnu par un organisme voué au développement de la recherche sociale et évalue des technologies ou des modes d'intervention reliés à son secteur de pointe.

Centre
affilié
universitaire

91. Le ministre peut, après avoir consulté le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, désigner centre affilié universitaire tout centre, autre qu'un centre désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, exploité par un établissement qui, en plus d'exercer les activités propres à la mission d'un tel centre, participe à la formation de professionnels du domaine de la santé et des services sociaux ou à des activités de recherche selon un contrat conclu conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 110.

Centre de
santé

92. Le ministre peut désigner centre de santé un établissement qui exploite un centre local de services communautaires et qui, en raison de la faible densité de population et de l'étendue du territoire, exploite également un centre mentionné aux paragraphes 2° ou 4° de l'article 79.

Activités
complémentaires

93. La régie régionale peut, dans le cadre de ses plans régionaux d'organisation de services, permettre à un établissement d'exercer à titre complémentaire, outre les activités propres à la mission de tout centre qu'il exploite, certaines activités propres à la mission de tout autre centre.

Population
visée

Elle peut, de la même manière, confier à un établissement qui exploite tout centre la responsabilité de desservir l'ensemble ou une partie de la population de la région.

Établissement

94. Est un établissement toute personne ou société qui exerce des activités propres à la mission de l'un ou de plusieurs des centres visés à l'article 79.

Cabinet
privé

95. N'est pas un établissement une personne ou une société qui exploite un cabinet privé de professionnel.

Interprétation

On entend par cabinet privé de professionnel un local, situé ailleurs que dans une installation maintenue par un établissement, où un ou plusieurs médecins, dentistes ou autres professionnels, individuellement ou en groupe, pratiquent habituellement leur profession à titre privé et à leur seul compte, sans fournir à leur clientèle des services d'hébergement.

Institution
religieuse

96. N'est pas un établissement une institution religieuse ou d'enseignement qui exploite une infirmerie où elle reçoit les membres de son personnel ou ses élèves ni une institution religieuse qui maintient une installation d'hébergement et de soins de longue durée pour y recevoir ses membres ou ses adhérents pourvu que le nombre d'adhérents n'excède pas 20.

Établissements

97. Les établissements sont publics ou privés.

Établissement
public

98. Est un établissement public tout établissement :

1° constitué en corporation sans but lucratif avant le 1^{er} juin 1972, quelle que soit la loi sous l'autorité de laquelle son acte constitutif a été accordé ;

2° constitué en corporation sans but lucratif après le 1^{er} juin 1972 et dont l'existence est continuée conformément aux articles 540 à 544 ;

3° constitué en corporation en vertu de la présente loi;

4° résultant d'une fusion ou d'une conversion faite en vertu de la présente loi.

Établis-
sement privé

99. Est un établissement privé tout établissement:

1° non constitué en corporation;

2° constitué en corporation à but lucratif;

3° constitué en corporation sans but lucratif et exerçant des activités propres à la mission d'un centre mentionné aux paragraphes 2°, 4° ou 5° de l'article 79 pourvu que les installations maintenues par l'établissement ne puissent permettre d'héberger plus de 20 usagers.

CHAPITRE II

FONCTIONS

Services
offerts

100. Les établissements ont pour fonction d'assurer la prestation de services de santé ou de services sociaux de qualité, qui soient continus, accessibles et respectueux des droits des personnes et de leurs besoins spirituels et qui visent à réduire ou à solutionner les problèmes de santé et de bien-être et à satisfaire les besoins des groupes de la population. À cette fin, ils doivent gérer avec efficacité et efficience leurs ressources humaines, matérielles et financières et collaborer avec les autres intervenants du milieu.

Responsabi-
lité de
l'établis-
sement

101. L'établissement doit notamment:

1° recevoir toute personne qui requiert ses services et évaluer ses besoins;

2° dispenser lui-même les services de santé ou les services sociaux requis ou les faire dispenser par un établissement, un organisme ou une personne avec lequel il a conclu une entente de services visée à l'article 108;

3° veiller à ce que les services qu'il dispense le soient en continuité et en complémentarité avec ceux dispensés par les autres établissements et les autres ressources de la région et que l'organisation de ces services tienne compte des besoins de la population à desservir;

4° diriger les personnes à qui il ne peut dispenser certains services vers un autre établissement ou organisme ou une autre personne qui dispense ces services.

Plan d'intervention

102. Un établissement doit élaborer, pour les usagers d'une catégorie déterminée par règlement pris en vertu du paragraphe 27° de l'article 505, dans la mesure qui y est prévue, un plan d'intervention afin d'identifier ses besoins, les objectifs poursuivis, les moyens à utiliser et la durée prévisible pendant laquelle des services devront lui être fournis. Le plan d'intervention doit assurer la coordination des services dispensés à l'utilisateur par les divers intervenants concernés de l'établissement.

Plan de services individualisé

103. Lorsqu'un usager d'une catégorie déterminée par règlement pris en vertu du paragraphe 27° de l'article 505 doit recevoir, pour une période prolongée, des services de santé et des services sociaux nécessitant, outre la participation d'un établissement, celle d'autres intervenants, l'établissement qui dispense la majeure partie des services en cause ou celui des intervenants désigné après concertation entre eux doit lui élaborer le plus tôt possible un plan de services individualisé.

Collaboration de l'utilisateur

104. Chacun des plans visés respectivement aux articles 102 et 103 doit être élaboré en collaboration avec l'utilisateur tel que le prévoit l'article 10.

Échéancier

Ces plans doivent contenir un échéancier relatif à leur évaluation et à leur révision. Cependant, ils peuvent être modifiés en tout temps pour tenir compte de circonstances nouvelles.

Services disponibles

105. L'établissement détermine les services de santé et les services sociaux qu'il dispense de même que les diverses activités qu'il organise, en tenant compte de la mission de tout centre qu'il exploite et des ressources disponibles et conformément aux plans régionaux d'organisation de services élaborés par la régie régionale pour l'atteinte des objectifs fixés aux divers programmes établis par le ministre.

Paramètres

L'établissement fixe également les paramètres des services de santé et des services sociaux qu'il dispense et soumet ces paramètres à l'approbation de la régie régionale.

Règlements

106. L'établissement peut édicter les règlements nécessaires à la conduite de ses affaires et à l'exercice de ses responsabilités. Il doit toutefois édicter des règlements sur toute matière déterminée par règlement pris en vertu du paragraphe 6° de l'article 505, lorsqu'elle relève de la compétence de l'établissement.

Transmission

Une copie des règlements édictés par un établissement est transmise à la régie régionale ou au ministre, à leur demande.

Évaluation	107. Tout établissement doit participer, à la demande du ministre ou de la régie régionale, à l'évaluation du fonctionnement général du système de services de santé et de services sociaux.
Ententes	<p>108. Un établissement peut conclure avec un autre établissement, un organisme ou toute autre personne, une entente pour l'une ou l'autre des fins suivantes:</p> <p>1° la prestation de certains services de santé ou de services sociaux;</p> <p>2° la prestation ou l'échange de services professionnels en matière de services de santé ou de services sociaux.</p>
Respect des politiques	Dans le cas d'une entente conclue entre un établissement et un organisme communautaire visé au titre II de la présente partie, celle-ci doit respecter les orientations, les politiques et les approches que se donne l'organisme communautaire.
Effectifs médicaux	Dans le cas d'une entente visée au paragraphe 2° du premier alinéa, celle-ci ne peut avoir pour effet d'octroyer l'exclusivité de services professionnels ou d'empêcher le recrutement de professionnels conformément aux besoins prévus dans le plan des effectifs médicaux élaboré par la régie régionale.
Délai	Cette entente n'est valide que le trentième jour suivant son dépôt auprès de la régie régionale à moins que celle-ci ne l'ait désavouée.
Médecin ou dentiste	109. Un médecin ou un dentiste n'est lié par une entente visée à l'article 108 que si celle-ci a été portée à sa connaissance et qu'elle est valide au moment où il adresse une demande de nomination ou de renouvellement de nomination conformément à l'article 237.
Conformité de l'entente	Une telle entente doit de plus être conforme à une entente conclue en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie.
Transmission	Dans les 30 jours suivant la date d'entrée en vigueur de cette entente, la régie régionale en transmet copie à l'organisme représentatif concerné.
Dispositions non applicables	Les dispositions du présent article et de l'article 108 ne s'appliquent pas à l'égard d'un médecin ou d'un dentiste qui, le (<i>inscrire ici la date de l'entrée en vigueur du présent article</i>), exerce sa profession dans un centre exploité par un établissement pour lequel aucun conseil des médecins, dentistes et pharmaciens n'est institué.
Contrats de services	110. Un établissement peut, après avoir consulté la régie régionale et obtenu l'autorisation du ministre:

1° conclure un contrat d'affiliation avec une université aux fins d'offrir des services d'enseignement ou de recherche, le modifier ou y mettre fin;

2° conclure une entente ou un contrat de services aux fins de participer à des programmes universitaires de formation ou de recherche.

Contrat
d'association

Un établissement peut, après avoir obtenu l'autorisation de la régie régionale, conclure un contrat d'association avec toute autre institution d'enseignement reconnue par le ministre de l'Éducation ou le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science aux fins de procurer aux étudiants du domaine de la santé et des services sociaux des lieux de stages et de formation pratique.

Conformité
des règles

Les termes et modalités des contrats et ententes visés au premier ou au deuxième alinéa doivent être conformes aux principes et règles générales établis par le ministre en collaboration avec le ministre de l'Éducation ou le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, suivant leur compétence respective.

Entente
avec
organisme
hors Québec

111. Avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, un établissement peut conclure, conformément à la loi, une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation en vue de l'exécution de ses fonctions.

Intégration
des services

112. En vue de favoriser l'intégration des services, le ministre peut, après avoir consulté la régie régionale :

1° déterminer la vocation suprarégionale d'un établissement à l'égard de certains services ultraspécialisés qu'il offre ;

2° limiter à certains établissements la fonction d'offrir des services ultraspécialisés ou de fournir certains médicaments qu'il détermine.

Nouveaux
services

113. Un établissement ne peut offrir de nouveaux services dont la nature nécessite des ressources professionnelles ou des équipements ultraspécialisés déterminés par le ministre, ni acquérir les équipements ultraspécialisés qu'il détermine, avant d'avoir obtenu son autorisation écrite. Le ministre consulte la régie régionale avant d'accorder une telle autorisation.

Établis-
sement public

114. Un établissement public peut :

1° agir à titre d'agence de services de garde en milieu familial conformément à la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) et à ses règlements;

2° agir à titre de représentant régional et exercer les fonctions qui s'y rattachent lorsque l'Office des services de garde à l'enfance le désigne à cette fin, en vertu de l'article 69 de cette loi;

3° exercer tout pouvoir que l'Office l'autorise à exercer en vertu de cette loi;

4° conclure avec l'Office une entente en vertu de l'article 70 de cette loi.

Activités
accessoires

115. Un établissement peut, dans les limites de ses objets et pouvoirs, organiser des activités accessoires aux services de santé ou aux services sociaux qu'il dispense.

Coûts

Il peut, à cette fin, engager du personnel et conclure des ententes. Les coûts de toutes les activités accessoires doivent toutefois être recouvrés auprès de la clientèle ou être autrement pourvus au moyen de contributions bénévoles versées par des tiers à cette fin. Ces coûts comprennent les dépenses annuelles d'immobilisation en capital et intérêts de même que, sauf pour les activités déterminées par le ministre, la part des frais généraux supportés par le budget de fonctionnement de l'établissement.

Médica-
ments

116. Un établissement ne peut fournir que des médicaments qui apparaissent sur la liste dressée à cette fin par le ministre. Cette liste ne comprend que des médicaments qui ont reçu un avis de conformité du gouvernement fédéral pour des indications approuvées. Elle est mise à jour périodiquement après consultation du Conseil consultatif de pharmacologie institué par l'article 39 de la Loi sur l'assurance-maladie. La Régie de l'assurance-maladie du Québec doit publier cette liste et chacune de ses mises à jour. Elles entrent en vigueur à la date de publication à la *Gazette officielle du Québec*, ou à toute date ultérieure qui y est fixée, d'un avis du ministre indiquant que la liste est dressée ou qu'elle est mise à jour et que cette liste ou cette mise à jour a été publiée par la Régie.

Médica-
ments
hors liste

Un établissement où est institué un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens peut en outre fournir, pour des motifs de nécessité médicale particulière, d'autres médicaments que ceux apparaissant sur la liste visée au premier alinéa et qui ont reçu l'avis de conformité du gouvernement fédéral. Dans ce cas, le médecin ou le dentiste qui désire utiliser ou prescrire ces médicaments doit

demander l'opinion du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens. Lorsque cette opinion est favorable, elle doit être transmise au Conseil consultatif de pharmacologie.

Traitement
d'exception

Un établissement où est institué un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens peut également fournir pour un traitement d'exception d'autres médicaments que ceux apparaissant sur la liste visée au premier alinéa et qui n'ont pas obtenu l'avis de conformité du gouvernement fédéral ou des médicaments apparaissant ou non à cette liste lorsqu'ils sont utilisés pour des indications reconnues mais non approuvées. Dans ces cas, le médecin ou le dentiste qui désire utiliser ou prescrire ces médicaments doit obtenir l'autorisation écrite du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

Urgence

En cas d'urgence, un médecin ou un dentiste peut utiliser ou prescrire un médicament visé au deuxième ou au troisième alinéa avant d'avoir obtenu l'opinion ou l'autorisation écrite du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens. Il doit cependant, le plus tôt possible, obtenir l'opinion ou l'autorisation requise et motiver à la fois l'urgence d'utiliser ou de prescrire le médicament et sa décision de l'utiliser ou de le prescrire.

Centre
hospitalier
universitaire

117. Un établissement qui exploite un centre hospitalier désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire ou qui gère un centre de recherche ou un institut de recherche reconnu par le Fonds de la recherche en santé du Québec ou qui exploite un centre désigné centre affilié universitaire et qui, selon son contrat d'affiliation, participe à des activités de recherche clinique et fondamentale peut fournir des médicaments dans les conditions et circonstances prévues par règlement.

Consultation
préalable

118. En outre des limites fixées au paragraphe 2° de l'article 112, le ministre peut, par règlement, déterminer, pour un médicament, les cas, conditions et circonstances de son utilisation, après avoir consulté la Corporation professionnelle des médecins du Québec, l'Ordre des pharmaciens du Québec et le Conseil consultatif de pharmacologie.

CHAPITRE III

ORGANISATION DES ÉTABLISSEMENTS

SECTION I

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

§ 1.—*Formation*

Territoire
d'une muni-
cipalité
régionale
de comté

119. Un conseil d'administration est formé pour administrer l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le territoire d'une municipalité régionale de comté et qui exploitent soit un centre d'hébergement et de soins de longue durée, soit à la fois un centre d'hébergement et de soins de longue durée et un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés de moins de 50 lits.

Territoire
visé

Pour l'application du présent article là où il n'y a pas de municipalité régionale de comté, le territoire desservi par un établissement qui exploite un centre local de services communautaires est celui retenu à moins que la régie régionale ne propose un autre territoire en tenant compte des critères mentionnés à l'article 128. Toute proposition doit être approuvée par le ministre.

Déficience
intellectuelle

120. Un conseil d'administration est formé pour administrer l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le territoire d'une régie régionale et qui exploitent un centre de réadaptation pour les personnes présentant une déficience intellectuelle.

Déficience
auditive

121. Un conseil d'administration est formé pour administrer l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le territoire d'une régie régionale et qui exploitent un centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience auditive.

Déficience
visuelle

122. Un conseil d'administration est formé pour administrer l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le territoire d'une régie régionale et qui exploitent un centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience visuelle.

Déficience
motrice

123. Un conseil d'administration est formé pour administrer l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le territoire d'une régie régionale et qui exploitent un centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience motrice.

Alcooliques
et toxico-
manes

124. Un conseil d'administration est formé pour administrer l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le

territoire d'une régie régionale et qui exploitent un centre de réadaptation pour les personnes alcooliques et les autres personnes toxicomanes.

Jeunes en
difficulté

125. Un conseil d'administration est formé pour administrer l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le territoire d'une régie régionale et qui exploitent les centres suivants :

1° un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse;

2° un centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation ou pour les mères en difficulté d'adaptation.

Services en
langue
anglaise

Le ministre, pour l'application du présent article au territoire de la régie régionale instituée pour la région de Montréal Métropolitain, détermine autrement que sur la base du territoire de cette régie régionale, sur proposition de cette dernière, l'organisation prévue au premier alinéa afin de permettre l'exploitation, par au moins deux établissements, de centres de protection de l'enfance et de la jeunesse et la prestation, par l'un d'eux, des services en langue anglaise pour les personnes d'expression anglaise de cette région.

Services
communau-
taires

126. Un conseil d'administration est formé pour administrer un établissement qui exploite un centre local de services communautaires ou un établissement désigné centre de santé.

Centre
hospitalier

Il en est de même pour un établissement qui exploite un centre hospitalier et pour un établissement qui exploite à la fois un centre d'hébergement et de soins de longue durée et un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés de 50 lits ou plus.

Conseils
d'adminis-
tration
différents

127. Lorsqu'un établissement, en raison des centres qu'il exploite, est susceptible d'être administré par des conseils d'administration différents, suivant les articles 119 à 126, le ministre détermine, après consultation de la régie régionale, le conseil d'administration qui administre l'établissement.

Modifica-
tions
possibles

128. Une régie régionale peut proposer au ministre de modifier l'organisation prévue aux articles 119 à 126 lorsque la nature ou l'étendue du territoire ou la nature, le nombre, les caractéristiques particulières ou la capacité des installations des centres qui s'y trouvent, la densité de la population desservie ou les caractéristiques socio-culturelles, ethno-culturelles ou linguistiques d'une partie de la population ou des établissements le justifient. La régie régionale doit, plus particulièrement, tenir compte des établissements reconnus en vertu du paragraphe f de l'article 113 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11).

Approbation

Ces modifications doivent être approuvées par le gouvernement.

Décret

Le ministre dépose chaque décret pris en vertu du deuxième alinéa devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de son adoption ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

§ 2.—*Composition du conseil*

1. Mode de désignation des membres

Composition
des conseils
d'adminis-
tration

129. Le conseil d'administration des établissements visés à chacun des articles 119 à 124 est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination :

1° quatre personnes élues par la population lors de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 135;

2° trois personnes élues par et parmi les personnes qui travaillent pour les établissements ou qui exercent leur profession dans l'un des centres exploités par les établissements, les personnes élues devant toutefois être titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, être membres de corporations professionnelles différentes;

3° deux personnes élues par les membres des comités des usagers des établissements;

4° trois personnes nommées par les membres de la corporation, lorsque l'un des établissements concernés est une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139 ou, s'il existe plus d'un établissement de cette nature, nommées conjointement par les membres de ces corporations;

5° le cas échéant, une personne élue par le conseil d'administration de la fondation rattachée à l'un des établissements concernés ou, s'il existe plus d'un établissement dans cette situation, élue conjointement par les conseils d'administration de ces fondations;

6° une personne nommée par les membres visés aux paragraphes 1° à 5° et choisie après consultation d'organismes représentatifs du milieu scolaire, lorsque l'un des établissements concernés exploite un centre desservant des enfants;

7° le directeur général des établissements concernés;

8° deux personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° et 3° à 6°.

Centres de
protection
et de
réadaptation

130. Le conseil d'administration des établissements visés à l'article 125 est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

1° quatre personnes élues par la population lors de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 135;

2° une personne élue par et parmi les personnes qui travaillent pour les établissements qui exploitent les centres de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation ou pour les mères en difficulté d'adaptation ou qui exercent leur profession dans l'un des centres exploités par les établissements, une personne élue par et parmi les personnes qui travaillent pour l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et une personne élue par et parmi les personnes qui travaillent pour l'un ou l'autre des établissements ou qui exercent leur profession dans l'un des centres exploités par l'un ou l'autre des établissements; les personnes élues doivent toutefois être titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, être membres de corporations professionnelles différentes;

3° une personne élue par les membres du comité des usagers de l'établissement qui exploite le centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et une autre personne élue par les membres des comités des usagers des autres établissements;

4° trois personnes nommées par les membres de la corporation, lorsque l'un des établissements concernés est une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139 ou, s'il existe plus d'un établissement de cette nature, nommées conjointement par les membres de ces corporations;

5° le cas échéant, une personne élue par le conseil d'administration de la fondation rattachée à l'un des établissements concernés ou, s'il existe plus d'un établissement dans cette situation, élue conjointement par les conseils d'administration de ces fondations;

6° deux personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 5° et choisies l'une après consultation d'organismes représentatifs du milieu de la justice et l'autre après consultation d'organismes représentatifs du milieu scolaire;

7° le directeur général des établissements concernés;

8° deux personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° et 3° à 6°.

Centre local
de services
communau-
taires

131. Le conseil d'administration d'un établissement qui exploite un centre local de services communautaires ou d'un établissement

désigné centre de santé est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination :

1° cinq personnes élues par la population lors de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 135;

2° trois personnes élues par et parmi les personnes qui travaillent pour l'établissement ou qui exercent leur profession dans tout centre exploité par l'établissement, les personnes élues devant toutefois être titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, être membres de corporations professionnelles différentes; toutefois, dans le cas d'un établissement désigné centre de santé qui exploite à la fois un centre local de services communautaires et un centre hospitalier, quatre personnes sont élues, dont une personne élue par et parmi les médecins, dentistes et pharmaciens qui exercent leur profession dans tout centre exploité par l'établissement, une autre élue par et parmi les infirmières et infirmiers qui travaillent pour l'établissement, une autre élue par et parmi les personnes membres du conseil multidisciplinaire visé à l'article 226, y compris les personnes qui exercent pour l'établissement des activités d'infirmières ou infirmiers auxiliaires, et la dernière élue par et parmi les autres personnes qui travaillent pour l'établissement;

3° le cas échéant, deux personnes élues par les membres du comité des usagers de l'établissement;

4° le cas échéant, une personne élue par le conseil d'administration de la fondation rattachée à l'établissement;

5° le directeur général de l'établissement;

6° deux personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1°, 3° et 4°.

Centre
hospitalier

132. Le conseil d'administration d'un établissement qui exploite un centre hospitalier ou d'un établissement qui exploite à la fois un centre d'hébergement et de soins de longue durée et un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés de 50 lits ou plus est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination :

1° quatre personnes élues par la population lors de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 135;

2° une personne élue par et parmi les médecins, dentistes et pharmaciens qui exercent leur profession dans tout centre exploité par l'établissement, une personne élue par et parmi les infirmières et infirmiers qui travaillent pour l'établissement, une personne élue par

et parmi les personnes membres du conseil multidisciplinaire, y compris les personnes qui exercent pour l'établissement des activités d'infirmières ou infirmiers auxiliaires, et une personne élue par et parmi les autres personnes qui travaillent pour l'établissement;

3° le cas échéant, deux personnes élues par les membres du comité des usagers de l'établissement;

4° trois personnes nommées par les membres de la corporation, lorsque l'établissement est une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139;

5° le cas échéant, une personne élue par le conseil d'administration de la fondation rattachée à l'établissement;

6° le directeur général de l'établissement;

7° deux personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° et 3° à 5°.

Centre ou
institut
universitaire

133. Lorsqu'un établissement exploite un centre désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, le conseil d'administration demeure formé conformément aux articles 129, 130, 131 ou 132, selon le cas.

Nomination
par l'univer-
sité

S'ajoutent en outre, à ce conseil, deux personnes nommées par l'université à laquelle l'établissement est affilié, dont l'une doit exercer principalement des activités d'enseignement et l'autre principalement des activités de recherche et, lorsque l'établissement exploite un centre hospitalier désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, un résident en médecine élu par et parmi les résidents en médecine qui exercent dans le centre.

Cooptation

Ces personnes participent également à la cooptation prévue au paragraphe 8° de l'article 129 ou de l'article 130, au paragraphe 6° de l'article 131 ou au paragraphe 7° de l'article 132, selon le cas.

Résident en
médecine

134. Aux fins de l'application du paragraphe 2° de chacun des articles 129 à 132, un résident en médecine est assimilé à un médecin qui exerce sa profession dans tout centre exploité par l'établissement.

Assemblée
publique

135. Tout conseil d'administration doit, tous les trois ans, le jour du mois d'octobre que le ministre détermine, tenir une assemblée publique à laquelle il invite la population afin d'élire les personnes visées au paragraphe 1° de l'article 129, 130, 131 ou 132, selon le cas.

Procédure
d'élection

La procédure d'élection qui doit être suivie lors de cette assemblée est déterminée par règlement de la régie régionale. Ce

règlement doit être soumis à l'approbation du ministre; s'il reçoit cette approbation, il entre en vigueur, malgré l'article 17 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1), à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Assemblées
publiques

136. Lorsqu'un établissement possède des installations éloignées les unes des autres, le conseil d'administration peut décider que l'assemblée publique visée à l'article 135 soit tenue à plus d'un endroit et désigner un président d'assemblée différent pour chaque séance.

Procédure
d'élection

137. La régie régionale détermine, par règlement, la procédure qui doit être suivie pour l'élection ou la nomination des personnes visées aux paragraphes 2° à 6° de l'article 129, aux paragraphes 2° à 6° de l'article 130, aux paragraphes 2° à 4° de l'article 131, aux paragraphes 2° à 5° de l'article 132 ou au deuxième alinéa de l'article 133, selon le cas.

Période
d'élection

Ce règlement doit prévoir que les élections ou nominations visées au premier alinéa auront lieu au mois de septembre de l'année au cours de laquelle l'assemblée publique est tenue en vertu de l'article 135.

Cooptation

138. Une fois complétées les élections et nominations des personnes visées aux articles 135 et 137, celles-ci doivent, dans les 30 jours suivants, procéder à la cooptation prévue au paragraphe 8° de l'article 129 ou de l'article 130, au paragraphe 6° de l'article 131 ou au paragraphe 7° de l'article 132, selon le cas.

Représenta-
tivité

Elles doivent, en procédant à cette cooptation, permettre de faire accéder au conseil d'administration des personnes dont les compétences ou les habiletés sont jugées utiles à l'administration des établissements concernés, d'assurer au conseil d'administration une meilleure représentativité de la composition socio-culturelle, ethno-culturelle, linguistique ou démographique de l'ensemble des usagers desservis par les établissements et d'assurer une représentation la plus équitable possible des femmes et des hommes.

Participa-
tion à la
nomination

139. Le ministre désigne, parmi les corporations visées au paragraphe 1° de l'article 98 et qui sont propriétaires de tout ou partie des immeubles qui servent aux activités de l'établissement, celles dont les membres de la corporation peuvent, le cas échéant, participer à la nomination des personnes visées au paragraphe 4° de l'article 129, 130 ou 132, selon le cas.

Désignation
d'une
corporation

Le ministre doit procéder à la désignation d'une telle corporation si celle-ci lui démontre que l'acquisition, la construction ou les travaux

exécutés sur les immeubles de la corporation ont été financés autrement que par des fonds provenant de subventions du gouvernement ou de souscriptions publiques et que ces investissements n'ont pas fait l'objet de remboursement ou de désintéressement.

Appel **140.** Une corporation visée à l'article 139 peut interjeter appel à la Cour du Québec d'une décision rendue par le ministre lui refusant la désignation prévue à cet article.

Procédure **141.** L'appel est institué par requête déposée au greffe de la Cour du Québec du district judiciaire où est situé le siège social de l'établissement, dans les 30 jours de la décision du ministre.

Requête Cette requête doit avoir été préalablement signifiée au ministre.

Signification La signification est régie par le Code de procédure civile.

**Transmis-
sion du
dossier** **142.** Dans les 10 jours qui suivent la signification de la requête au ministre, celui-ci transmet le dossier relatif à sa décision au greffe du tribunal.

Audition **143.** L'appel est entendu et jugé d'urgence.

Décision **144.** Sous réserve de toute preuve additionnelle qu'il peut exiger, le tribunal rend sa décision sur le dossier qui lui est transmis par le ministre après avoir permis aux parties de faire valoir leurs observations.

**Règles de
pratique** **145.** La Cour du Québec peut, de la manière prévue par la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16), adopter les règles de pratique jugées nécessaires à l'application des articles 141 à 144.

**Décision
finale** **146.** La décision de la Cour du Québec est finale et sans appel.

Nomination **147.** Si l'élection ou la nomination d'un membre en vertu de la présente sous-section n'a pas lieu, la régie régionale fait la nomination au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'assemblée publique visée à l'article 135 est tenue.

**Contestation
d'élection** **148.** Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission des affaires sociales une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu de la présente sous-section.

Décision	La Commission peut confirmer ou annuler l'élection, ou déclarer une autre personne dûment élue.
Annulation	Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue, une nouvelle élection doit être tenue sans retard.
Mandat	Le membre ainsi élu reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection a été annulée.

2. Mandat et qualification des membres

149. À l'exception du directeur général, le mandat des membres d'un conseil d'administration est de trois ans.

Ils demeurent toutefois en fonction, malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés ou élus de nouveau ou remplacés.

150. Une personne ne peut être membre d'un conseil d'administration si :

1° elle ne réside pas au Québec ;

2° elle est mineure ;

3° elle est sous tutelle ou curatelle ;

4° au cours des cinq années précédentes, elle a été déclarée coupable d'un crime punissable de trois ans d'emprisonnement et plus ;

5° au cours des trois années précédentes, elle a été déchue de ses fonctions comme membre du conseil d'administration d'un établissement ou d'une régie régionale en vertu du paragraphe 2° de l'article 498 ;

6° au cours des trois années précédentes, elle a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements.

151. Une personne qui est à l'emploi du ministère de la Santé et des Services sociaux, d'une régie régionale, d'un établissement, de tout autre organisme dispensant des services reliés au domaine de la santé ou des services sociaux ou de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ou qui reçoit une rémunération de cette dernière ne peut voter ou être élue lors de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 135.

Contrat de
recherche

Une bourse d'étude, une subvention ou les sommes versées en vertu d'un contrat de recherche ne sont pas réputées être une rémunération aux fins du premier alinéa.

Membre du
conseil
d'adminis-
tration

Une personne qui travaille pour un établissement ou qui exerce sa profession dans un centre exploité par un établissement ne peut qu'à ce titre être élue membre du conseil d'administration de cet établissement suivant les dispositions pertinentes des articles 129 à 132 respectivement. Elle peut, à d'autres titres, être élue ou nommée membre du conseil d'administration de tout autre établissement.

Perte de
qualité

152. Une personne cesse de faire partie d'un conseil d'administration dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou à son élection.

Démission

153. Tout membre d'un conseil d'administration peut démissionner de son poste en transmettant au secrétaire du conseil un avis écrit de son intention. Il y a vacance à compter de l'acceptation de la démission par le conseil d'administration.

Conflit
d'intérêt

154. Tout membre d'un conseil d'administration, autre qu'un directeur général, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui du conseil ou de l'un des établissements qu'il administre doit, sous peine de déchéance de sa charge, dénoncer par écrit son intérêt au conseil et s'abstenir d'y siéger et de participer à toute délibération ou décision lorsqu'une question portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt est débattue.

Actionnaire
minoritaire

Le fait pour un membre du conseil d'administration d'être actionnaire minoritaire d'une corporation qui exploite une entreprise visée dans le présent article, ne constitue pas un conflit d'intérêts si les actions de cette corporation se transigent dans une bourse reconnue et si le membre du conseil d'administration en cause ne constitue par un initié de cette corporation au sens de l'article 89 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1).

Déchéance
de charge

155. Un recours en déchéance de charge pris en vertu de l'article 154 ne peut être intenté que par la régie régionale intéressée, par l'établissement intéressé ou par le ministre.

Dénoncia-
tion

Toute personne qui a connaissance d'une situation visée à l'article 154 peut la dénoncer à la régie régionale, à l'établissement ou au ministre.

Vacance

156. Toute vacance survenant après l'élection ou la nomination d'un membre d'un conseil d'administration doit être portée à la

connaissance de la régie régionale et être comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, de la manière suivante :

1° dans le cas d'un membre visé aux paragraphes 2° ou 3° de chacun des articles 129 à 132 dont le poste devient vacant moins de deux ans après son élection, le mode d'élection prescrit pour l'élection de ce membre doit être suivi;

2° dans tout autre cas, les membres du conseil restant en fonction comblent la vacance par résolution pourvu que la personne ainsi nommée possède les qualités requises pour être membre du conseil d'administration au même titre que celui qu'elle remplace. Le conseil d'administration informe la régie régionale de cette nomination.

Défaut du conseil

À défaut par le conseil d'administration de combler une vacance dans les 60 jours qui suivent, celle-ci peut être comblée par la régie régionale.

Absence non motivée

Constitue notamment une vacance, l'absence non motivée à un nombre de séances régulières et consécutives du conseil d'administration déterminé dans ses règles de régie interne, dans les cas et les circonstances qui y sont prévus.

§ 3.—*Fonctionnement*

1. Présidence, vice-présidence et secrétariat

Élection annuelle

157. Les membres d'un conseil d'administration élisent parmi eux, chaque année, le président, le vice-président et le secrétaire du conseil.

Président

158. Le président du conseil d'administration en préside les séances, voit à son bon fonctionnement et assume toutes autres fonctions qui lui sont assignées par règlement du conseil.

Vice-président

Le vice-président remplace le président en son absence ou s'il est empêché d'agir temporairement.

Prohibition

159. Le président ou le vice-président du conseil d'administration ne peut être une personne qui travaille pour l'établissement ou l'un des établissements que le conseil administre ou un médecin, un dentiste ou un pharmacien qui exerce sa profession dans l'un des centres exploités par cet établissement.

2. Séances

Convocation **160.** La procédure de convocation des séances du conseil d'administration est déterminée par règlement du conseil.

Séances publiques **161.** Les séances d'un conseil d'administration sont publiques; toutefois, le conseil peut décréter le huis clos notamment lorsqu'il l'estime opportun pour éviter un préjudice à une personne et lorsqu'il délibère sur la négociation des conditions de travail; les décisions prises lors des séances tenues à huis clos ont un caractère public, sous réserve de la protection des renseignements personnels qu'elles contiennent.

Période de question Le conseil d'administration doit tenir, lors de chaque séance, une période de question.

Documents à caractère public Les documents déposés ou transmis au conseil d'administration et les renseignements fournis lors des séances publiques de même que les procès-verbaux de ces séances ont un caractère public, sous réserve de la protection des renseignements personnels qu'ils contiennent.

Quorum **162.** Le quorum aux séances du conseil d'administration est constitué de la majorité de ses membres, dont le président ou le vice-président.

Décisions **163.** Sous réserve de l'article 201, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Voix prépondérante En cas de partage des voix, le président du conseil ou le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Urgence **164.** En cas d'urgence, une résolution écrite et signée par tous les membres du conseil d'administration a la même valeur que si elle avait été prise en séance.

Résolution Cette résolution est déposée à la séance subséquente et conservée avec les procès-verbaux des séances du conseil d'administration.

3. Remboursement des dépenses

Remboursement des dépenses **165.** Les membres du conseil d'administration ne reçoivent aucun traitement; ils ont cependant droit au remboursement des

dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

4. Documents et archives

Authenticité des documents

166. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par celui-ci et signés par le président du conseil et le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies ou extraits qui émanent de l'établissement ou font partie de ses archives, lorsqu'ils sont certifiés conformes par le président du conseil ou le secrétaire.

Établissements liés

167. Lorsque le conseil d'administration est formé suivant l'un des articles 119 à 125, les procès-verbaux indiquent, parmi les établissements administrés par le conseil, ceux qui sont liés par une décision du conseil. À défaut d'une telle mention, tous les établissements sont considérés liés par la décision.

Registre

168. Un établissement doit tenir et conserver à son siège social un registre du nom, de l'adresse et de l'occupation de chacun des membres du conseil d'administration et, si l'établissement est une corporation visée au paragraphe 1^o de l'article 98, des membres de la corporation, ainsi que des livres dans lesquels sont inscrits les règlements de l'établissement, les procès-verbaux des séances du conseil d'administration et, le cas échéant, ceux des assemblées des membres de la corporation.

Conservation des documents

Le conseil d'administration formé suivant l'un des articles 119 à 125 détermine, par résolution, dans lequel des sièges sociaux des établissements qu'il administre sont conservés ses procès-verbaux, sa correspondance et tout autre document liant plusieurs de ces établissements. Une copie conforme des procès-verbaux et des décisions doit toutefois être transmise et conservée au siège social de chacun des autres établissements.

Signature

169. Aucun acte, document ou écrit n'engage un établissement s'il n'est signé par le président du conseil d'administration, le directeur général ou, dans la mesure que le conseil d'administration détermine par règlement, par un membre du personnel de cet établissement.

§ 4.—Pouvoirs et obligations du conseil

Gérance

170. Le conseil d'administration gère les affaires de tout établissement qu'il administre et en exerce tous les pouvoirs.

Responsabilité **171.** Le conseil d'administration établit les priorités et les orientations de tout établissement qu'il administre et voit à leur respect.

Priorités des soins Ces priorités portent sur les besoins de santé tant physique que psychique et les besoins sociaux à satisfaire, sur les clientèles à desservir et sur les services à offrir.

Particularités et ressources Elles doivent tenir compte des particularités géographiques, linguistiques, socio-culturelles et socio-économiques des usagers ainsi que des ressources humaines, matérielles et financières mises à la disposition de l'établissement.

Conformité De plus, ces priorités doivent être conformes au plan des effectifs médicaux et dentaires approuvé par la régie régionale conformément à l'article 378 et aux plans régionaux d'organisation de services visés à l'article 347.

Responsabilité **172.** Le conseil d'administration doit en outre pour tout établissement qu'il administre s'assurer :

1° de la pertinence, de la qualité et de l'efficacité des services dispensés ;

2° du respect des droits des usagers et du traitement diligent de leurs plaintes ;

3° de l'utilisation économique et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières ;

4° de la participation, de la motivation, de la valorisation, du maintien des compétences et du développement des ressources humaines.

Devoir **173.** Le conseil d'administration doit :

1° nommer le directeur général et les cadres supérieurs ;

2° entériner la désignation faite par le directeur général du cadre supérieur responsable de l'application de la procédure d'examen des plaintes des usagers visée à l'article 29 ;

3° nommer les médecins et les dentistes, leur attribuer un statut, leur accorder des privilèges et prévoir les obligations qui y sont rattachées ;

4° nommer les pharmaciens et leur attribuer un statut, le cas échéant ;

5° allouer les ressources financières à chacun des établissements qu'il administre et aux ressources intermédiaires qui sont rattachées à ces établissements.

Exigences
de conduite

174. Les membres du conseil d'administration doivent agir dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés, avec soin, prudence, diligence et compétence comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable, avec honnêteté, loyauté et dans l'intérêt de l'établissement ou, selon le cas, de l'ensemble des établissements qu'ils administrent et de la population desservie.

Défense

175. Un établissement assume la défense d'un membre du conseil d'administration qui est poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions.

Poursuite
pénale ou
criminelle

Toutefois, lorsqu'un membre du conseil d'administration fait l'objet d'une poursuite pénale ou criminelle, l'établissement n'assume le paiement des dépenses du membre que lorsque ce dernier avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi ou qu'il a été libéré ou acquitté, ou que la poursuite a été retirée ou rejetée.

Réunions

176. Le conseil d'administration se réunit au moins dix fois par année. Il doit également se réunir à la demande du président ou à la demande écrite du tiers de ses membres en fonction.

Séance d'in-
formation

177. Le conseil d'administration doit tenir, au moins une fois par année, une séance publique d'information à laquelle est invitée à participer la population.

Avis public

Un avis public d'au moins 15 jours, qui indique la date, l'heure et le lieu de la tenue de cette séance, doit être donné à la population par le conseil d'administration.

Renseigne-
ments à la
population

Les membres du conseil d'administration doivent alors présenter à la population, conformément au règlement pris en vertu du paragraphe 7° de l'article 505, les renseignements prescrits relativement au rapport d'activités et au rapport financier annuel de chaque établissement que le conseil administre. Ils doivent aussi répondre de leurs priorités et de leurs nouvelles orientations conformément à l'article 171 ainsi qu'aux questions qui leur sont adressées relativement au rapport financier annuel, à la gestion de chaque établissement que le conseil administre et aux services que chacun des établissements fournit.

Examen des plaintes Le rapport sur l'application de la procédure d'examen des plaintes visé à l'article 68 doit également être présenté à la population lors de cette séance publique d'information.

Convocation Le mode de convocation de cette séance de même que la procédure qui doit y être suivie sont déterminés par règlement de l'établissement.

Séances publiques **178.** Le conseil d'administration peut tenir plusieurs séances publiques d'information s'il estime que l'étendue du territoire couvert, le nombre d'établissements qu'il administre, la densité de la population invitée à participer ou la nature des services rendus aux usagers le justifie.

Conditions d'admission des membres **179.** Lorsqu'un établissement est une corporation visée au paragraphe 1° de l'article 98, le conseil d'administration doit s'assurer que les membres de la corporation déterminent, par règlement, les conditions d'admission de leurs membres, leurs droits et obligations ainsi que les critères ou conditions relatifs à leur démission, suspension ou exclusion.

Défaut À défaut par les membres de la corporation de ce faire, le conseil d'administration y pourvoit.

Modification du règlement Toute modification à ce règlement doit, pour entrer en vigueur, être soumise à l'approbation du conseil d'administration.

Destination des immeubles **180.** Lorsqu'un établissement est une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139, le conseil d'administration doit aviser les membres de la corporation de toute mesure susceptible de réduire la valeur ou de modifier la destination des immeubles de l'établissement.

Aliénation Le conseil d'administration ne peut aliéner les immeubles d'un tel établissement ni en changer la destination sans l'accord d'au moins les deux tiers des voix exprimées par les membres de la corporation.

Conseils et comités **181.** Le conseil d'administration peut, par règlement, créer les conseils et comités nécessaires à la poursuite de ses fins et déterminer leur composition, leurs fonctions, devoirs et pouvoirs, les modalités d'administration de leurs affaires et les règles de leur régie interne.

Délégation Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à tout conseil ou comité, sauf ceux que le conseil d'administration ne peut exercer que par règlement.

SECTION II

L'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

Établis-
sement privé

182. Les fonctions, devoirs et responsabilités attribués à un conseil d'administration en vertu des articles 171 à 173, 190, 215, 216, 221, 222, 229, 230 ou en vertu d'une disposition de la sous-section 11 de la section III du présent chapitre sont exercés par son conseil d'administration dans le cas d'un établissement privé.

Titulaire
responsable

Dans le cas d'un établissement privé non constitué en corporation, ces fonctions, devoirs et responsabilités sont alors exercés par le titulaire du permis d'exploitation.

SECTION III

LES RESSOURCES HUMAINES

§ 1.—*Le plan d'organisation*

Contenu

183. Tout établissement doit préparer un plan d'organisation administratif, professionnel et scientifique. Ce plan décrit les structures administratives de l'établissement, ses directions, services et départements ainsi que les programmes cliniques.

Description
des actes

Le plan d'organisation de l'établissement indique, sur recommandation du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, de quel département ou service relèvent les actes médicaux, dentaires ou pharmaceutiques d'un programme clinique ou, sur recommandation du service médical visé à l'article 186, de quel département ou service relèvent les actes médicaux d'un tel programme clinique.

Transmis-
sion

Un tel plan d'organisation doit être transmis à la régie régionale et, à sa demande, au ministre.

Révision

Le plan d'organisation doit être révisé au moins tous les trois ans.

Plan d'orga-
nisation
d'un centre
hospitalier

184. Le plan d'organisation d'un centre hospitalier doit de plus prévoir la formation de départements cliniques et de services cliniques. Ce plan doit indiquer le nombre de médecins omnipraticiens, de médecins spécialistes, par spécialité, de dentistes généralistes et de dentistes spécialistes qui peuvent exercer leur profession dans chacun de ces départements et services. Ces éléments doivent être déterminés en tenant compte du permis de l'établissement qui exploite le centre hospitalier, des ressources financières dont il dispose et des

plans régionaux d'organisation de services élaborés par la régie régionale ainsi que des objectifs de croissance et de décroissance visés à l'article 377.

Transmis-
sion

La partie du plan d'organisation visée au premier alinéa doit être transmise à la régie régionale pour approbation conformément à l'article 378, après avoir fait l'objet d'une consultation auprès du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens le cas échéant et, dans le cas d'un centre désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, après consultation de l'université à laquelle l'établissement est affilié.

Révision

Cette partie du plan d'organisation doit être révisée au moins tous les trois ans et continue d'avoir effet tant que la régie régionale ne s'est pas prononcée sur sa révision.

Médecine
générale

185. À l'exception des centres hospitaliers exploités par les établissements désignés par règlement du gouvernement pris en vertu du paragraphe 18° de l'article 505, le plan d'organisation de tout centre hospitalier doit également prévoir la formation d'un département clinique de médecine générale qui doit être sous la responsabilité d'un médecin omnipraticien.

Centres de
soins

186. Le plan d'organisation d'un centre local de services communautaires, d'un centre de réadaptation ou d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée doit de plus prévoir le nombre de médecins et de dentistes qui peuvent exercer leur profession dans le centre, en fonction du permis de l'établissement, des ressources financières dont il dispose et des plans régionaux d'organisation de services élaborés par la régie régionale ainsi que des objectifs de croissance et de décroissance visés à l'article 377.

Service
médical

Si au moins un médecin exerce sa profession dans le centre, le plan d'organisation doit prévoir la formation d'un service médical ou la nomination d'un médecin responsable des soins médicaux.

Composition

Le service médical est composé des médecins exerçant dans le centre et il est dirigé par un médecin chef du service médical.

Règlement

Le mode de nomination, les qualifications et les fonctions du médecin chef du service médical et du médecin responsable sont déterminés par règlement pris en vertu du paragraphe 13° de l'article 505. Le cas échéant, le deuxième alinéa de l'article 214 s'applique, en l'adaptant, au service médical ou au médecin responsable, eu égard aux fonctions déterminées par le règlement.

Consultation préalable Cette partie du plan d'organisation doit, après avoir fait l'objet d'une consultation auprès du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, du service médical ou du médecin responsable le cas échéant, être transmise à la régie régionale pour approbation conformément à l'article 378.

Institut universitaire Si le centre est désigné institut universitaire, cette partie du plan d'organisation doit être préparée après consultation de l'université à laquelle l'établissement est affilié.

Révision Cette partie du plan d'organisation doit être révisée au moins tous les trois ans et continue d'avoir effet tant que la régie régionale ne s'est pas prononcée sur sa révision.

Prévisions **187.** Le plan d'organisation de tout établissement doit aussi prévoir tout élément requis par la présente loi ou par règlement pris en vertu des paragraphes 11° et 13° de l'article 505.

§ 2.—*Chef de département clinique*

Direction **188.** Tout département clinique formé dans un centre hospitalier est dirigé par un chef qui doit être un médecin, un dentiste ou un pharmacien, sauf le département clinique de biochimie dont le chef peut être un biochimiste clinique.

Nomination Le chef de département clinique est nommé pour au plus quatre ans par le conseil d'administration après consultation des médecins, dentistes et pharmaciens et, le cas échéant, des biochimistes cliniques exerçant dans le département, du directeur des services professionnels et du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

Consultation Dans le cas d'un centre désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, le conseil d'administration doit également consulter l'université à laquelle l'établissement est affilié selon les termes du contrat d'affiliation conclu conformément à l'article 110.

Responsabilités **189.** Le chef de département clinique exécute, sous l'autorité du directeur des services professionnels, les responsabilités suivantes:

1° coordonner, sous réserve des responsabilités exécutées par le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens conformément à l'article 214, les activités professionnelles des médecins, dentistes et pharmaciens et, le cas échéant, des biochimistes cliniques de son département;

2° gérer les ressources médicales et dentaires et, lorsqu'un département clinique de pharmacie est formé dans le centre, les ressources pharmaceutiques de son département et, dans la mesure prévue par règlement pris en vertu du paragraphe 13° ou 14° de l'article 505, les autres ressources;

3° élaborer, pour son département, des règles d'utilisation des ressources médicales et dentaires ainsi que des ressources matérielles utilisées par les médecins et dentistes; lorsqu'un département clinique de pharmacie est formé dans le centre, élaborer les règles d'utilisation des ressources pharmaceutiques ainsi que des ressources matérielles de son département;

4° dans le cas du chef du département clinique de radiologie, du chef du département clinique de laboratoires de biologie médicale et du chef du département clinique de pharmacie, gérer les ressources de leur département clinique dans la mesure prévue par règlement visé au paragraphe 2° du présent article. Le gouvernement peut dans ce règlement prévoir que la gestion d'une partie ou de la totalité des ressources du département clinique de radiologie, du département clinique de laboratoires de biologie médicale ou du département clinique de pharmacie est confiée par le directeur des services professionnels à une autre personne que le chef de ces départements cliniques;

5° faire la liste de garde conformément aux règlements du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens approuvés par le conseil d'administration et veiller à son application;

6° s'assurer de la distribution appropriée des soins médicaux et dentaires et des services pharmaceutiques dans son département;

7° voir au respect des règles d'utilisation des ressources qu'il a élaborées pour son département et informer, le cas échéant, le directeur des services professionnels ou le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'inobservation, par un médecin, un dentiste ou un pharmacien, de ces règles.

Sanctions
administratives

Les règles d'utilisation prévues au paragraphe 3° du premier alinéa doivent prévoir des sanctions administratives qui peuvent avoir pour effet de limiter ou suspendre le droit d'un médecin ou d'un dentiste d'utiliser les ressources de l'établissement. Toutefois, ces sanctions ne peuvent être considérées comme une atteinte aux privilèges accordés par le conseil d'administration au médecin ou au dentiste, selon le cas.

Responsabilités Lorsqu'aucun chef de département clinique n'est désigné, les responsabilités visées au premier alinéa sont exercées par le directeur des services professionnels.

Utilisation des ressources Lorsque le chef de département clinique néglige d'élaborer les règles d'utilisation des ressources, le directeur général peut demander au directeur des services professionnels de les élaborer.

Responsabilité **190.** Le chef de département clinique est responsable envers le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens:

1° de surveiller la façon dont s'exercent la médecine, l'art dentaire et la pharmacie dans son département;

2° d'élaborer, pour son département, des règles de soins médicaux et dentaires et des règles d'utilisation des médicaments qui tiennent compte de la nécessité de rendre des services adéquats aux usagers, de l'organisation et des ressources dont dispose l'établissement;

3° de donner son avis sur les privilèges et le statut à accorder à un médecin ou à un dentiste lors d'une demande de nomination ou de renouvellement de nomination et sur les obligations rattachées à la jouissance de ces privilèges; lorsqu'un département clinique de pharmacie est formé dans le centre, de donner son avis sur le statut à accorder à un pharmacien lors d'une demande de nomination.

Dossiers confidentiels Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, les dossiers qui concernent l'exercice du rôle décrit au paragraphe 1° du premier alinéa sont confidentiels. Nul ne peut en prendre connaissance, sauf le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, la Commission des affaires sociales ou les représentants d'une corporation professionnelle dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la loi.

Règles uniques Les règles visées au paragraphe 2° du premier alinéa doivent prévoir que l'exercice professionnel des médecins, dentistes et pharmaciens des départements cliniques doit répondre à des règles uniques.

Chef de département Lorsqu'aucun chef de département clinique n'est désigné ou lorsque celui-ci n'est pas un médecin, un dentiste ou un pharmacien, les responsabilités visées au premier alinéa sont exercées par le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

Négligence Lorsque le chef de département clinique néglige d'élaborer les règles de soins médicaux et dentaires et les règles d'utilisation des

médicaments, le conseil d'administration peut demander au conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de les élaborer.

Restriction **191.** Les règles d'utilisation des ressources prévues au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 189 doivent notamment prévoir qu'aucun lit ne peut être réservé à un médecin ou à un dentiste particulier pour des usagers qu'il traite et qu'en cas de nécessité, le directeur des services professionnels ou, en l'absence de directeur des services professionnels, le médecin désigné à cette fin par le directeur général peut désigner un département ou un service dans lequel un lit doit être mis à la disposition d'un usager.

Entrée en vigueur **192.** Les règles d'utilisation des ressources prévues au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 189 entrent en vigueur après avoir été approuvées par le conseil d'administration qui doit, au préalable, obtenir l'avis du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le cas échéant.

Entrée en vigueur Les règles de soins médicaux et dentaires et les règles d'utilisation des médicaments visées au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 190 entrent en vigueur après avoir été approuvées par le conseil d'administration qui doit, au préalable, obtenir la recommandation du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le cas échéant.

§ 3.—*Le directeur général d'un établissement public*

Nomination **193.** Le directeur général d'un établissement public est nommé par le conseil d'administration. Il est, lorsque le conseil d'administration administre plus d'un établissement, le directeur général de chacun des établissements.

Qualification Un établissement ne peut nommer directeur général qu'une personne dont la qualification est attestée par le Centre de référence des directeurs généraux et des cadres institué par l'article 521.

Renouvellement d'engagement Un établissement ne peut renouveler l'engagement d'un directeur général que si l'organisme visé au deuxième alinéa atteste de sa qualification ou atteste qu'il remplit les exigences requises pour occuper son poste, telles qu'établies lors de la détermination de la classification du poste.

Cas exceptionnel Toutefois, dans un cas exceptionnel, le ministre peut, à la demande d'un établissement, l'autoriser à renouveler l'engagement d'un directeur général ne remplissant pas les conditions prévues au troisième alinéa.

Hausse de la classification Lorsque la classification d'un poste de directeur général est haussée, celui-ci ne peut continuer d'occuper ce poste à l'expiration de son contrat, si le Centre de référence n'atteste pas de sa qualification en fonction de la nouvelle classification.

Responsabilité **194.** Le directeur général est responsable, sous l'autorité du conseil d'administration, de l'administration et du fonctionnement de tout établissement que le conseil administre.

Surveillance Il veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration et s'assure que soit transmise à ce dernier toute l'information qu'il requiert ou qui lui est nécessaire pour assumer ses responsabilités.

Vérification **195.** Le directeur général de tout établissement doit, outre les fonctions prévues à l'article 194, s'assurer que la coordination et la surveillance de l'activité clinique exercée dans le centre soient effectuées.

Suivi des décisions **196.** Dans le cas où le conseil d'administration administre plusieurs établissements, le directeur général doit assurer le suivi des décisions du conseil d'administration relatives aux dossiers nécessitant une coordination entre les établissements et donner son avis au conseil d'administration sur les sujets suivants :

1° l'élaboration de politiques intégrées de traitement à l'égard des dossiers des établissements portant sur des sujets d'importance générale, tels les dossiers relatifs aux immobilisations, aux ressources humaines, aux systèmes d'information et au contrôle budgétaire ;

2° l'impact éventuel, à l'égard d'un établissement particulier, de décisions relatives aux dossiers communs ;

3° l'impact éventuel de toute décision relative à un établissement particulier à l'égard de tout autre établissement administré par le conseil.

Conflit d'intérêts **197.** Le directeur général ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'établissement. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation, pourvu qu'il y renonce ou, qu'après en avoir informé le conseil d'administration, il en dispose dans les délais fixés par celui-ci.

Inhabilité Le directeur général déchu de sa charge devient inhabile à occuper une charge ou un emploi de cadre dans tout établissement

public ou toute régie régionale pour la période d'inhabilité déterminée par le jugement. Cette période ne peut excéder trois ans.

Conflit
d'intérêts

Le conseil d'administration doit, dès qu'il constate que le directeur général se trouve en conflit d'intérêts, prendre des mesures afin d'intenter un recours en déchéance de charge contre lui. Il doit en outre, dans les dix jours qui suivent, en informer par écrit la régie régionale en lui indiquant la nature du cas et les mesures qu'il a prises.

Application
au directeur
général

Le deuxième alinéa de l'article 154 s'applique, en l'adaptant, au directeur général.

Recours

L'article 155 s'applique au recours en déchéance de charge.

Déclaration
d'intérêts

198. Tout directeur général doit, dans les 60 jours qui suivent sa nomination, déposer devant le conseil d'administration une déclaration écrite mentionnant l'existence des intérêts pécuniaires qu'il a dans des personnes morales, des sociétés ou des entreprises susceptibles de conclure des contrats avec tout établissement. Cette déclaration doit être mise à jour dans les 60 jours de l'acquisition de tels intérêts par le directeur général et, à chaque année, dans les 60 jours de l'anniversaire de sa nomination.

Déclaration
d'intérêts

Le directeur général doit également déposer devant le conseil d'administration une déclaration écrite mentionnant l'existence de tout contrat de services professionnels conclu avec un établissement par une personne morale, une société ou une entreprise dans laquelle il a des intérêts pécuniaires, dans les 30 jours qui suivent la conclusion de ce contrat.

Fonctions
exclusives

199. Le directeur général doit, sous peine de déchéance de sa charge, s'occuper exclusivement du travail de l'établissement et des devoirs de sa fonction.

Fonction
non
rémunérée

Il peut toutefois occuper un autre emploi, charge ou fonction ou fournir un autre service si aucune rémunération ou aucun avantage quelconque, direct ou indirect, ne lui est accordé de ce fait.

Emploi hors
du domaine
de la santé

Le directeur général peut de même, avec l'autorisation du conseil d'administration, occuper hors du domaine de la santé ou des services sociaux un autre emploi, charge ou fonction ou fournir un autre service pour lequel une rémunération lui est versée ou un avantage quelconque, direct ou indirect, lui est accordé.

Autorisation
préalable

Il peut aussi, avec l'autorisation de la régie régionale et du conseil d'administration, occuper dans le domaine de la santé ou des services sociaux un autre emploi, charge ou fonction ou fournir un autre service pour lequel une rémunération lui est versée ou un avantage

quelconque, direct ou indirect, lui est accordé. Toutefois, seule l'autorisation du conseil d'administration est requise, s'il s'agit d'une charge ou d'une fonction occupée au sein d'une association regroupant la majorité des établissements exerçant des activités propres à la mission de centres de même nature ou au sein d'une association de directeurs généraux des services de santé et des services sociaux reconnue par décret à des fins de relations de travail ou au sein d'un organisme d'agrément des établissements.

Autre
mandat

Il peut aussi, à la demande du ministre, exercer tout mandat que celui-ci lui confie.

Charge
publique
élective
Recours en
déchéance
de charge
Suspension
sans traite-
ment

Il peut également occuper une charge publique élective.

L'article 155 s'applique au recours en déchéance de charge.

200. Le conseil d'administration doit, dès qu'il constate que le directeur général contrevient à l'une des règles prévues à l'article 199, le suspendre sans traitement ou prendre des mesures afin d'intenter un recours en déchéance de charge contre lui, selon la gravité de la contravention. Il doit en outre, dans les dix jours qui suivent, en informer la régie régionale et le ministre en leur indiquant la nature du cas et les mesures qu'il a prises. Une suspension imposée en vertu du présent alinéa peut varier de trois à six mois.

Inhabilité

Le directeur général déchu de sa charge devient inhabile à occuper une charge ou un emploi de cadre dans tout établissement public ou toute régie régionale pour la période d'inhabilité déterminée par le jugement. Cette période ne peut excéder trois ans.

Nomination
ou destitu-
tion

201. Le conseil d'administration ne peut nommer le directeur général ou le destituer que par une résolution adoptée par le vote d'au moins les deux tiers de ses membres à une séance convoquée à cette fin.

Présence
non
permise

Le directeur général ne peut assister à la séance du conseil d'administration lorsque celui-ci discute ou décide de sa destitution, de sa suspension, de sa rémunération, du renouvellement de son engagement ou de ses autres conditions de travail.

§ 4.—*Le directeur des services professionnels*

Nomination

202. Un directeur des services professionnels doit être nommé par tout établissement qui exploite un centre hospitalier ou par tout établissement désigné centre de santé qui exploite à la fois un centre local de services communautaires et un centre hospitalier. Dans ce cas,

le directeur doit être un médecin et être nommé après consultation du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens ainsi que, dans le cas d'un établissement qui exploite un centre désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, après consultation de l'université à laquelle l'établissement est affilié.

Nomination Un directeur des services professionnels peut être nommé par tout autre établissement.

Responsabilités **203.** Sous réserve de ce que prévoit le plan d'organisation de l'établissement et sous l'autorité du directeur général, le directeur des services professionnels coordonne l'activité professionnelle et scientifique de tout centre exploité par l'établissement avec les autres directeurs concernés.

Responsabilités **204.** Sous l'autorité du directeur général, le directeur des services professionnels visé au premier alinéa de l'article 202 doit, en outre des fonctions prévues à l'article 203 :

1° diriger, coordonner et surveiller les activités des chefs de département clinique prévues à l'article 189;

2° obtenir des avis des chefs de département clinique sur les conséquences administratives et financières des activités des médecins et des dentistes des divers départements cliniques;

3° appliquer les sanctions administratives prévues au deuxième alinéa de l'article 189 et en informer le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et les chefs de département clinique concernés;

4° surveiller le fonctionnement des comités du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et s'assurer que ce conseil contrôle et apprécie adéquatement les actes médicaux, dentaires et pharmaceutiques posés dans tout centre exploité par l'établissement;

5° prendre toutes les mesures pour faire en sorte qu'un examen, une autopsie ou une expertise exigé en vertu de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2) soit effectué;

6° assumer toute autre fonction prévue au plan d'organisation de l'établissement.

Sanction administrative **205.** Lorsqu'une sanction administrative prévue au deuxième alinéa de l'article 189 est appliquée, le directeur des services professionnels doit faire part au médecin ou au dentiste des motifs sur lesquels il s'est fondé pour prendre sa décision et le médecin ou le

dentiste peut, s'il est en désaccord avec la décision, en appeler devant la Commission des affaires sociales.

§ 5.—*Le directeur des soins infirmiers*

Nomination **206.** Un directeur des soins infirmiers doit être nommé par tout établissement qui exploite un centre hospitalier et par tout établissement désigné centre de santé. Un directeur des soins infirmiers peut être nommé par tout autre établissement. Le directeur des soins infirmiers doit être une infirmière ou un infirmier.

Désignation À défaut toutefois d'un tel directeur, le directeur général désigne une infirmière ou un infirmier responsable des soins infirmiers.

Responsabilités **207.** Sous l'autorité du directeur général, le directeur des soins infirmiers doit, pour chaque centre exploité par l'établissement :

1° surveiller et contrôler la qualité des soins infirmiers dispensés dans le centre ;

2° s'assurer de l'élaboration de règles de soins infirmiers qui tiennent compte de la nécessité de rendre des services adéquats et efficaces aux usagers ainsi que de l'organisation et des ressources dont dispose l'établissement ;

3° veiller au bon fonctionnement des comités du conseil des infirmières et infirmiers et s'assurer que ce conseil apprécie adéquatement les actes infirmiers posés dans le centre.

Personne responsable À défaut d'un tel directeur, ces fonctions sont assumées par l'infirmière ou l'infirmier responsable des soins infirmiers.

Responsabilités **208.** Sous réserve de ce que prévoit le règlement pris en vertu du paragraphe 13° de l'article 505 et sous l'autorité du directeur général, le directeur des soins infirmiers doit, pour chaque centre exploité par l'établissement :

1° s'assurer de la distribution appropriée des soins infirmiers dans le centre ;

2° planifier, coordonner et évaluer les soins infirmiers en fonction des besoins du centre ;

3° gérer les ressources humaines, matérielles et financières sous sa gouverne ;

4° assumer toute autre fonction prévue au plan d'organisation.

§ 6.—*Le comité des usagers*

209. Tout établissement, dès qu'il exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée, un centre de réadaptation, un centre hospitalier de soins psychiatriques ou un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, doit mettre sur pied un comité pour les usagers de ces centres et, dans le cas d'un établissement public ou d'un établissement privé conventionné visé à l'article 475, lui accorder le budget particulier fixé à cette fin dans son budget de fonctionnement ou, dans le cas d'un établissement privé non conventionné, le montant versé à cette fin par le ministre.

Demande des usagers Un établissement qui exploite un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés ou un centre local de services communautaires peut, à la demande des usagers à qui il dispense ses services, mettre sur pied un tel comité.

Composition Ce comité se compose d'au moins cinq membres élus par tous les usagers de l'établissement. La majorité de ces membres doivent être des usagers.

Représentation Dans le cas où l'établissement exploite plusieurs centres ou dispose de plusieurs installations pour un même centre, la composition du comité doit assurer une représentation équitable des usagers de chacun de ces centres et des usagers hébergés dans chacune des installations.

Restriction **210.** Une personne ne peut être membre d'un comité des usagers si elle est sous curatelle.

Information **211.** Le directeur général de l'établissement doit favoriser le bon fonctionnement du comité des usagers et informer par écrit chaque usager de l'existence d'un tel comité.

Local Il doit permettre au comité des usagers d'utiliser un local pour ses activités et lui donner la possibilité de conserver ses dossiers d'une manière confidentielle.

Fonctions **212.** Les fonctions du comité des usagers sont de :

1° renseigner les usagers sur leurs droits et leurs obligations;

2° promouvoir l'amélioration de la qualité des conditions de vie des usagers et évaluer le degré de satisfaction des usagers à l'égard des services obtenus de l'établissement;

3° défendre les droits et les intérêts collectifs des usagers ou, à la demande d'un usager, ses droits et ses intérêts en tant qu'usager auprès de l'établissement ou de toute autorité compétente;

4° accompagner et assister, sur demande, un usager dans toute démarche qu'il entreprend y compris lorsqu'il désire porter une plainte conformément aux sections I, II et IV du chapitre III du titre II.

Rapport
d'activités

Le comité des usagers doit, en outre, établir ses règles de fonctionnement et soumettre chaque année un rapport d'activités au conseil d'administration et transmettre une copie de ce rapport à la régie régionale.

§ 7.—*Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens*

Constitution

213. Un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est institué pour chaque établissement qui exploite un ou plusieurs centres où exercent au moins cinq médecins, dentistes ou pharmaciens.

Composition

Ce conseil est composé de tous les médecins, les dentistes et les pharmaciens qui exercent dans tout centre exploité par l'établissement et qui jouissent du statut requis par règlement pris en vertu du paragraphe 3° de l'article 506.

Conseil
unique

Le conseil d'administration formé suivant l'un des articles 119 à 125 peut toutefois prévoir, après consultation des médecins, dentistes et pharmaciens concernés et, le cas échéant, du comité exécutif des conseils des médecins, dentistes et pharmaciens, qu'un seul conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est institué pour l'ensemble des établissements qu'il administre.

Composition

Ce conseil est composé de l'ensemble des médecins, dentistes et pharmaciens qui exercent dans tout centre exploité par chacun des établissements et qui jouissent du statut requis par règlement visé au deuxième alinéa.

Responsabi-
lité

214. Conformément aux règlements de l'établissement, le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est, pour chaque centre exploité par l'établissement, responsable envers le conseil d'administration:

1° de contrôler et d'apprécier la qualité, y compris la pertinence, des actes médicaux, dentaires et pharmaceutiques posés dans le centre;

2° d'évaluer et de maintenir la compétence des médecins, dentistes et pharmaciens qui exercent dans le centre;

3° de faire des recommandations sur les qualifications et la compétence d'un médecin ou d'un dentiste qui adresse une demande de nomination ou de renouvellement de nomination ainsi que sur les privilèges et le statut à lui accorder;

4° de faire des recommandations sur les qualifications et la compétence d'un pharmacien qui adresse une demande de nomination ainsi que sur le statut à lui attribuer;

5° de donner son avis sur les mesures disciplinaires que le conseil d'administration devrait imposer à un médecin, un dentiste ou un pharmacien;

6° de faire des recommandations sur les règles de soins médicaux et dentaires et les règles d'utilisation des médicaments applicables dans le centre et élaborées par chaque chef de département clinique;

7° de faire des recommandations sur les obligations qui peuvent être rattachées à la jouissance des privilèges accordés à un médecin ou à un dentiste par le conseil d'administration eu égard aux exigences propres du centre notamment celles ayant pour objet:

a) la participation d'un médecin ou d'un dentiste aux activités cliniques du centre, y compris la garde;

b) la participation d'un médecin ou d'un dentiste à des activités d'enseignement et de recherche, le cas échéant;

c) la participation d'un médecin ou d'un dentiste à des comités professionnels, scientifiques, médicaux ou administratifs;

d) la participation d'un médecin ou d'un dentiste aux activités médicales prévues à une entente visée aux articles 108 et 109;

8° d'élaborer les modalités d'un système de garde assurant en permanence la disponibilité de médecins, de dentistes et, le cas échéant, de pharmaciens et de biochimistes cliniques, pour les besoins du centre;

9° de donner son avis sur les aspects professionnels des questions suivantes:

a) l'organisation technique et scientifique du centre;

b) les règles d'utilisation des ressources visées au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 189 et sur les sanctions administratives qui doivent y être prévues;

10° de faire des recommandations sur les aspects professionnels de la distribution appropriée des soins médicaux et dentaires et des services pharmaceutiques ainsi que sur l'organisation médicale du centre;

11° d'assumer toute autre fonction que lui confie le conseil d'administration.

Expert
externe

Dans l'exercice des fonctions décrites aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa à l'exception du traitement d'une plainte, le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens peut, avec l'autorisation du conseil d'administration, avoir recours à un expert externe à l'établissement. Cet expert a alors accès au dossier d'un usager.

Services
nécessaires

Dans l'exercice de ses fonctions, le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens tient compte de la nécessité de rendre des services adéquats et efficaces aux usagers, de l'organisation de l'établissement et des ressources dont dispose cet établissement.

Rapport
annuel

Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens doit faire un rapport annuel au conseil d'administration concernant l'exécution de ses fonctions et les avis qui en résultent.

Avis au
directeur
général

215. Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens donne son avis au directeur général sur les aspects administratifs des questions suivantes:

1° les moyens à mettre en oeuvre pour que les services médicaux, dentaires et pharmaceutiques dispensés dans le centre le soient en complémentarité avec ceux dispensés dans un centre exploité par un autre établissement de la région et répondent aux besoins de la population à desservir, compte tenu des ressources disponibles et de la nécessité de fournir des services adéquats;

2° les règles d'utilisation des ressources visées au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 189 et sur les sanctions administratives qui doivent y être prévues;

3° l'organisation technique et scientifique du centre;

4° la distribution appropriée des soins médicaux et dentaires et des services pharmaceutiques ainsi que l'organisation médicale du centre;

5° toute autre question que le directeur général porte à son attention.

Règlements **216.** Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création de comités et leur fonctionnement ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le conseil d'administration.

Comité exécutif **217.** Les responsabilités du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens sont exercées par un comité exécutif formé d'au moins cinq médecins, dentistes ou pharmaciens désignés par le conseil, du directeur général et du directeur des services professionnels ou, lorsqu'aucun directeur des services professionnels n'est nommé, du médecin que le directeur général désigne.

Pouvoirs Le comité exécutif exerce tous les pouvoirs du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

Confidentialité **218.** Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, les dossiers et procès-verbaux du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et de chacun de ses comités sont confidentiels.

Restriction Nul ne peut prendre connaissance des procès-verbaux d'un comité du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens sauf les membres du comité, les membres du comité exécutif du conseil, la Commission des affaires sociales ou les représentants d'une corporation professionnelle dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la loi.

Restriction Nul ne peut prendre connaissance des procès-verbaux du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens sauf les membres du conseil et ceux du comité exécutif de ce conseil, la Commission des affaires sociales ou les représentants d'une corporation professionnelle dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la loi.

§ 8.—*Le conseil des infirmières et infirmiers*

Constitution **219.** Un conseil des infirmières et infirmiers est institué pour chaque établissement public qui exploite un centre où travaillent au moins cinq infirmières ou infirmiers.

Composition Ce conseil est composé de l'ensemble des infirmières et infirmiers qui exercent leurs fonctions dans tout centre exploité par l'établissement.

Conseil unique Le conseil d'administration, formé suivant l'un des articles 119 à 125, peut toutefois prévoir qu'un seul conseil des infirmières et infirmiers est institué pour l'ensemble des établissements qu'il administre.

Composition Ce conseil est composé de l'ensemble des infirmières et infirmiers qui exercent leurs fonctions dans tout centre exploité par chacun des établissements.

Responsabilités **220.** Conformément aux règlements de l'établissement, le conseil des infirmières et infirmiers est, pour chaque centre exploité par l'établissement, responsable envers le conseil d'administration:

1° d'apprécier, de manière générale, la qualité des actes infirmiers posés dans le centre;

2° de faire des recommandations sur les règles de soins infirmiers applicables à leurs membres dans le centre;

3° de faire des recommandations sur la distribution appropriée des soins dispensés par leurs membres dans le centre;

4° d'assumer toute autre fonction que lui confie le conseil d'administration.

Rapport annuel Le conseil des infirmières et infirmiers doit faire un rapport annuel au conseil d'administration concernant l'exécution de ses fonctions et des avis qui en résultent.

Avis au directeur général **221.** Conformément aux règlements de l'établissement, le conseil des infirmières et infirmiers est, pour chaque centre exploité par l'établissement, responsable envers le directeur général de donner son avis sur les questions suivantes:

1° l'organisation scientifique et technique du centre;

2° les moyens à prendre pour évaluer et maintenir la compétence des infirmières et des infirmiers;

3° toute autre question que le directeur général porte à son attention.

Règlements **222.** Le conseil des infirmières et infirmiers peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création de comités et leur fonctionnement ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le conseil d'administration.

- Comité** **223.** Le conseil des infirmières et infirmiers doit constituer un comité d'infirmières et infirmiers auxiliaires. Ce comité est composé de trois personnes choisies par et parmi celles qui exercent des activités d'infirmières ou infirmiers auxiliaires pour l'établissement.
- Fonctions** Ce comité a pour fonctions :
- 1° d'apprécier la qualité des soins infirmiers posés par les personnes qui exercent des activités d'infirmières ou infirmiers auxiliaires pour l'établissement ;
- 2° de donner son avis sur les moyens à prendre pour évaluer et maintenir la compétence de l'ensemble des personnes qui exercent des activités d'infirmières ou infirmiers auxiliaires pour l'établissement ;
- 3° de faire des recommandations sur la distribution appropriée des soins dispensés par les personnes qui exercent des activités d'infirmières ou infirmiers auxiliaires pour l'établissement.
- Règlements** Ce comité peut adopter des règlements concernant sa régie interne, son fonctionnement et la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le comité exécutif du conseil des infirmières et infirmiers.
- Rapport** Le comité des infirmières et infirmiers auxiliaires fait rapport au comité exécutif du conseil des infirmières et infirmiers.
- Responsabi-
lités** **224.** Les responsabilités du conseil des infirmières et infirmiers sont exercées par un comité exécutif formé de quatre infirmières ou infirmiers désignés par le conseil, du président du comité des infirmières et infirmiers auxiliaires, du directeur général et du directeur des soins infirmiers ou, à défaut d'un tel directeur, de l'infirmière ou de l'infirmier responsable des soins infirmiers désigné par le directeur général.
- Pouvoirs** Le comité exécutif du conseil des infirmières et infirmiers exerce tous les pouvoirs de ce conseil.
- Recom-
menda-
tion non
retenue** **225.** Lorsqu'une recommandation du comité des infirmières et infirmiers auxiliaires n'est pas retenue par le comité exécutif du conseil des infirmières et infirmiers, elle doit être transmise au conseil d'administration de l'établissement accompagnée des motifs de sa non-acceptation.

§ 9.—Le conseil multidisciplinaire

- Constitution** **226.** Un conseil multidisciplinaire est institué pour chaque établissement public.

Composition Ce conseil est composé de toutes les personnes qui sont titulaires d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire et qui exercent pour l'établissement des fonctions caractéristiques du secteur d'activités couvert par ce diplôme et reliées directement aux services de santé, aux services sociaux, à la recherche ou à l'enseignement ainsi que des personnes qui exercent pour l'établissement des activités d'infirmières ou infirmiers auxiliaires.

Exception Toutefois, un médecin, un dentiste ou un pharmacien ne fait pas partie du conseil multidisciplinaire.

Exception De même, une infirmière, un infirmier ou une personne qui exerce des activités d'infirmières ou infirmiers auxiliaires ne fait pas partie du conseil multidisciplinaire lorsqu'un conseil des infirmières et infirmiers est institué pour l'établissement.

Conseil unique Le conseil d'administration formé suivant l'un des articles 119 à 125 peut toutefois prévoir qu'un seul conseil multidisciplinaire est institué pour l'ensemble des établissements qu'il administre. Ce conseil est composé de l'ensemble des personnes visées au présent article qui exercent leurs fonctions dans tout centre exploité par chacun des établissements.

Responsabilités **227.** Sous réserve de ce qui est prévu aux articles 214 et 220, le conseil multidisciplinaire est responsable envers le conseil d'administration :

1° de constituer, chaque fois qu'il est requis, les comités de pairs nécessaires à l'appréciation et à l'amélioration de la qualité de la pratique professionnelle de l'ensemble de leurs membres dans tout centre exploité par l'établissement;

2° de faire des recommandations sur la distribution appropriée des soins et services dispensés par leurs membres, eu égard aux conditions locales d'exercice requises pour assurer des services de qualité dans tout centre exploité par l'établissement;

3° d'assumer toute autre fonction que lui confie le conseil d'administration.

Rapport annuel Le conseil multidisciplinaire doit faire un rapport annuel au conseil d'administration concernant l'exécution de ses fonctions et des avis qui en résultent.

Avis au directeur général **228.** Conformément aux règlements de l'établissement, le conseil multidisciplinaire est, pour chaque centre exploité par l'établissement, responsable envers le directeur général de donner son avis sur les questions suivantes :

1° l'organisation scientifique et technique du centre;

2° les moyens à prendre pour évaluer et maintenir la compétence de ses membres;

3° toute autre question que le directeur général porte à son attention.

Règlement

229. Le conseil multidisciplinaire peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création de comités et leur fonctionnement ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le conseil d'administration.

Comité
exécutif

230. Les responsabilités du conseil multidisciplinaire sont exercées par un comité exécutif formé d'au moins trois personnes titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, membres de corporations professionnelles différentes, élues par et parmi les membres du conseil, du directeur général et de la personne qu'il désigne à cette fin.

§ 10.—*Le personnel*

Plan de
développement

231. Tout établissement public ou privé conventionné doit préparer avec la participation de ses employés et, le cas échéant, des syndicats dont ils sont membres un plan d'action pour le développement du personnel.

Objectifs

Ce plan contient des mesures relatives à l'accueil des employés, à leur motivation, leur valorisation, le maintien de leur compétence en tenant compte des responsabilités confiées au conseil multidisciplinaire et, le cas échéant, au conseil des infirmières et infirmiers, leur évaluation, leur perfectionnement, leur mobilité et l'orientation de leur carrière.

Participation
des
employés

Ce plan doit être évalué et mis à jour annuellement avec la participation des employés de l'établissement et, le cas échéant, des syndicats dont ils sont membres.

Rencontre
avec le
personnel

232. Tout établissement public doit tenir annuellement une rencontre avec le personnel au cours de laquelle sont notamment discutées les priorités et les orientations que le conseil d'administration privilégie aux fins de l'application de l'article 171.

Code
d'éthique

233. Tout établissement doit se doter d'un code d'éthique qui indique les droits des usagers et les pratiques et conduites attendues

des employés, des stagiaires, y compris des résidents en médecine, et des personnes qui exercent leur profession dans un centre exploité par l'établissement à l'endroit des usagers.

Exemplaire L'établissement doit remettre un exemplaire de ce code d'éthique à tout usager qu'il héberge ou qui lui en fait la demande.

Normes applicables aux cadres **234.** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes applicables à un cadre supérieur ou à un cadre intermédiaire d'un établissement public en matière de conflit d'intérêts de même que les normes applicables à un tel cadre supérieur en matière d'exclusivité de fonctions.

Prohibition Un cadre supérieur ou un cadre intermédiaire ne peut, sous peine de sanction pouvant aller jusqu'au congédiement, contrevenir à l'une des normes édictées en vertu du premier alinéa.

Conflits d'intérêts **235.** Le gouvernement peut, par règlement, établir les mesures que doit prendre un établissement public ainsi que les personnes qui y sont employées ou y exercent leur profession, pour prévenir ou faire cesser les conflits d'intérêts auxquels peuvent donner lieu l'octroi de contrats entre un établissement et une personne ou une entreprise à l'égard de laquelle ces personnes ont un intérêt direct ou indirect.

Personnel **236.** Un médecin ou un dentiste, autre qu'un cadre de l'établissement, est réputé ne pas faire partie du personnel de l'établissement.

§ 11.—*Les médecins, dentistes et pharmaciens*

Demande de nomination **237.** Un médecin ou un dentiste qui désire exercer sa profession dans un centre exploité par un établissement doit adresser au directeur général une demande de nomination ou de renouvellement de nomination de la façon prévue au règlement pris en vertu du paragraphe 1° de l'article 506.

Renouvellement À moins d'avis contraire, un médecin ou un dentiste est réputé avoir fait une demande de renouvellement de nomination selon les termes de sa dernière demande.

Plan des effectifs Le directeur général informe par écrit le médecin ou le dentiste qui fait une demande de nomination de l'état du plan des effectifs médicaux et dentaires de l'établissement approuvé par la régie régionale.

Recommandation du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens Lorsqu'un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est institué pour l'établissement, le directeur général doit, avant de saisir

le conseil d'administration de la demande, obtenir du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens une recommandation portant sur les qualifications et la compétence du médecin ou du dentiste, le statut et les privilèges qui devraient lui être octroyés en vertu de sa nomination et sur les obligations qui peuvent être rattachées à la jouissance des privilèges octroyés par le conseil d'administration.

Acceptation
ou refus

238. Le conseil d'administration accepte ou refuse la demande de nomination d'un médecin ou d'un dentiste en tenant compte du plan d'organisation de l'établissement, du nombre de médecins et de dentistes autorisé dans ce plan d'organisation, des ressources disponibles, des exigences propres à l'établissement et, le cas échéant, de la vocation suprarégionale de l'établissement déterminée par le ministre en vertu de l'article 112.

Motifs

Le conseil d'administration peut aussi refuser la demande de nomination en se fondant sur le fait que le médecin ou le dentiste a, au cours des trois années précédentes, omis de donner à ce conseil le préavis exigé en application de l'article 254.

Critères

Le conseil d'administration peut également refuser la demande de nomination d'un médecin ou d'un dentiste en se fondant sur des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement du médecin ou du dentiste, eu égard aux exigences propres à l'établissement.

Restriction

Une demande de renouvellement de nomination ne peut être refusée par le conseil d'administration qu'en fonction des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement du médecin ou du dentiste, eu égard aux exigences propres à l'établissement, et du respect des obligations rattachées à la jouissance des privilèges.

Consultation

Si l'établissement exploite un centre désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, le conseil d'administration doit aussi consulter l'université à laquelle l'établissement est affilié.

Privilèges

239. Sous réserve des articles 240 et 248, le conseil d'administration ne peut, sous peine de nullité absolue, accorder des privilèges à un médecin ou à un dentiste lorsque le nombre de médecins ou de dentistes autorisé au plan d'organisation de l'établissement approuvé conformément à l'article 378 est atteint.

Approbation
préalable

240. Le conseil d'administration doit, avant d'accepter la demande de privilèges d'un médecin ou d'un dentiste, obtenir l'approbation de la régie régionale dans les cas suivants :

1° lorsque le nombre de médecins ou de dentistes prévu au plan d'organisation de l'établissement approuvé conformément à l'article 378 est atteint;

2° lorsque le plan d'organisation de l'établissement n'a pas été approuvé par la régie régionale.

Décision
écrite

241. Le conseil d'administration doit, dans les 90 jours de la réception de la demande de nomination ou de renouvellement de nomination, transmettre au médecin ou au dentiste une décision écrite. De plus, tout refus doit être motivé par écrit.

Résolution
explicite

242. La résolution par laquelle le conseil d'administration accepte une demande de nomination ou de renouvellement de nomination d'un médecin ou d'un dentiste doit prévoir, outre le statut attribué conformément au règlement pris en vertu du paragraphe 3° de l'article 506, les privilèges et la durée pour laquelle ils sont accordés, la nature et le champ des activités médicales et dentaires que le médecin ou le dentiste pourra exercer dans le centre et l'engagement du médecin ou du dentiste à respecter les obligations rattachées à la jouissance des privilèges et déterminées sur recommandation du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

Identifica-
tion du dépar-
tement

Dans le cas où l'établissement exploite un centre hospitalier, la résolution du conseil d'administration doit de plus indiquer dans quel département clinique ou service clinique les privilèges accordés peuvent être exercés.

Durée des
privilèges

Les privilèges sont octroyés pour une durée maximale de trois ans. Ils sont renouvelés pour une durée minimale de deux ans, à moins que la demande de renouvellement vise une durée inférieure à deux ans.

Exercice
de la
profession

243. Le médecin ou le dentiste peut exercer sa profession dans le centre exploité par l'établissement et jouir des privilèges que le conseil d'administration lui accorde suivant les termes apparaissant à la résolution adoptée par le conseil d'administration.

Résident en
médecine

244. Le conseil d'administration d'un établissement, relié par contrat d'affiliation à une université conformément à l'article 110, attribue le statut de résident en médecine à une personne, titulaire d'un doctorat en médecine, qui effectue un stage de formation post-doctorale dans un centre exploité par l'établissement.

Information
à la régie

245. Le conseil d'administration doit, tous les trois mois, informer la régie régionale de toutes les demandes de nomination ou de renouvellement de nomination qu'il a acceptées.

Demande de nomination

246. Un pharmacien qui désire exercer sa profession dans un centre exploité par un établissement doit adresser au directeur général une demande de nomination de la façon prévue au règlement pris en vertu du paragraphe 1° de l'article 506.

Recommandation préalable

Lorsqu'un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est institué pour l'établissement, le directeur général doit, avant de saisir le conseil d'administration de la demande, obtenir du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens une recommandation portant sur les qualifications et la compétence du pharmacien qui adresse la demande.

Exercice de la profession

247. Le pharmacien peut exercer sa profession dans le centre exploité par l'établissement dès sa nomination par le conseil d'administration. Lorsque le pharmacien exerce dans un centre où est institué un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le conseil d'administration lui attribue un statut conformément au règlement pris en vertu du paragraphe 3° de l'article 506.

Urgence

248. Le directeur des services professionnels, le président du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens ou un chef de département clinique peut, en cas d'urgence, accorder temporairement à un médecin, un dentiste ou un pharmacien l'autorisation d'exercer sa profession dans un centre exploité par un établissement. Dans ce cas, la personne qui a accordé l'autorisation doit en aviser immédiatement le directeur général. Cette autorisation est d'une durée maximale de trois mois et ne peut être renouvelée.

Urgence

Lorsque le délai pour l'obtention de cette autorisation risque d'être préjudiciable à un usager, tout médecin, dentiste ou pharmacien peut, sans cette autorisation, donner les soins ou les services requis par l'état de l'usager.

Mesures disciplinaires

249. Le conseil d'administration peut prendre des mesures disciplinaires à l'égard d'un médecin ou d'un dentiste.

Choix

Les mesures disciplinaires qui peuvent être prises vont de la réprimande, le changement de statut, la privation de privilèges, la suspension du statut ou des privilèges pour une période déterminée jusqu'à la révocation du statut ou des privilèges.

Décision motivée

Toute mesure disciplinaire prise à l'endroit d'un médecin ou d'un dentiste doit être motivée et fondée uniquement sur le défaut de qualification, l'incompétence scientifique, la négligence, l'inconduite, l'inobservation des règlements de l'établissement, eu égard aux exigences propres à l'établissement, ou le non-respect des termes apparaissant à la résolution visée à l'article 242.

Procédure	L'imposition des mesures disciplinaires doit se faire selon la procédure prévue par règlement pris en vertu du paragraphe 2° de l'article 506.
Décision	Le directeur général doit communiquer à la corporation professionnelle concernée un exemplaire de la décision.
Mesures disciplinaires	250. Le conseil d'administration d'un établissement peut prendre également des mesures disciplinaires à l'égard d'un pharmacien après avoir pris l'avis du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le cas échéant.
Choix	Ces mesures disciplinaires vont de la réprimande jusqu'au congédiement.
Dispositions applicables	Les quatrième et cinquième alinéas de l'article 249 s'appliquent, en les adaptant, aux mesures disciplinaires imposées à un pharmacien.
Suspension des privilèges	251. En cas d'urgence, le directeur des services professionnels, le président du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le chef du département clinique concerné ou, en cas d'absence ou à défaut d'agir de ces personnes, le directeur général, peuvent suspendre les privilèges d'un médecin ou d'un dentiste exerçant dans le centre.
Suspension du statut	En cas d'urgence, le directeur des services professionnels, le président du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le chef du département clinique de pharmacie ou, en cas d'absence ou à défaut d'agir de ces personnes, le directeur général, peuvent suspendre le statut d'un pharmacien exerçant dans le centre.
Rapport de la décision	La personne ayant décidé de la suspension des privilèges d'un médecin ou d'un dentiste ou du statut d'un pharmacien doit avertir immédiatement le président du comité exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et lui transmettre un rapport dans les 48 heures.
Durée	La suspension est valide jusqu'à ce que le conseil d'administration ait pris une décision à son sujet, sans toutefois excéder une période de 10 jours.
Appel	252. Un médecin ou un dentiste qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet, fondée sur des critères de qualification, de compétence scientifique, de comportement ou portant sur les mesures disciplinaires, peut en appeler à la Commission des affaires sociales.
Appel	Il peut en outre en appeler à la Commission si plus de 90 et moins de 180 jours se sont écoulés depuis que sa demande de nomination a

été adressée conformément à l'article 237 et si aucune décision ne lui a été transmise.

Appel **253.** Un pharmacien qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet en vertu de l'article 250 peut en appeler à la Commission des affaires sociales.

Cessation d'exercice **254.** Le médecin ou le dentiste qui décide de cesser d'exercer sa profession dans un centre doit donner au conseil d'administration un préavis d'au moins 60 jours.

Décision irrévocable Dès que le conseil d'administration a reçu le préavis, la décision du médecin ou du dentiste devient irrévocable et prend effet à l'expiration du délai mentionné dans le préavis.

Préavis **255.** Malgré l'article 254, le conseil d'administration peut autoriser un médecin ou un dentiste à cesser d'exercer sa profession dans le centre sans préavis ou à la suite d'un préavis de moins de 60 jours s'il juge que son départ n'a pas pour effet d'affecter la qualité ou la suffisance des services médicaux ou dentaires offerts à la population desservie par ce centre.

Avis à la Régie régionale **256.** Le conseil d'administration doit, tous les trois mois, aviser la Régie régionale de toute décision d'un médecin ou d'un dentiste de cesser d'exercer sa profession suivant les articles 254 et 255.

Professionnel non participant **257.** Un médecin ou un dentiste qui cesse, sans l'autorisation du conseil d'administration, d'exercer sa profession dans un centre sans avoir donné un préavis d'au moins 60 jours ou avant l'expiration du délai mentionné au préavis devient, à compter de la date fixée par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, un professionnel non participant aux fins de la Loi sur l'assurance-maladie, pour une période égale à deux fois le nombre de jours qu'il restait à écouler avant l'expiration du délai de préavis applicable.

Avis à la Régie Le conseil d'administration avise sans retard la Régie de ce départ et lui indique la période pour laquelle ce professionnel devient non participant.

Départ pré-judiciable Lorsque le conseil d'administration, sur avis du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le cas échéant, juge que ce départ a pour effet d'affecter la qualité ou la suffisance des services médicaux ou dentaires offerts à la population desservie par un centre, il en avise par écrit la Corporation professionnelle des médecins du Québec ou la Corporation professionnelle des dentistes du Québec, selon le cas.

Assurance
responsabi-
lité

258. Tout médecin ou tout dentiste exerçant dans un centre doit détenir, pour lui et sa succession, une police valide d'assurance de responsabilité professionnelle acceptée par le conseil d'administration et, chaque année, établir que cette assurance est en vigueur.

Membre de
l'A.C.P.M.

Un médecin peut toutefois s'acquitter de l'obligation visée au premier alinéa en fournissant annuellement au conseil d'administration la preuve qu'il est membre de l'Association Canadienne de Protection Médicale.

Prohibition

259. Un établissement ne peut verser de rémunération ni accorder quelque autre avantage direct ou indirect à un médecin exerçant sa profession dans le cadre du régime institué par la Loi sur l'assurance-maladie, en considération de la dispensation, dans un centre qu'il exploite, de services assurés en vertu de ce régime. Il ne peut non plus verser de rémunération ni accorder pareil avantage à ce médecin en considération de l'exercice de quelque autre activité dans le centre, sauf dans la mesure prévue par règlement du gouvernement pris en vertu du paragraphe 22° de l'article 505.

SECTION IV

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

§ 1.—*Règles relatives aux ressources matérielles*Établis-
sement public

260. Un établissement public ne peut, sans avoir obtenu l'avis de la régie régionale concernée et obtenu l'autorisation préalable du ministre et du Conseil du trésor:

1° acquérir, aliéner, assujettir à une servitude, hypothéquer ou céder et transporter en garantie un immeuble;

2° construire, agrandir, aménager, transformer, démolir, reconstruire ou procéder à des réparations majeures de ses immeubles, excepté dans les cas visés au paragraphe 3° de l'article 263.

Établis-
sement privé

Un établissement privé conventionné est assujetti à l'application du premier alinéa, excepté pour assujettir à une servitude, hypothéquer ou céder et transporter en garantie un immeuble.

Délégation
de pouvoirs

261. Le Conseil du trésor peut, aux conditions et dans la mesure qu'il détermine, déléguer au ministre tout ou partie des pouvoirs qui lui sont accordés à l'article 260.

Publication

L'acte de délégation est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de cette publication.

Fonds d'im-
mobilisation

262. Un établissement public doit identifier dans un poste comptable spécifique de son fonds d'immobilisation le produit net résultant de l'aliénation d'un immeuble; cette somme et les revenus qu'elle produit doivent être utilisés pour toutes fins conformes à l'utilisation du fonds d'immobilisation. Ils peuvent toutefois l'être pour le financement d'une dépense particulière de fonctionnement de l'établissement pourvu que ce dernier obtienne l'autorisation préalable du ministre donnée sur recommandation de la régie régionale.

Autorisation
préalable

263. Un établissement public ou un établissement privé conventionné ne peut, sans avoir obtenu l'autorisation préalable de la régie régionale :

1° louer un immeuble;

2° donner en location, prêter ou autrement permettre l'utilisation de ses immeubles par des tiers, pour une période excédant un an;

3° procéder à des travaux de construction, d'agrandissement, d'aménagement, de transformation, de démolition, de reconstruction ou de réparation majeure de ses immeubles lorsque le coût total estimé du projet est inférieur aux montants déterminés par règlement pris en vertu du paragraphe 3° de l'article 505, sauf pour les travaux d'aménagement, de réparation, d'amélioration ou d'entretien dont les coûts sont inférieurs aux montants déterminés par ce même règlement et qui ne nécessitent pas un emprunt pour leur financement.

Nullité du
contrat

264. Est nul, de nullité absolue, tout contrat fait par un établissement sans l'autorisation préalable du Conseil du trésor, du ministre ou de la régie régionale, chaque fois que cette autorisation est requise par la présente loi.

Procédure

Tout contrat doit de plus, sous peine de nullité, être fait conformément aux normes, aux conditions et selon la procédure édictées par règlement du ministre.

Action en
nullité

L'action en nullité d'un contrat fait par un établissement contrairement au présent article peut être intentée par le ministre, par la régie régionale ou par toute personne intéressée.

Prohibitions

265. Nul établissement public ne peut :

1° acquérir des actions d'une autre corporation ou exploiter une entreprise commerciale, sans avoir obtenu l'avis de la régie régionale

concernée et que dans la seule mesure prévue à une entente conclue avec le ministre dont les conditions sont rendues publiques par l'établissement;

2° consentir à des tiers des prêts à même les sommes d'argent qu'il administre;

3° cautionner, endosser ou autrement consentir une sûreté pour garantir le paiement de l'obligation d'un tiers;

4° disposer à titre gratuit de ses biens, sauf s'il s'agit de biens de valeur modique ou, avec l'autorisation préalable de la régie régionale, lorsque la disposition est faite dans l'intérêt de l'établissement ou de la mission qu'il poursuit, en faveur d'un autre établissement ou dans un but humanitaire;

5° négliger d'exercer un droit qui lui appartient ou y renoncer, sans contrepartie valable;

6° accorder des subventions à des tiers, sauf s'il s'agit de sommes qui peuvent être versées ou de biens et services qui peuvent être fournis à des usagers ou à d'autres personnes à titre d'aide matérielle ou financière en vertu de la présente loi ou de toute autre disposition législative ou réglementaire.

Action en nullité

L'action en nullité d'une décision, d'un règlement ou d'une résolution adopté par un établissement ou de tout contrat fait par lui contrairement au premier alinéa peut être intentée par le ministre, par la régie régionale ou par toute personne intéressée.

Entreprise commerciale

Ne constitue pas une entreprise commerciale, l'organisation, par un établissement, d'activités accessoires aux services de santé ou aux services sociaux qu'il dispense.

Acquisition d'immeubles

266. Un établissement public peut acquérir, par expropriation, tout immeuble dont il a besoin pour agrandir ses installations ou pour organiser des services se rattachant au fonctionnement général de tout centre qu'il exploite.

Corporation d'hébergement

La Corporation d'hébergement du Québec visée à l'article 471 peut, de la même manière et aux lieux et places de l'établissement, acquérir un tel immeuble pour les fins de l'établissement.

Assurance responsabilité

267. Un établissement qui n'a pas adhéré à une association reconnue par le ministre pour négocier et conclure un contrat d'assurance de la responsabilité civile à l'avantage de ses membres et pour en gérer la franchise doit souscrire un tel contrat à l'égard des actes dont il peut être appelé à répondre.

§ 2.—*Dons, legs et subventions*

1. Acceptation

Formes
d'aide

268. Tout établissement peut recevoir des dons, legs, subventions ou autres contributions bénévoles de toute personne ou de tout organisme public ou privé, désirant aider à la réalisation de la mission d'un centre administré par l'établissement.

Autorisation
préalable

Il ne peut cependant, sans l'autorisation préalable de la régie régionale, accepter des dons, legs, subventions ou autres contributions auxquels sont rattachées des charges directes ou indirectes dont le montant excède celui fixé par règlement du ministre, si ce n'est du gouvernement du Québec, de ses ministères ou de ses organismes dont les dépenses de fonctionnement sont assumées par le fonds consolidé du revenu. Dans ce dernier cas, le gouvernement, le ministre ou l'organisme concerné doit en aviser la régie régionale.

Don d'équi-
pement

Tout don d'équipement d'une valeur supérieure à celle fixée par règlement du ministre est réputé être assorti d'une charge aux fins du deuxième alinéa.

Don
d'immeuble

Un don d'immeuble est assujetti à l'article 260.

Comptabili-
sation

269. Les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement du Québec, ses ministères ou ses organismes visés dans l'article 268, sont comptabilisées directement dans l'avoir propre de l'établissement et sont soumises aux règles d'usage de cet avoir déterminées par règlement du ministre.

Placement

Toutefois, si une contribution a été faite à des fins particulières, le montant doit être versé dans un fonds à destination spéciale créé par l'établissement et il doit être déposé ou placé conformément aux dispositions du Code civil relatives au placement des biens appartenant à autrui, jusqu'à ce qu'il en soit disposé aux fins particulières pour lesquelles la contribution a été faite.

Fonds de
dotation

Si les sommes reçues ont été données sous condition expresse de doter l'établissement d'un capital qui doit être préservé et dont seuls les revenus pourront être utilisés, le montant doit être versé dans un fonds de dotation créé par l'établissement pour être géré de la manière prévue au deuxième alinéa.

États
financiers

Les états financiers de l'établissement doivent faire apparaître, de façon distincte, l'état de chaque fonds créé conformément au présent article.

Rapport
financier

270. Un établissement public, qui reçoit une somme ou un avantage direct ou indirect d'une fondation ou d'une corporation qui sollicite du public le versement de sommes ou de dons dans le domaine de la santé et des services sociaux, doit en faire mention dans une annexe faisant partie de son rapport financier annuel en indiquant l'objet pour lequel cette somme ou cet avantage a été conféré.

2. Fondations

Transfert
d'adminis-
tration

271. Un établissement peut, avec l'autorisation préalable de la régie régionale, transférer l'administration de tout ou partie d'un fonds visé à l'article 269 à une fondation ou corporation sans but lucratif constituée suivant les lois du Québec et ayant pour objet de gérer les contributions versées à cet établissement ou à plusieurs établissements ou de recevoir directement des contributions versées par d'autres personnes pour des fins particulières.

Fonds en
fiducie

Les fonds dont l'administration est ainsi transférée à une fondation ou à une corporation sans but lucratif sont réputés reçus par elle en fiducie; elle est assujettie, relativement à ces fonds, aux mêmes obligations et dotée des mêmes pouvoirs qu'une société de fiducie constituée au Québec.

Dissolution

En cas de dissolution d'une telle fondation ou corporation sans but lucratif, les fonds pour lesquels les sommes n'ont pas encore été utilisées aux fins particulières stipulées de même que les revenus et intérêts accumulés provenant du placement de ces fonds doivent être retournés à l'établissement pour être gérés de la manière prévue à l'article 269.

Aide
financière

272. Un établissement public peut accepter l'aide financière ou matérielle d'une fondation ou d'une corporation visée à l'article 271 pour l'une ou l'autre des fins suivantes:

1° l'achat, la construction, la rénovation, l'amélioration, l'agrandissement ou l'aménagement de biens immobiliers de l'établissement;

2° l'achat, l'installation, l'amélioration ou le remplacement de l'ameublement, de l'équipement ou de l'outillage de l'établissement;

3° les activités de recherche de l'établissement;

4° l'amélioration de la qualité de vie des usagers de l'établissement;

5° la formation et le développement des ressources humaines de l'établissement pour des besoins spécifiques.

Soumission
à la régie

Avant d'accepter une telle aide, l'établissement doit soumettre son projet à la régie régionale pour évaluation et acceptation dans les cas suivants :

1° lorsque la valeur de l'aide matérielle excède le montant fixé par règlement du ministre;

2° lorsque des charges directes ou indirectes dont le montant excède celui fixé par règlement du ministre sont rattachées à l'aide financière;

3° lorsque, indépendamment du montant de l'aide, l'utilisation recherchée ne s'inscrit pas à l'intérieur des activités prévues de l'établissement dans les plans régionaux d'organisation de services élaborés par la régie régionale;

4° lorsque l'aide vise le financement d'activités de recherche non reconnues par le Fonds de la recherche en santé du Québec ou par un organisme voué au développement de la recherche sociale.

Documents
requis

La demande doit être accompagnée des documents et contenir les renseignements que la régie régionale détermine.

Admissibi-
lité du
projet

Après avoir évalué la pertinence et la viabilité financière du projet et après s'être assurée que la fondation ou la corporation présente des perspectives financières lui permettant de respecter ses engagements, la régie régionale avise l'établissement de l'admissibilité de son projet ou des conditions requises pour qu'il puisse être accepté.

Vérification
des rensei-
gnements

273. La régie régionale peut, à tout moment, vérifier l'exactitude des renseignements que lui a fournis l'établissement relativement à un projet soumis suivant l'article 272 ou requérir tout renseignement sur l'utilisation de l'aide obtenue conformément à cet article, le cas échéant.

Fausse
représenta-
tions

Si l'établissement a obtenu le droit de bénéficier de l'aide au moyen de fausses représentations ou s'il a employé toute partie de cette aide à d'autres fins que celles pour lesquelles elle devait être utilisée, la régie régionale peut, d'office ou à la demande du ministre,

déclarer l'établissement déchu du bénéfice de l'aide accordée et prendre toute mesure pour obliger l'établissement et la fondation ou corporation qui verse l'aide à rectifier la situation.

Avantage
direct ou
indirect

274. Il est interdit à tout directeur général d'un établissement public, sous peine de déchéance de sa charge, ou à tout cadre supérieur ou cadre intermédiaire d'un tel établissement, sous peine de sanction pouvant aller jusqu'au congédiement, d'accepter une somme ou un avantage direct ou indirect d'une fondation ou d'une corporation qui sollicite du public le versement de sommes ou de dons dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Disposition
applicable

Les deuxième, troisième et cinquième alinéas de l'article 197 s'appliquent au directeur général, en les adaptant.

Nullité
d'une
donation

275. La donation faite au propriétaire, à l'administrateur ou à l'employé d'un établissement qui n'est ni le conjoint ni un proche parent du donateur, est nulle si elle est faite au temps où le donateur y est soigné ou y reçoit des services.

Nullité
d'une
donation

La donation faite au membre d'une ressource de type familial à l'époque où le donateur y demeure est également nulle.

Effet d'un
legs

276. Le legs fait au propriétaire, à l'administrateur ou à l'employé d'un établissement qui n'est ni le conjoint ni un proche parent du testateur, est sans effet s'il a été fait à l'époque où le testateur y était soigné ou y recevait des services.

Effet d'un
legs

Le legs fait au membre d'une ressource de type familial à l'époque où le testateur y demeurerait est également sans effet.

Personnes
visées

277. Les restrictions prévues aux articles 275 et 276 s'appliquent également, en les adaptant, à un médecin, un dentiste ou un pharmacien qui exerce sa profession dans un centre exploité par l'établissement, à un stagiaire qui effectue un stage dans un tel centre, à une personne qui, en vertu d'un contrat de services, dispense pour le compte de l'établissement des services aux usagers de ce dernier de même qu'à un tiers que le prestataire de services peut s'adjoindre pour exécuter son contrat.

§ 3.—*Règles relatives aux ressources financières*

1. Dispositions applicables à tous les établissements

Rapport
d'activités

278. Un établissement doit transmettre, dans les trois mois de la fin de son exercice financier, à la régie régionale et au ministre, un

rapport annuel de ses activités. Ce rapport doit être produit suivant la forme déterminée par le ministre et contenir tout renseignement requis par celui-ci et la régie régionale.

Rapport
d'activités

279. Un établissement doit, sur demande de la régie régionale, lui fournir en la forme et dans le délai qu'elle prescrit, les états, données statistiques, rapports et autres renseignements qu'elle requiert sur les activités de l'établissement ou qu'elle juge appropriés pour l'exercice de ses fonctions. Le ministre peut demander à la régie régionale de lui en transmettre copie. Les documents ainsi fournis ne doivent pas permettre d'identifier un usager de l'établissement.

Dispositions
applicables

Le présent article ne s'applique à un établissement privé non conventionné que s'il est agréé aux fins de subventions conformément aux dispositions du chapitre III du titre II de la partie III et dans la seule mesure où les renseignements sont nécessaires à l'application de ces dispositions.

Renseignements à
caractère
public

280. Les renseignements contenus dans les rapports et documents prescrits par la présente sous-section ont un caractère public.

Accès aux
rapports

Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, nul n'a droit d'accès aux rapports et documents prescrits par la présente sous-section avant la date d'expiration du délai pour leur transmission ou, s'ils sont transmis après cette date, avant la date de leur transmission.

Frais d'ex-
ploitation

281. Les sommes d'argent que le gouvernement verse à l'égard d'un immeuble appartenant à un établissement et qui tiennent lieu, à son égard, des taxes, compensations et mode de tarification imposés par une municipalité à une personne en raison du fait qu'elle est le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble, constituent des frais d'exploitation de l'établissement concerné. Le présent article s'applique aux sommes d'argent versées par le gouvernement à ce titre depuis le 21 décembre 1979.

2. Dispositions applicables aux établissements publics

Exercice
financier

282. L'exercice financier d'un établissement public se termine le 31 mars de chaque année.

Répartition
des res-
sources

283. L'établissement établit annuellement les règles et les modalités de répartition de ses ressources financières entre les différents postes ou articles budgétaires suivant les besoins propres à son plan d'organisation.

Permuta-
tions
budgétaires

Ces règles doivent permettre d'effectuer, pendant l'exercice financier, les permutations budgétaires requises à l'intérieur d'un programme pour le bon fonctionnement des activités de l'établissement et la prestation adéquate des services qu'il est appelé à fournir.

Prévisions
budgétaires

284. Le directeur général de l'établissement soumet au conseil d'administration, avant la date que ce dernier détermine, les prévisions budgétaires de fonctionnement de l'établissement ou de chacun des établissements que le conseil administre pour l'exercice financier suivant. Ces prévisions sont préparées en fonction des paramètres budgétaires que la régie régionale a fait connaître, lesquels paramètres sont déterminés en conformité avec ceux transmis par le ministre.

Équilibre
des dé-
penses

Les prévisions budgétaires de fonctionnement établissent le montant requis par un établissement pour assurer les opérations relatives à la prestation des services qu'il est appelé à fournir et qui sont essentiels à la réalisation de la mission de tout centre qu'il exploite. Les prévisions budgétaires des dépenses et des revenus doivent être en équilibre.

Divulga-
tion
du budget

285. Avant le 1^{er} avril de chaque année, la régie régionale fait connaître à chaque conseil d'administration des établissements visés aux articles 119 à 125 le montant total des sommes qu'elle affecte aux budgets de fonctionnement des établissements que chacun de ces conseils administre.

Répartition
entre les
établisse-
ments

Dans les 30 jours suivant la transmission de cette information, le conseil d'administration répartit le montant total indiqué par la régie régionale entre les établissements qu'il administre, voit à ce que soient révisées, le cas échéant, les prévisions budgétaires de fonctionnement de tout établissement qu'il administre, adopte le budget de fonctionnement propre à chaque établissement et en informe la régie régionale.

Plan
d'équilibre
budgétaire

Lorsqu'un plan d'équilibre budgétaire est requis pour qu'un établissement que le conseil administre puisse se conformer à son budget de fonctionnement, le conseil d'administration voit à ce que ce plan soit élaboré, adopté et transmis à la régie régionale en même temps que le budget de fonctionnement de cet établissement et ce, dans un délai de 60 jours.

Divulga-
tion
du budget

286. Avant le 1^{er} avril de chaque année, la régie régionale fait connaître à tout établissement qui n'est pas visé à l'article 285 le montant des sommes qu'elle affecte à son budget de fonctionnement pour l'exercice financier suivant.

Révision Dans les 30 jours qui suivent, le conseil d'administration voit à ce que soient révisées, le cas échéant, les prévisions budgétaires de fonctionnement de l'établissement, adopte le budget de fonctionnement de l'établissement et en informe la régie régionale.

Plan d'équilibre budgétaire Lorsqu'un plan d'équilibre budgétaire est requis pour que l'établissement puisse se conformer à son budget de fonctionnement, le conseil d'administration voit à ce que ce plan soit élaboré, adopté et transmis à la régie régionale en même temps que le budget de fonctionnement de l'établissement et ce, dans un délai de 60 jours.

Budget reconduit **287.** Si au 1^{er} avril d'une année, le montant des sommes qui sont affectées au budget de fonctionnement d'un établissement ne lui a pas été indiqué par le conseil d'administration suivant le deuxième alinéa de l'article 285 ou par la régie régionale suivant le premier alinéa de l'article 286, selon le cas, un quart du budget de l'exercice financier précédent est reconduit au début de chaque trimestre de l'exercice financier et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le montant des sommes qui sont affectées au budget de l'exercice financier visé.

Transmission à la régie régionale **288.** L'établissement transmet à la régie régionale, aux dates et dans la forme que celle-ci détermine:

1° des rapports périodiques relatifs à l'utilisation du budget et au fonctionnement de l'établissement;

2° un rapport statistique annuel concernant les ressources et les services de l'établissement pour la dernière année financière.

Contenu des rapports Ces rapports doivent contenir tout renseignement requis par la régie régionale ou par le ministre.

Copie au ministre La régie fournit une copie de ces rapports au ministre à sa demande.

Vérification **289.** Les livres et comptes de l'établissement sont vérifiés chaque année par un vérificateur.

Vérificateur **290.** Avant le 30 septembre de chaque exercice financier de l'établissement, le conseil d'administration nomme un vérificateur pour l'exercice financier en cours.

Contrat de services Un établissement ne peut retenir les services d'un même cabinet de vérificateur pour plus de quatre années consécutives à moins d'avoir obtenu l'autorisation de la régie régionale. L'adjudication d'un contrat de services à un cabinet de vérificateur doit de plus, sous peine

de nullité, être faite conformément aux normes, aux conditions et selon la procédure édictées par règlement du ministre.

Charge
vacante

291. Si la charge du vérificateur devient vacante avant l'expiration de son mandat, le conseil d'administration de l'établissement doit combler cette vacance à la première séance qui suit.

Accès aux
documents

292. Pour l'exercice de ses fonctions, le vérificateur a accès à tous les livres, registres, comptes et autres écritures comptables de l'établissement ainsi qu'aux pièces justificatives; toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen.

Renseigne-
ments

Il peut aussi exiger des membres du conseil d'administration de l'établissement, des dirigeants, des employés et autres représentants, les renseignements, explications et documents nécessaires à l'accomplissement de son mandat.

Rapport
financier

293. Le vérificateur doit, pour l'exercice pour lequel il a été nommé, vérifier le rapport financier de l'établissement et procéder à l'exécution des autres éléments de son mandat, notamment ceux déterminés par règlement pris en vertu du paragraphe 8° de l'article 505 et, le cas échéant, ceux que détermine l'établissement, la régie régionale ou le ministre.

Remise au
conseil

294. Le vérificateur remet son rapport de vérification au conseil d'administration de l'établissement.

Transmis-
sion
du rapport
financier

295. L'établissement doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, transmettre à la régie régionale son rapport financier annuel pour l'exercice financier écoulé. Ce rapport doit être préparé sur les formules prescrites par le ministre et comporter les états financiers de l'établissement, le rapport de vérification visé à l'article 294 et tout autre renseignement requis par la régie régionale ou par le ministre.

Transmis-
sion
au ministre

La régie régionale transmet copie du rapport financier annuel d'un établissement au ministre à sa demande.

Emprunt

296. Malgré toute disposition législative inconciliable, l'établissement peut, avec l'autorisation préalable de la régie régionale et selon les modalités et conditions qu'elle détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi pour le paiement de dépenses courantes de fonctionnement ou pour le paiement de dépenses en immobilisations effectuées soit pour l'organisation d'activités accessoires conformément à l'article 115, soit dans le cadre d'un projet d'investissement autofinancé par les économies à réaliser au niveau des dépenses courantes de fonctionnement.

Autorisation préalable L'établissement peut en outre, avec l'autorisation préalable du ministre et selon les modalités et conditions qu'il détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi pour le financement de dépenses en immobilisations ou de service de la dette de l'établissement.

Conditions d'emprunt Le ministre détermine les cas, conditions et circonstances suivant lesquels la régie régionale peut autoriser des emprunts en vertu du premier alinéa ainsi que le montant maximal de ces emprunts.

Situation financière **297.** L'établissement doit, à la demande de la régie régionale ou du ministre, lui fournir, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions financières avec lesquelles il fait affaire, toute information concernant sa situation financière.

3. Dispositions applicables aux établissements privés conventionnés

Exercice financier **298.** L'exercice financier d'un établissement privé conventionné se termine le 31 mars de chaque année.

Budget de fonctionnement **299.** Le 1^{er} avril de chaque année, la régie régionale transmet à chacun des établissements privés conventionnés de sa région son budget de fonctionnement pour l'exercice financier en cours. Ce budget est établi sur la base de la convention de financement que l'établissement a conclue avec le ministre, suivant les conditions et modalités qui y sont prévues, le cas échéant.

Budget reconduit Si au 1^{er} avril d'une année le budget de fonctionnement d'un établissement ne lui a pas été transmis, un quart du budget de l'exercice financier précédent est reconduit au début de chaque trimestre de l'exercice financier et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le budget de l'exercice financier visé.

Rapports et vérifications **300.** L'établissement privé conventionné est assujetti à l'application des articles 288 à 295 en ce qui concerne les rapports qu'il doit transmettre et les vérifications qui doivent être effectuées.

Renseignements nécessaires Les rapports périodiques visés au paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 288 ne doivent toutefois contenir que les renseignements nécessaires à l'application des dispositions pertinentes de la convention de financement conclue avec le ministre.

SECTION V

LES RESSOURCES INTERMÉDIAIRES ET LES RESSOURCES DE TYPE FAMILIAL

§ 1.—*Les ressources intermédiaires*Établis-
sement public

301. Un établissement public identifié par la régie régionale peut recourir aux services d'une ressource intermédiaire aux fins de la réalisation de la mission d'un centre qu'il exploite.

Responsabi-
lité

302. Est une ressource intermédiaire, toute ressource rattachée à un établissement public qui, aux fins de maintenir ou d'intégrer un usager à la communauté, lui dispense par l'entremise de cette ressource des services d'hébergement et de soutien ou d'assistance en fonction de ses besoins.

Classifica-
tion des
services

303. Afin de favoriser un encadrement adéquat et la mise en place rationnelle des ressources intermédiaires et d'assurer la flexibilité nécessaire à l'émergence de nouvelles ressources dans le cadre des plans régionaux d'organisation de services, le ministre établit une classification des services offerts par les ressources intermédiaires qui est fondée sur le degré de soutien ou d'assistance requis par les usagers.

Rétribution

Cette classification s'accompagne des taux de rétribution applicables pour chaque type de services prévus dans la nomenclature.

Accès aux
services

Le ministre identifie également les orientations que les régies régionales doivent suivre dans la détermination des modalités d'accès aux services des ressources intermédiaires dont les critères généraux d'admission dans ces ressources.

Responsabi-
lité de
la régie
régionale

304. En outre d'établir, pour sa région, les modalités d'accès aux services des ressources intermédiaires, la régie régionale doit :

1° préciser les critères de reconnaissance des ressources intermédiaires, les reconnaître et maintenir un fichier des ressources reconnues par type de clientèle;

2° identifier les établissements publics de sa région qui peuvent recourir aux services de ressources intermédiaires et qui doivent en assurer le suivi professionnel;

3° allouer aux établissements concernés les sommes nécessaires au paiement des ressources intermédiaires conformément aux taux de rétribution applicables;

4° s'assurer de la mise en place et du fonctionnement des mécanismes de concertation entre les établissements et leurs ressources intermédiaires.

Recrute-
ment
et évalua-
tion

305. Les établissements publics identifiés par la régie régionale procèdent eux-mêmes au recrutement et à l'évaluation des ressources intermédiaires en vue de leur reconnaissance par la régie régionale.

Suivi pro-
fessionnel

306. Avec l'autorisation de la régie régionale, plusieurs établissements peuvent recourir aux services d'une même ressource intermédiaire. La régie régionale veille toutefois à ce que les établissements concernés se concertent quant au suivi professionnel et au paiement de cette ressource.

Mésentente

307. Toute personne responsable d'une ressource intermédiaire peut demander à la régie régionale d'examiner une décision que l'établissement public auquel la ressource est rattachée a prise pour mettre fin à une mésentente les concernant.

Observa-
tions

La régie régionale doit, au cours de l'examen de la demande, donner à l'établissement et au responsable de la ressource l'occasion de présenter leurs observations.

Décision

Après cet examen, la régie régionale transmet sa décision à l'établissement et au responsable de la ressource intermédiaire.

Prohibition

308. Un permis ou un certificat municipal ne peut être refusé et une poursuite en vertu d'un règlement ne peut être intentée pour le seul motif qu'une construction ou un local d'habitation est destiné à être occupé en tout ou en partie par une ressource intermédiaire.

Disposition
prépondé-
rante

Le présent article prévaut sur toute loi générale ou spéciale et sur tout règlement municipal adopté en vertu d'une telle loi.

Responsable
et employés

309. Le responsable d'une ressource intermédiaire ou les employés de celle-ci, selon le cas, sont assujettis aux dispositions suivantes de la présente loi, en les adaptant :

1° le droit, reconnu à l'article 16, d'une personne ou de ses ayants droits d'exercer un recours contre cette ressource ;

2° les pratiques et conduites attendues des employés à l'endroit des usagers et indiquées dans le code d'éthique de l'établissement conformément à l'article 233 ;

3° les restrictions prévues aux articles 275, 276 et 277 en matière de donation ou de legs fait par un usager à l'époque où il recevait des services d'une ressource intermédiaire.

§ 2.—*Les ressources de type familial*

Placement
d'adultes

310. Un établissement public identifié par la régie régionale peut recourir aux services d'une ressource de type familial aux fins de placement d'adultes ou de personnes âgées.

Protection
de l'enfance

Sous réserve du troisième alinéa, seul un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse peut recruter et recourir aux services d'une telle ressource aux fins de placement d'enfants. Il veille cependant à ce que le suivi professionnel de l'enfant soit assuré par l'établissement le plus apte à lui venir en aide.

Centre de
réadaptation

Un établissement qui exploite un centre de réadaptation pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou ayant une déficience physique peut, pour sa clientèle, recruter et recourir aux services de pareilles ressources pour enfants pourvu, toutefois, que le placement dans ces ressources s'effectue conformément aux dispositions de l'article 357 et du règlement pris en vertu du paragraphe 10° de l'article 505.

Composition

311. Les ressources de type familial se composent des familles d'accueil et des résidences d'accueil.

Famille
d'accueil

312. Peuvent être reconnues à titre de famille d'accueil, une ou deux personnes qui accueillent chez elles au maximum neuf enfants en difficulté qui leur sont confiés par un établissement public afin de répondre à leurs besoins et leur offrir des conditions de vie favorisant une relation de type parental dans un contexte familial.

Résidence
d'accueil

Peuvent être reconnues à titre de résidence d'accueil, une ou deux personnes qui accueillent chez elles au maximum neuf adultes ou personnes âgées qui leur sont confiés par un établissement public afin de répondre à leurs besoins et leur offrir des conditions de vie se rapprochant le plus possible de celles d'un milieu naturel.

Exploitation
d'un
commerce

313. Les activités et services dispensés par une ressource de type familial sont réputés ne pas constituer l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit.

Dispositions
applicables

314. Les dispositions des articles 303 à 308 s'appliquent, en les adaptant, aux ressources de type familial.

CHAPITRE IV

RÈGLES APPLICABLES AUX ACTES CONSTITUTIFS DES
ÉTABLISSEMENTS

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

315. On entend par « acte constitutif d'un établissement » la loi spéciale qui le constitue, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, les statuts de constitution ou de continuation et tout autre document ou charte accordé pour sa constitution.

« acte
constitutif
d'un établis-
sement »

Loi prépon-
dérante

En cas de divergence entre la présente loi et l'acte constitutif d'un établissement, y compris toute disposition applicable de la loi sous l'autorité de laquelle son acte constitutif a été accordé, la présente loi prévaut.

Autorisation
requise

316. Un acte constitutif d'établissement ne peut être accordé, modifié, révoqué ou abandonné sans l'autorisation écrite du ministre.

Autorisation
postérieure

Le ministre peut toutefois, avec les mêmes effets, donner l'autorisation visée au premier alinéa dans les cas où l'acte constitutif d'un établissement a été accordé, modifié, révoqué ou abandonné sans cette autorisation.

SECTION II

CONSTITUTION D'ÉTABLISSEMENT PUBLIC

317. À compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), il ne peut être constitué d'établissement public si ce n'est qu'en vertu de la présente loi.

Constitu-
tion par
lettres
patentes

318. Lorsque la formation d'un établissement public est nécessaire pour la réalisation d'une fusion ou d'une conversion d'établissements ou, le cas échéant, pour l'organisation de nouvelles activités propres à la mission d'un centre, il est constitué par lettres patentes délivrées par l'inspecteur général des institutions financières, à la demande du ministre.

Publication
à la G.O.Q.

Un avis de la délivrance des lettres patentes doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Contenu

319. Les lettres patentes indiquent le nom de l'établissement, le lieu de son siège social et la mission de tout centre exploité par

celui-ci. Elles indiquent également, dans le cas d'un centre hospitalier ou d'un centre de réadaptation, la classe à laquelle il appartient et, dans le cas d'un centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience physique, le type auquel il appartient.

Conseil
d'adminis-
tration

S'il s'agit d'un établissement visé à l'article 131 ou 132, les lettres patentes indiquent le nom d'au moins 5 personnes et d'au plus autant qu'il doit y en avoir d'élues ou de nommées suivant ces articles; ces personnes sont nommées membres du conseil d'administration jusqu'à ce que les élections ou nominations prévues à ces articles aient eu lieu.

Lettres
patentes

Les lettres patentes peuvent aussi contenir toute autre disposition conciliable avec la présente loi.

Corporation
du Code
civil

320. Dès la date de la délivrance des lettres patentes, l'établissement est une corporation au sens du Code civil; il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que lui confère la présente loi.

Correction

321. Quand des lettres patentes renferment une erreur de nom, une désignation inexacte ou une faute de copiste, l'inspecteur général des institutions financières peut, s'il n'y a pas de contestation, ordonner que ces lettres patentes soient corrigées ou annulées et que des lettres patentes correctes soient délivrées.

Lettres
patentes
supplémentaires

322. Pour modifier l'acte constitutif d'un établissement public, autre qu'un établissement public visé au paragraphe 1° de l'article 98, l'inspecteur général des institutions financières délivre à la demande du ministre des lettres patentes supplémentaires.

Publication
à la G.O.Q.

Un avis de la délivrance des lettres patentes supplémentaires doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

SECTION III

FUSION ET CONVERSION

Fusion

323. Peuvent être fusionnés en un établissement public constitué en vertu de la présente loi:

1° un établissement public avec un autre établissement public;

2° un établissement public avec un établissement privé visé au paragraphe 3° de l'article 99 ou visé à l'article 551;

3° des établissements privés visés au paragraphe 2° du présent article.

Conversion **324.** Peut être converti en un établissement public constitué en vertu de la présente loi:

1° un établissement public visé au paragraphe 1° de l'article 98;

2° un établissement privé visé au paragraphe 3° de l'article 99 ou visé à l'article 551.

Consentement requis **325.** Un établissement ne peut être fusionné ou converti qu'avec son consentement et aux conditions agréées, après consultation de la régie régionale, entre l'établissement et le ministre.

Résolution **326.** La fusion ou la conversion est demandée par une résolution adoptée à cette fin par le conseil d'administration.

Contenu Cette résolution indique:

1° le nom du nouvel établissement;

2° la localité au Québec où sera situé le siège social de celui-ci;

3° la mission de tout centre exploité par cet établissement, la classe à laquelle appartiendra, le cas échéant, un centre de réadaptation ou un centre hospitalier et le type auquel appartiendra, le cas échéant, un centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience physique;

4° toute autre condition, modalité ou mesure relative à l'administration et au fonctionnement de cet établissement et conciliable avec la présente loi.

Approbation requise **327.** Lorsque la fusion ou la conversion implique une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139 ou visée au paragraphe 3° de l'article 99 ou à l'article 551, la résolution de conversion ou de fusion doit être approuvée par au moins les deux tiers des voix exprimées par les membres de la corporation lors d'une assemblée convoquée à cette fin.

Fusion d'intérêt public **328.** Malgré les articles 325 à 327, le gouvernement peut, sur proposition du ministre, fusionner des établissements publics qui ne sont propriétaires d'aucun immeuble ou dont les immeubles ont été acquis à même des fonds provenant, en majeure partie, de subventions du gouvernement. Le ministre propose une telle fusion lorsqu'il estime, après avoir consulté la régie régionale, que l'intérêt public le justifie.

Avis d'intention Le ministre publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de son intention de proposer au gouvernement, 45 jours après la publication

de cet avis, la fusion de tels établissements et la délivrance de lettres patentes à cet effet par l'inspecteur général des institutions financières.

Observations

Après la publication de cet avis, le ministre doit donner aux établissements concernés l'occasion de lui présenter leurs observations.

Droits et obligations

329. Le nouvel établissement résultant de la fusion ou conversion jouit, sous le nom qui lui est attribué par les lettres patentes, de tous les droits, acquiert tous les biens et assume toutes les obligations des établissements fusionnés ou de l'établissement converti et les procédures où ces derniers sont parties peuvent être continuées, sans reprise d'instance.

SECTION IV

INTÉGRATION

Convention d'intégration

330. Un établissement public peut, dans les limites de ses objets, convenir avec un autre établissement public d'intégrer l'universalité de ses biens, droits et obligations à ceux de cet établissement.

Contenu

La convention d'intégration indique la date à laquelle l'établissement intégrant prend charge des activités de l'établissement intégré ainsi que toute disposition nécessaire pour compléter l'intégration et pour assurer la gestion des activités de l'établissement intégré.

Annulation

La convention doit pourvoir à l'annulation de l'acte constitutif de l'établissement intégré ou, le cas échéant, à sa modification.

Résolution du conseil d'administration

Avec l'autorisation de la régie régionale, chaque établissement adopte la convention d'intégration par résolution de son conseil d'administration. L'article 327 s'applique, en l'adaptant, à cette résolution.

Approbation du ministre

331. La convention d'intégration doit être soumise à l'approbation du ministre. Le ministre transmet à l'inspecteur général des institutions financières un exemplaire de la convention d'intégration dûment signée de même qu'une copie certifiée conforme de chacune des résolutions prises pour son adoption et son exécution.

Annulation ou modification

Conformément aux dispositions prévues dans la convention d'intégration, l'inspecteur général des institutions financières procède à l'annulation de l'acte constitutif de l'établissement intégré ou, le cas échéant, délivre des lettres patentes supplémentaires pour le

modifier. Lorsque l'établissement intégré est une corporation visée au paragraphe 1° de l'article 98, le deuxième alinéa de l'article 548 et l'article 549 s'appliquent, en les adaptant, aux lettres patentes supplémentaires qui lui sont délivrées.

Droits,
biens et
obligations

332. À compter de la date de l'intégration, l'établissement intégrant acquiert les droits et les biens de l'établissement intégré et en assume les obligations. Les procédures où l'établissement intégré est partie peuvent être continuées, sans reprise d'instance.

SECTION V

DISSOLUTION

Annulation
des lettres
patentes

333. L'inspecteur général des institutions financières peut, à la demande d'un établissement public visé au paragraphe 2°, 3° ou 4° de l'article 98 et avec l'autorisation du ministre, annuler les lettres patentes de cet établissement. Cette annulation prend effet le sixième jour suivant la publication d'un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*.

Dévolution
des biens

L'établissement est alors dissous et, après le paiement de ses dettes et l'exécution de ses obligations, ses biens sont dévolus au gouvernement ou à un établissement public que le gouvernement désigne.

TITRE II

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

«organisme
communau-
taire»

334. Dans la présente loi, on entend par «organisme communautaire» une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec à des fins non lucratives dont les affaires sont administrées par un conseil d'administration composé majoritairement d'utilisateurs des services de l'organisme ou de membres de la communauté qu'il dessert et dont les activités sont reliées au domaine de la santé et des services sociaux.

Subvention

335. Un organisme communautaire qui reçoit une subvention en vertu du présent titre définit librement ses orientations, ses politiques et ses approches.

Critères
d'attribution

336. Une régie régionale peut, suivant les critères d'admissibilité et d'attribution qu'elle détermine conformément aux règles budgétaires applicables, subventionner un organisme communautaire dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° s'il offre des services de prévention, d'aide et de soutien aux personnes de la région, y compris des services d'hébergement temporaire inscrits dans un plan régional d'organisation de services de la régie;

2° s'il exerce, au niveau de la région, des activités de promotion, de sensibilisation et de défense des droits et des intérêts des utilisateurs de ses services ou des usagers de services de santé ou de services sociaux de la région.

Promotion
de la santé

Une régie régionale peut également subventionner un organisme communautaire qui s'occupe, au niveau de la région, de la promotion de la santé et du développement social lorsque les plans régionaux d'organisation de services qu'elle a élaborés le prévoient.

Organismes
concernés

337. Le ministre peut, conformément aux règles budgétaires applicables, subventionner:

1° des organismes communautaires qui s'occupent, pour l'ensemble du Québec, de la défense des droits ou de la promotion des intérêts des utilisateurs des services des organismes communautaires ou de ceux des usagers de services de santé ou de services sociaux;

2° des organismes communautaires qui s'occupent, pour l'ensemble du Québec, de la promotion du développement social, de l'amélioration des conditions de vie ou de la prévention ou de la promotion de la santé;

3° des organismes communautaires qui exercent des activités répondant à des besoins nouveaux, utilisant des approches nouvelles ou visant des groupes particuliers de personnes non prévus à un plan régional d'organisation de services d'une régie régionale;

4° des regroupements provinciaux d'organismes communautaires.

Séance d'in-
formation

338. Tout organisme communautaire ou tout regroupement provincial qui reçoit une subvention dans les cas visés aux articles 336 ou 337 doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, tenir une séance publique d'information à laquelle sont invités à participer les utilisateurs de ses services et les usagers de services de santé ou de services sociaux qu'il a desservis. Il doit alors leur présenter un rapport de ses activités et un rapport financier.

Rapport
d'activités

Il doit également, au plus tard à cette même date, transmettre le rapport de ses activités et son rapport financier à l'autorité de qui il a reçu une subvention dans les cas visés aux articles 336 ou 337.

PARTIE III

COORDINATION, SURVEILLANCE ET RÉGLEMENTATION DES
SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

TITRE I

LES INSTITUTIONS RÉGIONALES

CHAPITRE I

LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX

SECTION I

STATUT ET OBJETS

339. Le gouvernement institue, pour chaque région qu'il délimite, une régie régionale de la santé et des services sociaux.

340. La régie régionale a principalement pour objet de planifier, d'organiser, de mettre en oeuvre et d'évaluer, dans la région, les programmes de santé et de services sociaux élaborés par le ministre.

Elle a aussi pour objets :

1° d'assurer la participation de la population à la gestion du réseau public de services de santé et de services sociaux et d'assurer le respect des droits des usagers ;

2° d'élaborer les priorités de santé et de bien-être en fonction des besoins de la population de sa région en tenant compte des objectifs fixés par le ministre et de les soumettre à l'approbation de l'assemblée régionale instituée par l'article 418 ;

3° d'établir les plans d'organisation de services de son territoire et d'évaluer l'efficacité des services ; la partie des plans d'organisation de services qui vise des services médicaux doit faire l'objet d'un avis de la Commission médicale régionale obtenu de la manière prévue au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 369 ;

4° d'allouer les budgets destinés aux établissements et d'accorder les subventions aux organismes communautaires et aux ressources privées agréées ;

5° d'assurer la coordination des activités médicales particulières des médecins soumis à une entente visée à l'article 360 ainsi que des

activités des établissements, des organismes communautaires, des ressources intermédiaires et des résidences d'hébergement agréées aux fins de subventions visées à l'article 454 et de favoriser leur collaboration avec les autres agents de développement de leur milieu;

6° de mettre en place les mesures visant la protection de la santé publique et la protection sociale des individus, des familles et des groupes;

7° d'assurer une gestion économique et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières mises à sa disposition.

«régie
régionale»

341. Le nom de toute régie régionale doit comprendre l'expression «régie régionale» et indiquer la région pour laquelle elle est instituée.

Corporation
du Code
civil

342. La régie régionale est une corporation au sens du Code civil; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que lui confère la présente loi.

SECTION II

FONCTIONS PARTICULIÈRES

§ 1.—*Fonctions à l'égard de la population et des droits des usagers*

Responsabi-
lités

343. La régie régionale veille:

1° à la mise en oeuvre des mécanismes de participation de la population prévus à la présente loi, telle la formation des comités des usagers;

2° à la formation et au bon fonctionnement de l'assemblée régionale.

Élection et
nomination

La régie régionale surveille l'élection et la nomination des membres des conseils d'administration des établissements publics lorsque la présente loi pourvoit à une telle élection ou nomination.

Information
aux usagers

344. La régie régionale doit, outre les fonctions qui lui sont confiées aux articles 42 à 53, informer les usagers de son territoire des services de santé et des services sociaux qui leur sont offerts de même que de leurs droits et recours et de leurs obligations à cet égard.

Examen des
plaintes

345. La régie régionale doit s'assurer que chaque établissement établit et applique une procédure d'examen des plaintes.

§ 2.—*Fonctions reliées aux priorités de santé et de bien-être*

Respect des
priorités

346. La régie régionale veille au respect des priorités approuvées par l'assemblée régionale et à l'atteinte des objectifs de santé et de bien-être. À cette fin, elle:

1° s'assure que les informations sur l'état de santé de la population de la région sont tenues à jour et accessibles;

2° identifie les besoins de la population en vue de l'élaboration des plans régionaux d'organisation de services;

3° informe le ministre des besoins de la population en vue de l'élaboration et la mise à jour d'une politique de santé et de bien-être, des politiques et des programmes de santé et de services sociaux;

4° évalue, selon la périodicité que détermine le ministre, l'efficacité des services de santé et des services sociaux, le degré d'atteinte des objectifs poursuivis et le degré de satisfaction des usagers à l'égard des services;

5° élabore et met en oeuvre, conformément aux directives du ministre, des évaluations de programmes de services auxquels participent les établissements;

6° exécute tout mandat spécifique que le ministre lui confie.

Restriction

Dans l'exercice des fonctions énumérées au premier alinéa, la régie régionale doit s'abstenir de consigner tout renseignement ou document permettant d'identifier un usager d'un établissement ou un utilisateur des services d'un organisme communautaire.

§ 3.—*Fonctions reliées à l'organisation des services*

Dépôt des
plans

347. La régie régionale doit, en collaboration avec les établissements et les organismes communautaires de sa région ainsi qu'avec les intervenants des secteurs d'activités ayant un impact sur la santé et les services sociaux, le cas échéant, élaborer et mettre en oeuvre des plans d'organisation de services qu'elle dépose à l'assemblée régionale.

Contenu

Ces plans identifient les services requis pour répondre aux besoins de la population de la région en tenant compte:

1° des orientations déterminées par le ministre et des politiques et programmes de santé et de services sociaux qu'il établit;

2° des ressources socio-sanitaires de la région, particulièrement celles des organismes communautaires;

3° de la mission des centres exploités par les établissements de la région;

4° des ressources financières identifiées à cette fin;

5° des caractéristiques socio-culturelles et linguistiques de la population de la région et, le cas échéant, des établissements de sa région qui sont visés à l'article 348;

6° de l'organisation de l'enseignement et de la recherche effectués par les établissements de la région.

Contribution Ils doivent préciser la contribution attendue de chaque établissement et chaque organisme communautaire de la région en vue d'atteindre les objectifs formulés dans la politique ou le programme.

Approbation Ces plans doivent être soumis à l'approbation du ministre.

Programme en langue anglaise **348.** Une régie régionale doit élaborer, en collaboration avec les établissements, un programme d'accès aux services de santé et aux services sociaux en langue anglaise pour les personnes d'expression anglaise de sa région dans les centres exploités par les établissements de sa région qu'elle indique ou, le cas échéant, conjointement avec d'autres régies régionales, élaborer un tel programme dans les centres exploités par les établissements d'une autre région.

Importance des ressources Un tel programme d'accès doit tenir compte des ressources humaines, matérielles et financières des établissements et inclure tout établissement de la région qui est désigné en vertu de l'article 508.

Approbation Ce programme doit être approuvé par le gouvernement et être révisé au moins tous les trois ans.

Respect des communautés culturelles **349.** Une régie régionale doit, en concertation avec les organismes représentatifs des communautés culturelles et les établissements de sa région, favoriser l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux qui soit respectueuse des caractéristiques de ces communautés culturelles.

§ 4.—Fonctions reliées à l'allocation des ressources financières

Répartition des ressources **350.** La régie régionale répartit les ressources financières mises à sa disposition pour la mise en oeuvre des plans régionaux d'organisation de services élaborés pour sa région.

Allocation
des budgets
et octroi
des subven-
tions

Elle est responsable, dans la mesure et aux conditions prescrites par le ministre conformément aux règles budgétaires applicables, de l'allocation des budgets de fonctionnement des établissements publics et privés conventionnés de sa région et de l'octroi des subventions aux organismes communautaires de sa région conformément à l'article 336 et aux ressources privées agréées visées au chapitre III du titre II de la présente partie.

Gestion des
fonds

Elle assure aussi la gestion des fonds reliés à tout mandat spécifique que lui confie le ministre en vertu du paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 346.

Contrôle
des
budgets et
subventions

351. La régie régionale doit, conformément aux règles déterminées par le ministre, assurer le contrôle des budgets alloués et des subventions octroyées suivant l'article 350.

§ 5.—Fonctions reliées à la coordination des services de santé et des services sociaux

Répartition
des res-
sources

352. La régie régionale prend les mesures nécessaires pour coordonner les activités des établissements et des organismes communautaires ainsi que les activités médicales particulières des médecins soumis à une entente visée à l'article 360 en favorisant, entre eux, la concertation et la collaboration en vue d'assurer une utilisation rationnelle et une répartition équitable des ressources de façon à tenir compte de la complémentarité des établissements, des organismes et des cabinets, à éliminer entre eux les doublages et à permettre la mise en place de services communs.

Collabora-
tion

353. La régie régionale collabore avec les autres organismes de la région notamment les municipalités, les directions régionales des ministères et des organismes gouvernementaux, les établissements du réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur et les organismes socio-économiques, aux activités susceptibles d'améliorer la santé et le bien-être de la population.

Accès aux
services

354. En outre des modalités d'accès aux services des ressources intermédiaires et des ressources de type familial qu'elle établit conformément aux articles 303, 304 et 314, la régie régionale détermine également, dans le cadre de ses plans régionaux d'organisation de services et en tenant compte des orientations identifiées à cette fin par le ministre, les modalités générales d'accès aux différents services offerts par les établissements de sa région.

Mécanisme
d'accès

Elle favorise par ailleurs la mise en place, par les établissements concernés, de tout mécanisme d'accès aux services qu'ils estiment

nécessaire pour assurer une réponse rapide et adéquate aux besoins des usagers.

Coordination
de l'accès
aux services

355. La régie régionale veille particulièrement à ce que soient créés, conformément aux modalités prévues au règlement pris en vertu du paragraphe 9° de l'article 505, les mécanismes assurant la coordination de l'accès aux services des centres d'hébergement et de soins de longue durée, des centres de réadaptation d'une classe indiquée à ce règlement, des ressources intermédiaires rattachées aux établissements et des ressources de type familial de sa région.

Respect des
particularités

Elle doit également s'assurer que ces mécanismes d'accès aux services tiennent compte des particularités socio-culturelles et linguistiques des usagers.

Approbation
des critères

356. Les établissements concernés par tout mécanisme d'accès aux services établi en application de l'article 355 doivent soumettre à l'approbation de la régie régionale leurs critères d'accès aux services, notamment pour l'admission et la sortie des usagers et les politiques de transfert de ces derniers. Le ministre peut toutefois exiger qu'un établissement, compte tenu de sa vocation particulière, les lui soumette directement pour son approbation. Le ministre prend alors l'avis de la régie.

Placement
d'enfants

357. En vue d'assurer une utilisation rationnelle des services de placement d'enfants, la régie régionale veille à ce que l'établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et les autres établissements qui exercent des responsabilités en cette matière coordonnent leurs actions et qu'ils respectent les mesures déterminées à cette fin par règlement pris en vertu du paragraphe 10° de l'article 505.

Vérification

358. La régie régionale s'assure que les établissements de la région exercent leurs fonctions d'accueil, d'évaluation et d'orientation des usagers et que les ressources intermédiaires et les ressources de type familial se développent en harmonie avec la capacité d'accueil de la population concernée.

Urgence

359. Dans le but de répartir les cas d'urgence et d'assurer aux usagers une réponse rapide et adéquate à leurs besoins, la régie régionale, après consultation de la commission médicale régionale instituée en vertu de l'article 367:

1° approuve les critères d'admission et les politiques de transfert des usagers dans les centres exploités par les établissements publics et les établissements privés conventionnés;

2° s'assure que des normes de fonctionnement adéquat des services d'urgence soient adoptées par ces établissements ou, à défaut, fixe de telles normes;

3° s'assure que ces établissements adoptent et appliquent, en ce qui concerne l'utilisation et la distribution des lits, des normes conformes aux exigences d'une répartition adéquate des cas d'urgence ou, à défaut, fixe de telles normes;

4° conçoit et implante un système d'information régionale pour connaître, de façon quotidienne, la situation dans les centres exploités par ces établissements en regard du nombre et de la nature des inscriptions et des admissions d'usagers et de leurs transferts et transports en ambulance.

Médecin
omniprati-
cien

360. Tout médecin omnipraticien ayant moins de 10 ans de pratique et dont la principale activité professionnelle, telle que définie à une entente conclue en vertu du sixième alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie, s'exerce en cabinet privé peut demander d'adhérer à une telle entente.

Médecin
spécialiste

Tout médecin spécialiste qui n'est pas titulaire, dans un établissement qui exploite un centre hospitalier, du statut de membre actif au sens du règlement pris en vertu du paragraphe 3° de l'article 506 peut également demander d'adhérer à une telle entente.

Liste
d'activités
médicales

361. Aux fins de l'application de l'article 360, la régie régionale établit, à partir des propositions que peut lui faire la commission médicale régionale instituée en vertu de l'article 367, une liste d'activités médicales particulières à partir de ses plans d'organisation de services. Cette liste précise également les modalités d'exercice de chaque activité offerte et ce, conformément aux modalités prévues à l'entente visée à l'article 360.

Activités
visées

Pour le médecin omnipraticien qui demande d'adhérer à une entente visée à l'article 360, la liste d'activités médicales particulières porte sur les activités suivantes:

1° la dispensation de services professionnels dans tout centre, autre qu'un centre local de services communautaires, exploité par un établissement;

2° la dispensation de services de garde sur place effectuée dans les services d'urgence de première ligne de certains établissements exploitant un centre local de services communautaires ou désigné centre de santé;

3° la participation à un programme de prévention ou de maintien à domicile;

4° selon les modalités établies par une entente, la participation à tout autre programme de santé ou la dispensation de tout autre service professionnel déterminé par la régie régionale en vue de combler les besoins qu'elle juge prioritaires;

5° la collaboration avec les autres ressources du territoire en vue d'assurer la disponibilité des services médicaux en tout temps;

6° la dispensation de services professionnels dans le cadre d'un système préhospitalier d'urgence existant dans le territoire de la régie régionale, selon les modalités qu'édicté une entente.

Présomption Le médecin omnipraticien qui accepte de dispenser des services médicaux dans tout centre local de services communautaires exploité par un établissement est réputé adhérer à une entente visée à l'article 360.

Demande à la régie **362.** Le médecin adresse sa demande à la régie régionale qui lui transmet une liste d'activités médicales particulières parmi lesquelles il doit effectuer un choix.

Engagement **363.** La régie régionale autorise le médecin à adhérer à l'entente visée à l'article 360 s'il s'engage par écrit à exercer l'une des activités médicales particulières décrites à l'article 361.

Exigence préalable Pour autoriser un médecin à adhérer à l'entente visée à l'article 360, la régie régionale doit tenir compte du nombre de médecins autorisé à son plan des effectifs médicaux.

Respect de l'entente **364.** Tant que le médecin respecte l'engagement qu'il a pris conformément à l'article 363 et jusqu'à ce qu'il soit libéré selon les modalités prévues à l'entente visée à l'article 360, le médecin demeure visé par cette entente.

Révocation **365.** Si, de l'avis de la régie régionale, un médecin cesse de respecter l'engagement qu'il a pris conformément à l'article 363, la régie révoque l'adhésion et en informe le médecin, la commission médicale régionale et la Régie de l'assurance-maladie du Québec. La régie doit donner au médecin l'occasion de se faire entendre.

Arbitrage **366.** Un médecin qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet concernant un refus d'adhésion ou une révocation d'adhésion peut soumettre cette décision à l'arbitrage prévu à l'entente visée à l'article 360.

Commission
médicale
régionale

367. Il est institué, pour chaque région du Québec où le gouvernement institue une régie régionale, une commission médicale régionale.

Composition

Cette commission est composée:

1° de trois médecins omnipraticiens élus par et parmi les médecins omnipraticiens de la région;

2° de trois médecins spécialistes élus par et parmi les médecins spécialistes de la région;

3° d'une personne nommée par le doyen de chaque faculté de médecine de la région, le cas échéant;

4° du directeur de la santé publique.

Directeur
général

Fait également partie de cette commission, le directeur général de la régie régionale ou le médecin qu'il désigne à cette fin.

Nominations

Afin d'assurer une meilleure représentativité des milieux de pratique médicale dans les centres exploités par les établissements de la région, la régie régionale nomme au plus quatre médecins de la région qui font partie de la commission dès leur nomination. Toutefois, la régie régionale doit, en procédant à ces nominations, s'assurer que les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes sont représentés en nombre égal à la commission.

Observa-
teurs

Sur recommandation de la commission médicale régionale, la régie régionale peut nommer quatre personnes ressources à titre d'observateurs. Dans les régions où il y a une faculté de médecine, le nombre de personnes ressources est de six dont une doit être un résident en médecine. Ces personnes participent aux délibérations de la commission sans toutefois avoir droit de vote.

Président

Le président de la commission médicale régionale est élu par et parmi les membres visés aux paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa.

Modalités

368. Les modalités de nomination ou d'élection des membres de la commission médicale régionale et de son président, la durée de leurs mandats et les règles de régie interne de la commission sont déterminées par règlement de la régie régionale.

Responsabi-
lités

369. La commission médicale régionale est responsable envers le conseil d'administration de la régie régionale:

1° de donner son avis sur l'organisation et la distribution des services médicaux sur le territoire et sur le plan des effectifs médicaux

visé à l'article 377, à la lumière des plans régionaux d'organisation de services visés à l'article 347;

2° de donner des avis sur les modes de rémunération et l'organisation de la pratique des médecins qui sont susceptibles de répondre le mieux aux besoins de la région;

3° de proposer à la régie régionale, pour acceptation, une liste d'activités médicales particulières pouvant être transmises au médecin qui demande à adhérer à l'entente visée à l'article 360, eu égard aux plans régionaux d'organisation de services et aux besoins jugés prioritaires par la régie;

4° d'exécuter tout autre mandat que lui confie le conseil d'administration et de lui en faire rapport périodiquement.

Profils de
pratique

Aux fins du présent article, la commission médicale régionale et la régie régionale peuvent demander à la Régie de l'assurance-maladie du Québec de leur transmettre sous forme non nominative les profils de pratique individuels ou collectifs des médecins qui exercent leur profession dans la région.

Comités

370. La commission médicale régionale peut constituer les comités nécessaires à la poursuite de ses fins.

§ 6.—Fonctions reliées à la santé publique

Régie
régionale

371. La régie régionale doit:

1° gérer le programme de santé publique à l'instar des autres programmes déterminés par le ministre et à cette fin, établir les priorités, organiser les services et allouer les ressources;

2° créer une direction de la santé publique.

Directeur

372. Le ministre nomme, sur recommandation de la régie régionale, un directeur de la santé publique.

Exigence

Ce directeur doit être un médecin ayant une formation en santé communautaire.

Responsabi-
lités

373. Le directeur de la santé publique est responsable:

1° d'informer la population de l'état de santé général des individus qui la composent, des problèmes de santé prioritaires, des groupes les plus vulnérables, des principaux facteurs de risque et des interventions qu'il juge les plus efficaces, d'en suivre l'évolution et,

le cas échéant, de conduire des études ou recherches nécessaires à cette fin;

2° d'identifier les situations susceptibles de mettre en danger la santé de la population et de voir à la mise en place des mesures nécessaires à sa protection;

3° d'assurer le développement d'une expertise en prévention et en promotion de la santé au bénéfice de l'ensemble des programmes confiés à la régie régionale.

Mandat

374. Le directeur exerce tout autre mandat que la régie régionale peut lui confier dans le cadre de ses fonctions.

Situation d'urgence

375. Le directeur doit informer sans retard le ministre de toute situation d'urgence ou de toute situation mettant en danger la santé publique.

§ 7.—*Fonctions reliées à la gestion des ressources humaines, matérielles et financières*

Plan régionale de développement

376. La régie régionale élabore, en tenant compte des orientations déterminées par le ministre et des politiques qu'il établit et en collaboration avec les établissements et les organismes concernés, un plan régional de développement des ressources humaines, et veille à son application. À cet effet:

1° elle coordonne les activités de perfectionnement du personnel dans le cadre de la mise en oeuvre des plans régionaux d'organisation de services;

2° elle coordonne les activités de perfectionnement des membres des conseils d'administration des établissements;

3° elle aide les organismes communautaires dans les activités de perfectionnement de leurs membres.

Assistance aux établissements

De plus, la régie régionale assiste les établissements, à leur demande, dans l'élaboration de leur plan d'action pour le développement de leur personnel et identifie les besoins prioritaires afin de favoriser la mise en commun, par les établissements, de services touchant le perfectionnement et la mobilité de leur personnel.

Plan des effectifs médicaux

377. La régie régionale doit, conformément au règlement pris en vertu du paragraphe 20° de l'article 505, élaborer un plan des effectifs médicaux de la région à partir de chacun des plans d'organisation des établissements qui lui ont été transmis

conformément aux articles 184 et 186 et du nombre de médecins requis pour accomplir les activités particulières prévues à l'article 361.

Élaboration
du plan
régional

Dans l'élaboration de son plan régional, la régie doit tenir compte des objectifs de croissance ou de décroissance que lui signifie le ministre, du nombre de médecins qui pratiquent dans la région et qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, des activités médicales de ces médecins et du nombre de postes fixé par le ministre qui doivent être réservés pour des médecins ayant pratiqué dans d'autres régions.

Approbation

Ce plan régional doit être soumis au ministre pour approbation et être accompagné des plans d'organisation des établissements qui ont servi à son élaboration.

Révision

Le plan régional doit être révisé au moins tous les trois ans et continue d'avoir effet tant que le ministre ne s'est pas prononcé sur sa révision.

Approbation

378. La régie régionale approuve chaque plan d'organisation que lui soumet un établissement une fois que son plan régional des effectifs médicaux est approuvé.

Consultation

Elle doit cependant, avant d'approuver le plan d'organisation des établissements qui exploitent un centre désigné centre hospitalier universitaire ou institut universitaire, consulter l'université à laquelle est affilié chacun de ces établissements. La consultation porte sur l'ensemble des plans d'organisation de ces établissements.

Transmis-
sion
au ministre

La régie régionale transmet au ministre sur demande chaque plan d'organisation qu'elle a approuvé.

Dérogation
au plan

379. Une régie régionale peut, avec l'autorisation du ministre, déroger à son plan régional des effectifs médicaux pour permettre exceptionnellement à un médecin, dès l'obtention de son permis de pratique, d'obtenir une nomination dans un établissement, selon les termes qu'elle détermine, si ce médecin était le (*inscrire ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) un étudiant inscrit dans un programme de formation en médecine.

Dispositions
applicables

Les articles 237 à 252 s'appliquent, en les adaptant, à cet étudiant.

Avis au
ministre

380. Lorsque le ministre lui en fait la demande, la régie régionale lui donne son avis sur les modes de rémunération et l'organisation de la pratique des médecins qui exercent leur profession dans la région et qui répondent le mieux aux besoins de la région.

Renseignements pour la régie

381. Pour l'exercice de ses fonctions ou à la demande du ministre, la régie régionale peut requérir que les établissements et les organismes communautaires de sa région lui fournissent, dans la forme et le délai qu'elle prescrit ou que le ministre détermine, selon le cas, les renseignements prescrits par règlement pris en vertu du paragraphe 25° de l'article 505 concernant les clientèles, les services demandés et dispensés et les ressources utilisées. Les renseignements transmis ne doivent pas permettre d'identifier un usager d'un établissement ou un utilisateur des services d'un organisme communautaire.

Utilisation des ressources

Elle fournit au ministre l'information qu'il requiert sur la répartition et l'utilisation des ressources financières et matérielles des établissements et organismes communautaires de sa région.

Étude des demandes

382. La régie régionale étudie toute demande d'un établissement relative aux ressources matérielles et qui doit lui être soumise pour avis ou autorisation conformément à la présente loi ou aux règlements. Elle doit y répondre avec diligence.

Approvisionnement

383. La régie régionale s'assure que les établissements de sa région se regroupent pour l'approvisionnement en commun de biens et de services qu'elle détermine. Elle peut, si nécessaire, obliger un établissement à participer aux groupes d'achat régionaux.

Corporation sans but lucratif

Les établissements d'une région peuvent, avec l'autorisation de la régie régionale et aux conditions que le ministre détermine, constituer une corporation sans but lucratif représentative des établissements de la région pour gérer l'approvisionnement de biens et de services. Ils doivent toutefois constituer une telle corporation lorsque la régie régionale l'estime nécessaire. À défaut, la régie régionale peut, avec l'autorisation du ministre, pourvoir elle-même à la mise en place d'une corporation de services communs aux établissements de sa région.

Modalités de regroupement

Avec l'autorisation du ministre, les formes et les modalités de regroupement pour l'approvisionnement en commun de biens et de services peuvent être élaborées pour deux ou plusieurs régions.

Dispositions applicables

Les dispositions des articles 260 à 265, 278 à 280, 295 à 297, 436, 485, 486, 489, 499 et 500 s'appliquent, en les adaptant, à une corporation visée au présent article.

Séance publique

384. La régie régionale doit tenir, une fois par année, une séance publique au cours de laquelle tout établissement public ou privé conventionné ou toute ressource privée agréée qu'elle convoque doit répondre aux questions qu'elle pose sur sa gestion.

Disposition applicable par L'article 178 s'applique, en l'adaptant, à la tenue de cette séance la régie régionale.

Avis au ministre **385.** La régie régionale doit aviser le ministre dès qu'elle constate qu'un établissement ou qu'un ou plusieurs membres d'un conseil d'administration se trouvent dans une des situations prévues aux paragraphes 3°, 4° et 5° du premier alinéa de l'article 490.

SECTION III

BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET RAPPORTS

Exercice financier **386.** L'exercice financier de la régie régionale se termine le 31 mars de chaque année.

Prévisions budgétaires **387.** Le directeur général de la régie régionale soumet au conseil d'administration, avant la date que ce dernier détermine, les prévisions budgétaires de fonctionnement de la régie régionale pour l'exercice financier suivant, préparées en fonction des paramètres budgétaires que le ministre lui a fait connaître.

Equipol- lence Les prévisions budgétaires des dépenses et des revenus doivent être en équilibre.

Budget de fonctionne- ment **388.** Le ministre fait connaître à chaque régie régionale, avant le 1^{er} avril de chaque année, le montant des sommes qu'il affecte à son budget de fonctionnement pour l'exercice financier suivant.

Responsabi- lité du conseil d'adminis- tration Dans les 30 jours qui suivent, le conseil d'administration voit à ce que soient révisées, le cas échéant, les prévisions budgétaires de fonctionnement de la régie régionale, adopte le budget de fonctionnement de la régie et en informe le ministre.

Plan d'équilibre budgétaire Lorsqu'un plan d'équilibre budgétaire est requis pour que la régie régionale puisse se conformer à son budget de fonctionnement, le conseil d'administration voit à ce que ce plan soit élaboré, adopté et transmis au ministre en même temps que le budget de fonctionnement de la régie régionale et ce, dans un délai de 60 jours.

Budget d'im- mobilisation Le ministre peut en outre, s'il le juge approprié, transmettre à une régie régionale un budget d'immobilisation, aux conditions qu'il détermine.

Budget reconduit **389.** Si, au 1^{er} avril d'une année, le montant des sommes qui sont affectées au budget de fonctionnement d'une régie régionale ne lui a pas été indiqué par le ministre, un quart du budget de l'exercice financier précédent est reconduit au début de chaque trimestre de

l'exercice financier et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le montant des sommes qui sont affectées au budget de l'exercice financier visé.

Paiement
des
dépenses

390. La régie régionale assume, à même son budget de fonctionnement, les dépenses qu'occasionne l'exercice des fonctions de l'assemblée régionale. La régie régionale est également assujettie aux dispositions des articles 115 et 269, en les adaptant, en ce qui concerne les activités accessoires qu'elle organise et les règles d'usage de son avoir propre.

Rapport
d'activités

391. Toute régie régionale doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour l'année se terminant le 31 mars précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire. Il doit avoir été approuvé par l'assemblée régionale.

Dépôt du
rapport

392. Le ministre dépose le rapport de toute régie régionale devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

Étude et
audition

L'Assemblée nationale défère le rapport à la Commission parlementaire des affaires sociales afin qu'elle en fasse l'étude et entende à cette fin chaque régie régionale au moins une fois tous les trois ans.

Rapport
d'activités

393. La régie régionale doit de plus, au plus tard le 30 septembre de chaque année, faire au ministre un rapport annuel des activités de l'ensemble des établissements de sa région et des organismes communautaires qu'elle subventionne conformément à l'article 336 pour l'année se terminant le 31 mars précédent. Ce rapport doit être produit suivant la forme déterminée par le ministre et contenir tout renseignement requis par celui-ci.

Renseigne-
ments au
ministre

394. La régie régionale doit, sur demande du ministre, lui fournir en la forme et dans le délai qu'il prescrit, les états, données statistiques, rapports et autres renseignements qu'il requiert sur les activités de la régie régionale ou qu'il juge appropriés pour l'application de la présente loi. Les renseignements fournis ne doivent pas permettre d'identifier un usager d'un établissement ou un utilisateur des services d'un organisme communautaire.

Dispositions
applicables

395. La régie régionale est assujettie aux articles 280 et 288 à 295, en les adaptant, en ce qui concerne les rapports et les vérifications qui doivent y être effectuées.

Emprunt **396.** Malgré toute disposition législative inconciliable, toute régie régionale peut, avec l'autorisation du ministre et selon les conditions qu'il détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi.

Situation financière À la demande du ministre, la régie régionale doit, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions financières avec lesquelles elle fait affaire, lui fournir toute information concernant sa situation financière.

SECTION IV

CONSEIL D'ADMINISTRATION

§ 1.—*Composition, mandat et qualification des membres*

Membres **397.** Le conseil d'administration d'une régie régionale est composé des membres suivants:

1° vingt membres élus par l'assemblée régionale parmi ses membres, choisis respectivement dans chacun des quatre groupes de membres visés au premier alinéa de l'article 421 et selon la même répartition;

2° un ou trois membres, selon le cas, nommés par ceux visés au paragraphe 1° et conformément à l'article 398;

3° le président de la commission médicale régionale;

4° le directeur général de la régie régionale.

Cooptation **398.** Une fois complétée l'élection des membres visés au paragraphe 1° de l'article 397, ceux-ci doivent, dans les 30 jours suivants, procéder à la cooptation d'une personne au conseil d'administration. Dans le cas de la régie régionale instituée pour la région de Montréal Métropolitain et pour celle de la Montérégie, les membres du conseil d'administration doivent procéder à la cooptation de trois personnes.

Représentativité Ils doivent, en procédant à cette cooptation, permettre de faire accéder au conseil d'administration des personnes dont la compétence et les habiletés sont jugées utiles à l'administration de la régie régionale et d'assurer une représentativité équitable des parties du territoire de la régie régionale, des secteurs d'activités ou des groupes socio-culturels, linguistiques ou démographiques de la région.

Approbation Les nominations faites en vertu du présent article doivent, pour être valides, être soumises à l'approbation du ministre.

Mandat **399.** À l'exception du directeur général, le mandat des membres du conseil d'administration est de trois ans. Ils demeurent toutefois en fonction jusqu'à ce qu'ils soient élus ou nommés de nouveau ou remplacés par l'assemblée régionale.

Renouvellement Le mandat des membres du conseil d'administration ne peut être renouvelé qu'une fois.

Dispositions applicables **400.** Les articles 152, 153, 154, 155 et 165 s'appliquent, en les adaptant, aux membres du conseil d'administration d'une régie régionale.

Remplaçant **401.** Toute vacance d'un membre élu d'un conseil d'administration est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par l'un des membres substitués désignés à cette fin par l'assemblée régionale conformément au paragraphe 2° de l'article 419.

Remplaçant Toute vacance d'un membre coopté d'un conseil d'administration est comblée dans un délai raisonnable en suivant le mode de nomination prescrit à l'article 398, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

Absence aux séances Constitue notamment une vacance, l'absence à un nombre de séances du conseil d'administration déterminé par ses règles de régie interne, dans les cas et les circonstances qu'il indique.

§ 2.—Présidence, vice-présidence et secrétariat

Élection **402.** Les membres d'un conseil d'administration élisent parmi eux, chaque année, le président, le vice-président et le secrétaire du conseil.

Restriction **403.** Le directeur général de la régie régionale ne peut être élu président ou vice-président du conseil d'administration.

Disposition applicable **404.** L'article 158 s'applique, en l'adaptant, au président du conseil d'administration.

§ 3.—Fonctions du conseil d'administration

Administration **405.** Le conseil d'administration d'une régie régionale administre les affaires de la régie et en exerce tous les pouvoirs.

Responsabilités Le conseil d'administration a notamment pour fonctions :

1° d'identifier les priorités relativement aux besoins de la population à desservir et aux services à lui offrir en tenant compte de l'état de santé et de bien-être de la population de sa région, des particularités socio-culturelles et linguistiques de cette population et des particularités sous-régionales et socio-économiques de la région et d'élaborer des orientations à cet égard;

2° de répartir équitablement les ressources humaines, matérielles et financières mises à sa disposition, en tenant compte des mêmes particularités que celles visées au paragraphe 1°;

3° de nommer le directeur général et d'entériner la désignation faite par le directeur général du cadre supérieur responsable de l'application de la procédure d'examen des plaintes des usagers visée à l'article 43;

4° de faire un rapport annuel dressant le bilan de ses activités à l'assemblée régionale et au ministre.

Conduite
des
membres

406. Les membres du conseil d'administration doivent agir dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés, avec soin, prudence, diligence et compétence comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable, avec honnêteté, loyauté et dans l'intérêt de la régie et de la population de la région pour laquelle la régie est instituée.

Disposition
applicable

407. L'article 175 s'applique, en l'adaptant, à la régie régionale.

§ 4.—*Fonctionnement*

Convocation

408. La procédure de convocation des séances du conseil d'administration est déterminée par règlement du conseil.

Réunions

Le conseil d'administration se réunit au moins six fois par année.

Demande

Il doit toutefois se réunir à la demande du président du conseil ou à la demande écrite du tiers de ses membres en fonction.

Dispositions
applicables

409. Les articles 161 et 162 s'appliquent, en les adaptant, aux séances du conseil d'administration.

Décisions

410. Sous réserve de l'article 201 qui s'applique, en l'adaptant, à la régie régionale, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Voix
prépon-
dérante

En cas de partage des voix, le président ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Urgence **411.** En cas d'urgence, une résolution écrite et signée par tous les membres du conseil d'administration a la même valeur que si elle avait été prise en séance.

Dépôt de la résolution Cette résolution est déposée à la séance subséquente et conservée avec les procès-verbaux des séances du conseil d'administration.

Pouvoirs **412.** Le conseil d'administration peut, par règlement:

- 1° créer les commissions nécessaires à la poursuite de ses fins;
- 2° déterminer leur composition, leurs fonctions, devoirs et pouvoirs, les modalités d'administration de leurs affaires, les règles de leur régie interne et leur financement;
- 3° déterminer le mode de nomination, les qualifications, les fonctions, devoirs et pouvoirs, la durée du mandat et le mode de destitution de leurs membres.

Dispositions applicables **413.** Les articles 166, 168 et 169 s'appliquent, en les adaptant, aux documents et archives de la régie régionale.

SECTION V

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET AUTRES CADRES

Nomination **414.** Les membres du conseil d'administration d'une régie régionale nomment le directeur général de la régie.

Attestation Une régie régionale ne peut nommer directeur général qu'une personne dont la qualification est attestée par le Centre de référence des directeurs généraux et des cadres institué par l'article 521.

Renouvellement Une régie régionale ne peut renouveler l'engagement d'un directeur général que si l'organisme visé au deuxième alinéa atteste de sa qualification ou atteste qu'il remplit les exigences requises pour occuper son poste, telles qu'établies lors de la détermination de la classification du poste.

Cas exceptionnel Toutefois, dans un cas exceptionnel, le ministre peut, à la demande d'une régie régionale, l'autoriser à renouveler l'engagement d'un directeur général ne remplissant pas les conditions prévues au troisième alinéa.

Classification haussée Lorsque la classification d'un poste de directeur général est haussée, celui-ci ne peut continuer d'occuper ce poste à l'expiration de son contrat, si le Centre de référence n'atteste pas de sa qualification en fonction de la nouvelle classification.

Responsabilité **415.** Le directeur général est responsable, sous l'autorité du conseil d'administration, de l'administration et du fonctionnement de la régie régionale dans le cadre de ses règlements.

Cueillette de l'information Il veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration et s'assure que soit transmise à ce dernier toute l'information qu'il requiert ou qui lui est nécessaire pour assumer ses responsabilités.

Dispositions applicables **416.** Les articles 197 à 200 s'appliquent, en les adaptant, au directeur général.

Dispositions applicables **417.** Les articles 234 et 235 s'appliquent, en les adaptant, aux cadres supérieurs ou aux cadres intermédiaires d'une régie régionale ou aux personnes qui y occupent un emploi.

CHAPITRE II

LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

Assemblée en région **418.** Il est institué une assemblée régionale pour chaque région du Québec où le gouvernement institue une régie régionale.

Responsabilités **419.** L'assemblée régionale a pour fonctions:

1° d'élire, tous les trois ans, les membres du conseil d'administration de la régie régionale visés au paragraphe 1° de l'article 397;

2° de désigner, pour chacun des groupes de membres élus, des substituts choisis parmi les membres de l'assemblée régionale et possédant les qualités requises pour être membres au même titre que ceux qu'ils remplacent;

3° d'approuver les priorités régionales en matière de services de santé et de services sociaux que lui soumet la régie régionale;

4° d'approuver le rapport annuel d'activités de la régie régionale.

Membres **420.** Le ministre fixe le nombre de membres de chaque assemblée régionale. Ce nombre, qui ne doit pas excéder 150, peut varier selon les régions.

Composition **421.** L'assemblée régionale est composée:

1° pour 40 %, de personnes élues par les établissements publics et les établissements privés de la région, choisies parmi les membres des conseils d'administration des établissements publics et les personnes désignées à cette fin par les établissements privés;

2° pour 20 %, de personnes élues par les organismes communautaires de la région désignés par la régie régionale, choisies parmi les membres des conseils d'administration de ces organismes représentant les utilisateurs de leurs services ou les membres de leur communauté;

3° pour 20 %, de personnes élues par les organismes de la région que la régie régionale désigne comme étant les plus représentatifs des groupes socio-économiques et de personnes élues par les autres groupes intéressés au domaine de la santé ou des services sociaux;

4° pour 20 %, de personnes élues par les municipalités de la région, choisies parmi les élus municipaux de manière à représenter toutes les municipalités régionales de comté de la région ou, le cas échéant, toutes les municipalités faisant partie d'une communauté urbaine.

Élection Elle doit, dans les 30 jours de sa formation, procéder à l'élection des membres du conseil d'administration de la régie régionale.

Composition **422.** Le ministre peut déterminer la composition de chaque groupe visé aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa de l'article 421 en vue d'assurer une représentation équitable des établissements, des organismes communautaires, des groupes socio-économiques et des municipalités régionales de comté ou des municipalités qui composent une communauté urbaine.

Procédure d'élection Le ministre peut prévoir, pour toute région qu'il indique, si les groupes visés dans chacun des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 421 procéderont ensemble à l'élection ou s'ils y procéderont séparément, selon la mission des centres exploités par les établissements ou le type de services fournis par les organismes.

Membres désignés **423.** Les membres de l'assemblée régionale sont désignés selon une procédure déterminée par règlement du ministre.

Restriction **424.** Une personne ne peut être membre d'une assemblée régionale si:

1° elle ne réside pas au Québec;

2° elle est mineure;

3° elle est sous tutelle ou curatelle;

4° au cours des cinq années précédentes, elle a été déclarée coupable d'un crime punissable de trois ans d'emprisonnement ou plus;

5° au cours des trois années précédentes, elle a été déchue de ses fonctions comme membre du conseil d'administration d'un établissement ou d'une régie régionale en vertu du paragraphe 2° de l'article 498;

6° au cours des trois années précédentes, elle a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements.

Mandat **425.** Le mandat des membres de l'assemblée régionale est de trois ans.

Cessation **426.** Une personne cesse de faire partie d'une assemblée régionale dès qu'elle perd la qualité nécessaire à son élection.

Fonctions continuées **427.** Les membres d'une assemblée régionale restent en fonction malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient élus de nouveau ou remplacés.

Régie interne **428.** Chaque assemblée régionale établit ses règles de régie interne.

Président et vice-président **429.** Les membres d'une assemblée régionale élisent parmi eux un président et un vice-président.

Vote prépondérant Au cas de partage des voix à une assemblée des membres de l'assemblée régionale, le président a un vote prépondérant.

Remboursement des dépenses **430.** Les membres d'une assemblée régionale ne reçoivent aucun traitement; ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

TITRE II

LE MINISTRE

CHAPITRE I

FONCTIONS MINISTÉRIELLES

Politique de santé **431.** En conformité avec une politique de santé et de bien-être, le ministre détermine les priorités, les objectifs et les orientations dans le domaine de la santé et des services sociaux et veille à leur application.

Responsabilités Plus particulièrement:

1° il établit les politiques et programmes de santé et de services sociaux et voit à leur mise en oeuvre et à leur application par les régies régionales, et à leur évaluation;

2° il approuve les priorités et les plans régionaux d'organisation de services que lui soumet chaque régie régionale;

3° il répartit équitablement les ressources humaines, matérielles et financières entre les régions afin de mettre en place ces programmes et voit au contrôle de leur utilisation;

4° il procède à la coordination de l'enseignement et de la recherche;

5° il élabore les cadres de gestion des ressources humaines, matérielles et financières;

6° il établit les politiques et les programmes d'adaptation de la main-d'oeuvre du réseau de la santé et des services sociaux et veille à leur application;

7° il assure la coordination interrégionale des services de santé et des services sociaux en vue notamment de favoriser leur accessibilité par l'ensemble de la population des régions du Québec;

8° il assure la coordination du programme de santé publique et prend notamment les mesures propres à assurer la protection de la santé publique.

Entente
avec les
pharmaciens

432. Le ministre peut, avec l'approbation du gouvernement, conclure avec un organisme représentatif des pharmaciens oeuvrant pour les établissements une entente portant sur les conditions de travail de ces pharmaciens.

Établis-
sements liés

Toute entente lie les établissements.

Consultation

Le ministre doit consulter chaque association regroupant la majorité des établissements exerçant des activités propres à la mission de centres de même nature.

Rémunéra-
tion

La rémunération et les autres conditions de travail convenues dans l'entente liant les pharmaciens en conformité avec le deuxième alinéa sont administrées par les établissements.

Renseigne-
ments

433. Dans l'exercice de ses fonctions de programmation des services de santé et des services sociaux prévues à l'article 431, le ministre peut requérir qu'un établissement lui fournisse, à l'époque et dans la forme qu'il détermine, les renseignements nominatifs ou

non, prescrits par règlement pris en vertu du paragraphe 26° de l'article 505 et qui concernent les besoins et la consommation de services.

Projet
expé-
ri-
men-
tal

434. Le ministre peut, dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi, malgré toute disposition inconciliable, mettre en oeuvre, dans la mesure et aux conditions déterminées par le gouvernement, tout projet expérimental concernant l'organisation des ressources humaines ou matérielles des établissements aux fins de favoriser l'organisation et la prestation intégrées des services de santé et des services sociaux.

Ententes

Il peut, aux fins prévues au premier alinéa, conclure des ententes avec des établissements ou avec des professionnels, sauf en ce qui concerne les professionnels de la santé au sens de la Loi sur l'assurance-maladie quant aux matières visées à l'article 19 de cette loi.

Avis
d'intention

Le ministre, pour l'application du présent article, fait publier à la *Gazette officielle du Québec* un avis de son intention de proposer au gouvernement, 45 jours après la publication de cet avis, la mise en oeuvre d'un tel projet expérimental et permet à toute personne intéressée de lui faire part de ses observations durant ce délai.

Changement
de tâches
d'un établis-
sement

435. Le ministre peut, afin de favoriser une gestion efficace des centres d'hébergement et de soins de longue durée exploités sur un territoire visé à l'article 119, exiger d'un établissement qui exploite à la fois un centre d'hébergement et de soins de longue durée et un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés de 50 lits ou plus qu'il se départisse de la gestion de tout ou partie de son centre d'hébergement et de soins de longue durée en faveur d'un établissement visé à l'article 119 et désigné à cette fin par le ministre.

Procédure
préalable

Le ministre, pour l'application du présent article, prend alors l'avis de la régie régionale et tient compte de la nature, du nombre ou des caractéristiques particulières des centres exploités par les établissements concernés de même que de la capacité et de la localisation des installations des centres qui se trouvent sur le territoire visé. Le ministre doit aussi donner aux établissements concernés l'occasion de faire valoir leur point de vue.

Continuité
des
opérations

Les établissements concernés doivent prendre les mesures nécessaires pour donner suite à la décision du ministre dans les six mois qui suivent. Lorsque l'établissement qui doit se départir de la gestion du centre d'hébergement et de soins de longue durée est une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139, le ministre peut permettre que cet établissement conserve la propriété

des installations dans lesquelles il exploitait le centre d'hébergement et de soins de longue durée et qu'il procure, sans toutefois exiger de loyer, un droit d'occupation de ces installations à l'établissement désigné pour assurer la continuité des opérations.

Application aux établissements Les dispositions du présent article s'appliquent, en les adaptant, à tout autre établissement qui exploite des centres différents et dont la gestion de tout ou partie de l'un de ces centres peut, de la même manière, être confiée à un établissement davantage en mesure de favoriser la gestion efficiente de ce centre et des centres de même nature sur le territoire concerné.

Restriction Les dispositions du présent article ne s'appliquent que lorsque le centre dont un établissement doit se départir est exploité dans une installation utilisée exclusivement pour ce centre.

Approvisionnement **436.** Le ministre établit des politiques relatives à l'approvisionnement en commun de biens et de services par les établissements en tenant compte de leur impact sur l'économie régionale. Il voit à leur mise en oeuvre et à leur application par les régies régionales et à leur évaluation.

Compression des dépenses Le ministre peut prendre toute mesure nécessaire pour accroître l'efficacité et l'efficience des établissements et restreindre leurs dépenses relativement à l'acquisition des biens et des services qu'il détermine. Il peut notamment instaurer un mécanisme provincial pour l'acquisition d'équipements ultraspécialisés qu'il détermine.

CHAPITRE II

LES PERMIS

SECTION I

DÉLIVRANCE ET RENOUVELLEMENT

Permis obligatoire **437.** Nul ne peut exercer des activités propres à la mission d'un centre local de services communautaires, d'un centre hospitalier, d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou d'un centre de réadaptation s'il n'est titulaire d'un permis délivré par le ministre.

Permis d'exercice Nul ne peut laisser croire, de quelque façon que ce soit, qu'il est autorisé à exercer les activités propres à la mission d'un centre mentionné au premier alinéa s'il n'est titulaire d'un permis délivré par le ministre.

Prohibition	438. Nul ne peut exploiter une installation ou exercer une activité sous un nom ou une raison sociale incluant les mots «centre local de services communautaires», «centre hospitalier», «hôpital», «centre de protection de l'enfance et de la jeunesse», «centre de services sociaux», «centre d'hébergement et de soins de longue durée», «centre de réadaptation» ou «centre d'accueil», s'il n'est titulaire d'un permis délivré par le ministre.
Utilisation d'un nom	L'application du premier alinéa n'empêche pas l'utilisation, dans la dénomination sociale d'une fondation liée à un établissement, du nom de cet établissement. Il n'empêche pas non plus l'utilisation, dans un nom ou une raison sociale, des mots «hôpital vétérinaire».
Installations	439. Les installations d'un établissement peuvent être identifiées sous un nom autre que celui de l'établissement.
Restriction	Un établissement ne peut toutefois exploiter une installation sous un nom autre que celui indiqué à son permis d'exploitation pour cette installation, le cas échéant.
Identification des services	440. Le permis indique la mission de tout centre exploité par l'établissement, la classe à laquelle appartient, le cas échéant, un centre de réadaptation ou un centre hospitalier, le type auquel appartient, le cas échéant, un centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience physique, la liste des installations dont l'établissement dispose et leur capacité, le cas échéant.
Demande de permis	441. La personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande à la régie régionale conformément au règlement. Elle doit posséder les qualités, remplir les conditions et fournir les renseignements et documents prescrits par règlement.
Approbation	La régie régionale, après approbation, transmet la demande au ministre qui délivre le permis, s'il estime que l'intérêt public le justifie.
Durée	442. Le permis est accordé pour une période de deux ans qui se termine le 31 mars.
Premier permis	Le ministre peut, dans le cas d'un premier permis, l'accorder pour une période inférieure à deux ans laquelle se termine le 31 mars de l'année où sont renouvelés l'ensemble des permis.
Renouvellement	443. Un permis est renouvelé pour deux ans si son titulaire possède les qualités, remplit les conditions et fournit les renseignements et documents prescrits par règlement.

- Modification** Le ministre peut toutefois, lors du renouvellement et après avoir consulté la régie régionale, modifier la capacité indiquée au permis, s'il estime que l'intérêt public le justifie. Avant de modifier la capacité indiquée, le ministre doit donner à son titulaire l'occasion de se faire entendre.
- Décision** La décision du ministre de modifier la capacité indiquée au permis est sans appel.
- Exécution** Le titulaire dont le permis est ainsi modifié doit prendre les mesures nécessaires pour donner suite à ces modifications dans les six mois suivant la date de la réception de son nouveau permis.

SECTION II

OBLIGATIONS DU TITULAIRE D'UN PERMIS

- Exercice des activités** **444.** Le titulaire d'un permis doit exercer ses activités conformément à ce qui est indiqué à son permis.
- Cession** **445.** Le titulaire d'un permis ne peut le céder ou le transporter sans l'autorisation écrite du ministre.

SECTION III

SUSPENSION, RÉVOCATION ET REFUS DE RENOUELEMENT

- Décision du ministre** **446.** Le ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler le permis de tout titulaire qui :
- 1° a été déclaré coupable d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou d'un acte criminel relié à l'exercice des activités pour lesquelles il est titulaire d'un permis ;
 - 2° ne peut, de l'avis de la régie régionale concernée, assurer des services de santé ou des services sociaux adéquats ;
 - 3° est insolvable ou sur le point de le devenir ;
 - 4° ne remplit plus les conditions requises par règlement pour obtenir son permis.
- Correctifs exigés** **447.** Le ministre peut, au lieu de suspendre, révoquer ou refuser de renouveler le permis d'un titulaire qui contrevient au paragraphe 2° de l'article 446, lui ordonner d'apporter les correctifs nécessaires dans le délai qu'il fixe.

Refus du titulaire Si le titulaire ne respecte pas, dans le délai fixé, l'ordre du ministre, celui-ci peut alors suspendre, révoquer ou refuser de renouveler le permis du titulaire.

Engagement **448.** Le ministre peut, s'il a un motif raisonnable de croire que le titulaire d'un permis enfreint la présente loi ou ses règlements, accepter de ce titulaire un engagement volontaire de respecter cette loi ou ces règlements et en aviser la régie régionale.

Refus du titulaire Si le titulaire ne respecte pas cet engagement, le ministre peut alors suspendre, révoquer ou refuser de renouveler le permis du titulaire.

Audition **449.** Le ministre doit, avant de suspendre, de révoquer ou de refuser de renouveler un permis, en aviser le titulaire et lui donner l'opportunité d'être entendu. Ce dernier doit manifester par écrit son intention de se faire entendre dans les 15 jours suivant la date de la réception de l'avis du ministre. Ce délai est de rigueur et emporte déchéance.

Décision motivée Le ministre doit notifier par écrit sa décision, en la motivant, au titulaire dont il suspend, révoque ou refuse de renouveler le permis.

Appel **450.** Le titulaire dont le permis est suspendu ou révoqué ou dont la demande de renouvellement de permis est refusée peut interjeter appel de la décision du ministre devant la Commission des affaires sociales :

1° si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés ;

2° si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave ;

3° si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

Transmission du dossier **451.** Dans le mois qui suit la date de la signification de la déclaration d'appel, le ministre transmet au greffier de la Commission des affaires sociales la partie pertinente du dossier relatif à la décision dont il est interjeté appel.

SECTION IV

EXPLOITATION SANS PERMIS

Relocalisation des personnes hébergées **452.** Lorsque, dans une installation, sont exercées sans permis des activités pour lesquelles un permis est exigé en vertu de l'article

437, le ministre peut, après avoir consulté la régie régionale concernée, procéder à l'évacuation et à la relocalisation des personnes qui y sont hébergées, le cas échéant.

Avis
préalable

Le ministre doit, avant de procéder ainsi, signifier sa décision motivée à la personne qui maintient cette installation.

Déplace-
ment
interdit

Dès la réception de la décision du ministre, cette personne ne doit pas permettre, sauf en cas d'urgence médicale ou avec l'autorisation écrite du ministre, le déplacement des personnes hébergées dans cette installation et dont les noms apparaissent en annexe de la décision motivée du ministre.

Appel

453. La personne qui maintient une installation visée dans l'article 452 peut, pour les motifs prévus à l'article 450, interjeter appel devant la Commission des affaires sociales, dans les 10 jours de la réception de la décision du ministre.

Délai de
rigueur

Ce délai est de rigueur et emporte déchéance.

Restriction

Malgré l'article 22 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34), le ministre ne peut procéder à l'évacuation et à la relocalisation des personnes hébergées dans une installation visée dans l'article 452 avant l'expiration de ce délai d'appel ou, s'il y a appel, avant que la Commission ne rende sa décision.

CHAPITRE III

L'AGRÈMENT DE CERTAINES RESSOURCES PRIVÉES AUX FINS D'ATTRIBUTION D'ALLOCATIONS FINANCIÈRES

Allocation
selon les
services

454. Afin de permettre à des personnes en perte d'autonomie de recevoir différents services de santé ou services sociaux, la régie régionale peut attribuer à une résidence privée d'hébergement ou à un établissement privé non conventionné qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée une allocation financière pouvant varier suivant la nature des services offerts.

Restriction

455. Seule la personne titulaire d'un agrément délivré en vertu du présent chapitre peut recevoir une allocation financière visée à l'article 454.

Admissibi-
lité à
l'agrément

456. Est admissible à l'agrément toute personne qui satisfait aux exigences déterminées par le ministre et qui en fait la demande sur la formule que ce dernier lui fournit.

- Avis préalable** **457.** Le ministre doit, avant de délivrer un agrément, prendre l'avis de la régie régionale.
- Conditions** Il peut assujettir la délivrance d'un agrément aux conditions qu'il détermine.
- Durée** **458.** L'agrément délivré par le ministre demeure en vigueur tant que le titulaire se conforme à la présente loi et qu'il satisfait aux exigences et aux conditions déterminées par le ministre.
- Période** Le ministre peut toutefois délivrer un agrément pour une période déterminée ou à titre provisoire lorsqu'il le juge nécessaire.
- Informations requises** **459.** Le titulaire d'un agrément doit, au préalable, informer par écrit la régie régionale et le ministre de tout changement d'adresse de la résidence ou du centre, de toute aliénation d'actifs ou d'actions ou de toute opération ayant pour effet de le rendre non admissible à l'agrément.
- Annulation** **460.** Le ministre peut annuler un agrément à la demande de son titulaire ou suspendre ou révoquer l'agrément si le titulaire ne satisfait plus aux exigences prévues à la présente loi ou aux exigences et aux conditions déterminées par le ministre.
- Audition** Le ministre doit, avant de décider de la suspension ou de la révocation de l'agrément, donner à la personne en cause l'occasion de se faire entendre et prendre l'avis de la régie régionale.
- Décision motivée** **461.** Le ministre doit notifier par écrit sa décision, en la motivant, au titulaire dont il suspend ou révoque l'agrément.
- Prohibition** **462.** Nul ne peut utiliser le titre de résidence agréée ou d'établissement agréé ni associer l'agrément à une résidence ou à un établissement s'il n'est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente loi.

CHAPITRE IV

LE FINANCEMENT DES SERVICES

- Répartition des ressources** **463.** Le ministre voit à la répartition interrégionale des ressources nécessaires au financement du système de santé et de services sociaux en fonction des populations à desservir et de leurs caractéristiques socio-sanitaires.
- Mécanismes d'allocation** Il établit des mécanismes d'allocation des ressources afin de permettre aux régies régionales d'implanter les programmes dont la

responsabilité leur est confiée et de gérer les enveloppes budgétaires qui y sont afférentes.

Approbation des plans Il approuve les plans régionaux d'organisation de services et le plan de répartition des ressources financières que lui soumet chaque régie régionale.

Règles budgétaires **464.** Le ministre établit, chaque année, après consultation des régies régionales, des règles budgétaires pour déterminer le montant des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation qui est admissible aux subventions à allouer aux régies régionales sous forme d'enveloppes globales par programme.

Subventions Le ministre doit prévoir dans ces règles budgétaires le versement de subventions visant à atteindre l'équité interrégionale.

Prévision des dépenses Les règles budgétaires prévoient en outre le montant des dépenses de service de la dette qui est admissible aux subventions à allouer aux établissements publics ainsi que l'allocation de subventions à d'autres personnes et organismes qui y sont admissibles et qui remplissent une obligation particulière résultant de la présente loi ou d'une entente conclue conformément à celle-ci.

Approbation Les règles budgétaires établies par le ministre doivent être soumises à l'approbation du Conseil du trésor.

Règles particulières **465.** Le ministre établit annuellement des règles budgétaires particulières applicables aux régies régionales quant à leur gestion, à l'allocation des budgets aux établissements et à l'octroi des subventions aux organismes communautaires et aux ressources privées agréées visés par la présente loi.

Détermination de l'allocation **466.** Les règles budgétaires visées aux articles 464 et 465 peuvent prévoir que l'allocation d'une subvention :

1° peut être faite sur la base de normes générales visant tous ceux qui y sont admissibles ou sur la base de normes particulières ne visant que certains d'entre eux ;

2° peut être assujettie à des conditions générales applicables à tous ceux qui y sont admissibles ou à des conditions particulières applicables à l'un ou à certains d'entre eux ;

3° peut être assujettie à l'autorisation du ministre ;

4° peut n'être faite qu'à un ou à certains de ceux qui y sont admissibles.

Utilisation
des revenus

467. Les règles budgétaires peuvent aussi porter sur:

1° l'utilisation des revenus qui peuvent être perçus et des contributions financières qui doivent être exigées conformément à la présente loi et de leur incidence sur le calcul ou le paiement des subventions;

2° la fréquence des versements et autres modalités de paiement d'une subvention.

CHAPITRE V

LE FINANCEMENT DES AUTRES SERVICES

Paiement
d'emprunt

468. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, accorder au nom du gouvernement une subvention à toute régie régionale ou à tout établissement public pour pourvoir, en tout ou en partie, sur les sommes votées annuellement à cette fin par le Parlement, au paiement en principal et intérêts de tout emprunt contracté ou à contracter par la régie régionale ou par l'établissement public.

Paiement
des
dépenses

La régie régionale ou l'établissement public doit affecter le produit de l'emprunt visé au premier alinéa au paiement des dépenses d'immobilisation et de service de la dette pour ces dépenses d'immobilisation, au paiement des emprunts effectués aux fins de ces dépenses ou au paiement des frais et des dépenses afférents à cet emprunt.

Fonds
d'amortisse-
ment

Le ministre peut déposer auprès du ministre des Finances, pour être gérés par lui, tous les montants destinés au paiement du principal des obligations émises par cette régie régionale, cet établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec pour former un fonds d'amortissement aux fins d'acquitter, à même ces montants et aux échéances prévues à l'emprunt, le principal de ces obligations et, à même les produits ou revenus de ce fonds, les emprunts de toute régie régionale, de tout établissement public ou de la Corporation.

Restriction

Le troisième alinéa ne s'applique qu'aux emprunts contractés avant le 1^{er} avril 1991.

Fonds
d'amortisse-
ment

469. Le ministre peut déposer auprès du ministre des Finances, pour être gérées par lui, des sommes destinées au paiement du principal de l'emprunt qui fait l'objet d'une subvention visée dans les articles 468 et 471, pour former un fonds d'amortissement aux fins d'acquitter à même ces sommes, aux échéances prévues à l'emprunt, le principal de cet emprunt.

Utilisation
des revenus

Les revenus de ce fonds d'amortissement sont utilisés aux fins d'acquitter tout emprunt dûment autorisé de toute régie régionale ou de tout établissement public ou les emprunts de la Corporation d'hébergement du Québec, ou sont affectés à tout emprunt pour lequel un fonds d'amortissement est constitué, en substitution des sommes qui auraient autrement été déposées conformément au premier alinéa.

Restriction

Le présent article ne s'applique qu'aux emprunts contractés depuis le 1^{er} avril 1991.

Annulation
d'une sub-
vention

470. Le ministre peut retenir ou annuler tout ou partie du montant d'une subvention destinée à une régie régionale, à un établissement public, à un établissement privé conventionné, à un organisme communautaire ou à une ressource privée agréée en cas de refus ou de négligence de sa part d'observer l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements qui lui est applicable. Une régie régionale exerce les mêmes pouvoirs quant aux subventions destinées aux établissements, aux organismes communautaires et aux ressources privées agréées de sa région.

Exception

Toutefois, le ministre ne peut retenir ou annuler une subvention accordée en vertu de l'article 468 concernant le paiement en capital et intérêts de tout emprunt dûment autorisé d'une régie régionale ou d'un établissement public.

Obligation
assumée par
le ministre

471. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, assumer l'exécution de toute obligation de la Corporation d'hébergement du Québec, corporation qui est constituée dans un but exclusivement charitable, ou accorder, au nom du gouvernement, une subvention de même nature que celle visée à l'article 468 pour pourvoir au paiement de tout emprunt de cette corporation, lorsque cet emprunt ou cette obligation est fait directement ou indirectement pour l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° acquérir, construire ou transformer un immeuble utilisé ou qui doit être utilisé par un établissement, une régie régionale ou toute autre personne, association ou corporation spécialement désignée par le ministre;

2° administrer et maintenir un tel immeuble et acquérir ou obtenir, par contrat d'approvisionnement, le mobilier et l'équipement nécessaires dans un tel immeuble et tous les autres services pouvant être requis;

3° assurer le financement de ces activités.

Désignation du personnel Le ministre peut également déterminer le personnel du ministère de la Santé et des Services sociaux qui sera affecté au fonctionnement de la Corporation d'hébergement du Québec et pourvoir à ses besoins d'équipement et de locaux pour ses opérations.

Opérations immobilières **472.** Les dispositions de l'article 260, du paragraphe 3° de l'article 263 et de l'article 264 s'appliquent, en les adaptant, aux opérations immobilières que la Corporation d'hébergement du Québec réalise pour les fins d'un établissement.

Rapport d'activités **473.** La Corporation d'hébergement du Québec doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le gouvernement ou le ministre peut prescrire.

Renseignements Cette corporation doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

Vérification **474.** Les livres et les comptes de la Corporation d'hébergement du Québec sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement; ces rapports doivent accompagner le rapport annuel de la corporation.

Établissement privé **475.** Le ministre peut après consultation auprès de la régie régionale, s'il estime que l'intérêt public et les besoins d'une région le justifient, conclure avec un établissement privé une convention à l'une ou l'autre des fins suivantes:

1° le rémunérer, pour les services de santé et les services sociaux qu'il dispense conformément à la convention, à un taux forfaitaire que le gouvernement fixe pour toute catégorie de centres ou de services qu'il désigne;

2° lui rembourser tout ou partie des dépenses qu'il fait et qui sont admissibles à l'allocation de subventions conformément aux règles budgétaires visées à l'article 465.

Conventions de financement **476.** Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor et aux conditions que ce dernier détermine, négocier et accepter des modalités applicables à l'ensemble des conventions de financement conclues en vertu du paragraphe 2° de l'article 475 et auxquelles, sous réserve d'exceptions prévues par le ministre, tout établissement privé conventionné sera soumis.

Manuel de gestion financière **477.** Afin d'assurer l'uniformité de la gestion administrative et financière des établissements publics et privés conventionnés et des

régies régionales, le ministre publie et tient à jour un manuel de gestion financière.

CHAPITRE VI

AIDE MATÉRIELLE ET ASSISTANCE À LA PERSONNE

Motifs
d'aide

478. Le ministre, une régie régionale ou un établissement désigné à cette fin par le ministre, ou un organisme autorisé par le ministre peut fournir de l'aide matérielle ou financière pour l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° pour l'hébergement d'urgence d'une personne violentée, itinérante ou sans abri;

2° pour le maintien à domicile d'une personne.

Formes
d'assistance

Il peut également fournir toute autre forme d'assistance déterminée par le gouvernement, telles des allocations ou des prestations de dépannage, de transport ou autres, auxquelles une personne n'est pas admissible en vertu d'une autre loi.

Évaluation
des besoins

479. Lorsqu'une aide est accordée à une personne conformément à l'article 478, une évaluation est effectuée, dans les cas prévus par règlement pris en vertu de l'article 480, afin de déterminer si cette personne est dans le besoin.

Détermina-
tion des
revenus

Cette évaluation est faite en comparant les revenus et les avoirs de cette personne avec le coût de ses besoins sur une base mensuelle. Les revenus, les avoirs et, le cas échéant, les besoins de la personne pris en compte dans l'évaluation sont ceux déterminés dans le règlement visé au premier alinéa.

Règlement

480. Le gouvernement détermine par règlement :

1° les cas pour lesquels une évaluation d'une personne doit être effectuée afin de déterminer si elle est dans le besoin;

2° les revenus, les avoirs et, le cas échéant, les besoins qui sont pris en compte dans le calcul de la situation financière d'une personne ou qui en sont exclus;

3° les sommes qui peuvent être versées et les biens et les services qui peuvent être fournis à titre d'aide matérielle et financière.

Héberge-
ment
d'urgence

481. L'hébergement d'urgence consiste à loger, nourrir et fournir de l'aide et divers services de soutien à une personne dont la

sécurité physique ou morale est compromise et qui, de ce fait, a besoin de recourir à de tels services.

Utilisation
des sommes

482. Les sommes d'argent versées en vertu du présent chapitre pour un hébergement d'urgence sont réputées l'être pour le paiement des frais de séjour et des services rendus pour les personnes reconnues dans le besoin en vertu des dispositions du présent chapitre.

Aide maté-
rielle ou
financière
présumée

483. Les sommes d'argent versées avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) à des personnes dans le besoin ou pour leur compte par le ministre, des établissements ou des organismes, sous forme d'allocations ou de primes, pour faciliter la fréquentation de l'établissement ou de l'organisme, pour la poursuite d'un programme de réadaptation ou pour des services d'hébergement d'urgence, sont réputées avoir été fournies en vertu de l'article 478.

Incessibi-
lité et
insaisissabi-
lité

484. L'aide fournie en vertu du présent chapitre est incessible et insaisissable. Cette aide doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle a été accordée. Elle ne peut pas être prise en considération aux fins de l'octroi ou du calcul de prestations, d'allocations ou d'indemnités de remplacement du revenu accordées en vertu de toute autre disposition législative ou réglementaire, à moins qu'une telle disposition ne le prescrive expressément.

CHAPITRE VII

RÈGLEMENTATION

Application
des règle-
ments

485. Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, prendre des règlements applicables aux établissements, aux régies régionales et à la Corporation d'hébergement du Québec sur les normes, les conditions et sur la procédure à suivre pour les approvisionnements de biens et de services, les achats en commun et les mandats donnés à cette fin, les concessions de services, les constructions d'immeubles, les aliénations de biens, les locations d'immeubles et les contrats relatifs à ces matières.

Approbation

486. Le ministre peut, dans un règlement pris en vertu de l'article 485, déterminer les cas dans lesquels son approbation ou celle de la régie régionale est requise.

Formules de
contrat

Le ministre peut également, pour l'application d'un tel règlement, édicter des formules type de contrat ou autres documents standard dont il assure la délivrance.

Projet
soustrait à
l'appli-
cation de
règles

487. Le gouvernement peut, s'il estime que des circonstances exceptionnelles le justifient, telle l'apport de financement intégral de source privée ou lorsqu'il y a des répercussions significatives d'ordre financier, scientifique ou technologique sur les activités d'un établissement, permettre au ministre de soustraire un projet de construction d'immeuble à l'application de tout ou partie des dispositions d'un règlement pris en vertu de l'article 485.

Autres
modalités

Le gouvernement peut alors établir d'autres modalités précises de réalisation du projet visé.

Infraction

488. Le ministre peut déterminer dans chacun des règlements qu'il prend en vertu du présent chapitre ou dans un règlement pris en vertu de l'article 118, les dispositions de ce règlement dont la contravention constitue une infraction.

CHAPITRE VIII

POUVOIRS DE SURVEILLANCE

SECTION I

INSPECTION

Vérification

489. Une personne autorisée par écrit par le ministre à faire une inspection peut, à tout moment raisonnable, pénétrer dans tout lieu où elle a raison de croire que des opérations ou des activités pour lesquelles un permis est exigé en vertu de la présente loi sont exercées, de même que dans tout centre afin de constater si la présente loi et les règlements sont respectés.

Pouvoirs de
l'inspecteur

Cette personne peut, lors d'une inspection :

1° examiner et tirer copie de tout document relatif aux activités exercées dans ce lieu ou ce centre ;

2° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ainsi que la production de tout document s'y rapportant.

Remise de
documents

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de tels documents doit, sur demande, en donner communication à la personne qui procède à l'inspection.

Certificat
de qualité

Une personne qui procède à une inspection doit, si elle en est requise, exhiber un certificat signé par le ministre attestant sa qualité.

SECTION II

ADMINISTRATION PROVISOIRE

Établisse-
ment public

490. Le ministre peut, pour une période d'au plus 120 jours, assumer l'administration provisoire d'un établissement public:

1° lorsque l'établissement n'est plus titulaire d'un permis, ne remplit plus les conditions requises pour obtenir un permis ou que son permis a été révoqué conformément à la présente loi;

2° lorsque le permis de l'établissement a été suspendu parce qu'il n'a pas respecté l'ordre du ministre d'apporter certains correctifs dans le délai qui lui avait été fixé conformément à l'article 447;

3° lorsque l'établissement s'adonne à des pratiques ou tolère une situation susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes que l'établissement accueille ou pourrait accueillir ou qui sont incompatibles avec la poursuite de la mission du centre qu'il exploite;

4° lorsqu'il estime qu'il y a eu faute grave, notamment malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou si ce conseil a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, notamment en faisant des dépenses qui ne sont pas prévues au budget d'un établissement ou qui n'ont pas été spécialement autorisées conformément à la présente loi;

5° lorsque l'établissement omet d'obtenir l'autorisation prévue à l'article 113.

Établisse-
ment privé

Le premier alinéa s'applique, en l'adaptant, à un établissement privé conventionné.

Régie
régionale

491. Le ministre peut également assumer pour une période d'au plus 120 jours l'administration d'une régie régionale lorsqu'il estime qu'il y a eu faute grave, notamment malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou si ce conseil a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi.

Prolongation
des délais

492. Les délais prévus aux articles 490 et 491 peuvent être prolongés par le gouvernement pourvu que le délai de chaque prolongation n'excède pas 90 jours.

Rapport et
recommen-
dations

493. Le ministre doit, lorsqu'il assume l'administration provisoire d'un établissement ou d'une régie régionale, faire au

gouvernement, dans les meilleurs délais, un rapport provisoire de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

Audition

494. Le ministre doit, avant de soumettre le rapport provisoire au gouvernement, donner à l'établissement ou à la régie régionale, selon le cas, l'occasion de se faire entendre. Il doit joindre à son rapport un résumé des observations qu'on lui a faites.

Suspension
des pouvoirs

495. Lorsque le ministre assume l'administration provisoire conformément à la présente section, les pouvoirs des membres du conseil d'administration d'un établissement public ou d'une régie régionale ou ceux de l'administrateur ou des membres du conseil d'administration d'un établissement privé conventionné, selon le cas, sont suspendus et le ministre en exerce leurs pouvoirs.

Immunité

496. Toute personne physique ou morale qui, sous l'autorité du ministre assume, le cas échéant, l'administration provisoire d'un établissement ou d'une régie régionale ne peut être poursuivie en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

TITRE III

LE GOUVERNEMENT

CHAPITRE I

MESURES ADMINISTRATIVES

Application
des recom-
mandations

497. Le gouvernement peut, si le rapport provisoire fait par le ministre en application de l'article 493 confirme l'existence de l'une des situations prévues aux articles 490 ou 491:

1° assortir le permis de l'établissement des restrictions et conditions qu'il juge appropriées;

2° prescrire un délai durant lequel il doit être remédié à toute situation prévue aux articles 490 ou 491;

3° ordonner au ministre de continuer son administration ou de l'abandonner pour ne la reprendre que si l'établissement ou la régie régionale, selon le cas, ne se conforme pas aux conditions que le gouvernement a imposées conformément aux paragraphes 1° ou 2°.

Rapport
définitif

De plus, le gouvernement ordonne au ministre de lui faire un rapport définitif dès qu'il constate que la situation prévue aux articles 490 ou 491 a été corrigée ou que cette situation ne pourra être corrigée.

Mesures
correctives

498. Le gouvernement peut, après avoir reçu le rapport définitif du ministre, prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

1° mettre fin à l'administration provisoire à la date qu'il fixe ;

2° déclarer déchus de leurs fonctions les membres du conseil d'administration de l'établissement public ou ceux de la régie régionale ou les membres du conseil d'administration ou l'administrateur d'un établissement privé conventionné, selon le cas, et pourvoir à la nomination ou à l'élection de leurs remplaçants ;

3° exercer tout pouvoir qui lui est conféré par l'article 497.

Utilisation
des fonds
publics

499. Le gouvernement peut désigner une personne chargée de contrôler la bonne utilisation des fonds publics accordés à un établissement ou à une régie régionale qui n'exerce pas un contrôle budgétaire adéquat.

Respect des
directives

Toute personne qui exerce des fonctions administratives dans l'établissement ou la régie régionale est tenue de se soumettre aux directives du contrôleur dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués.

Contreseing
obligatoire

Aucun engagement ne peut être pris au nom de l'établissement ou de la régie régionale ni aucun déboursé effectué sans le contreseing de ce contrôleur. Tout engagement pris en contravention du présent alinéa est nul.

Enquêteur

500. Le gouvernement peut désigner une personne chargée d'enquêter sur quelque matière se rapportant à la qualité des services de santé ou des services sociaux ainsi qu'à l'administration, à l'organisation et au fonctionnement d'un établissement ou d'une régie régionale.

Immunité et
pouvoirs

L'enquêteur est investi, aux fins de l'enquête, de l'immunité et des pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

Suspension
des pouvoirs

501. Lorsqu'il désigne un contrôleur ou un enquêteur, le gouvernement peut ordonner que tout ou partie des pouvoirs du conseil d'administration d'un établissement public ou d'une régie régionale ou ceux de l'administrateur ou du conseil d'administration d'un établissement privé conventionné, selon le cas, soient suspendus pour une période d'au plus six mois et nommer une personne qui exerce les pouvoirs ainsi suspendus.

Prolongation
du mandat

Le gouvernement peut prolonger la suspension et le mandat de l'administrateur qu'il a nommé pour une période d'au plus six mois.

Pouvoirs de
l'administrateur

502. L'administrateur nommé par le gouvernement peut, sous réserve des droits des tiers de bonne foi, annuler une décision prise avant sa nomination en vertu des pouvoirs qui ont été suspendus.

Immunité

Il ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

Postes de
résidents
disponibles

503. Le gouvernement détermine chaque année le nombre de postes de résidents en médecine disponibles dans les programmes de formation médicale post-doctorale. Ce nombre comprend :

1° les postes de stages de formation en omnipratique ou en médecine de famille;

2° les autres postes de stages de formation requis pour l'une ou l'autre des spécialités reconnues dans un règlement pris en application de la Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9).

Engagement
à pratiquer
en région

Le gouvernement peut, en vue de favoriser une répartition rationnelle des ressources médicales entre les régions, autoriser chaque année certains des postes prévus au paragraphe 2° du premier alinéa, à la condition que les stagiaires acceptent de signer un engagement, assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à pratiquer pour une période maximale de quatre ans dans la région ou pour l'établissement que le ministre détermine. Ces postes ne peuvent excéder 25 % du nombre de postes qui, parmi l'ensemble des postes prévus au paragraphe 2° du premier alinéa, sont destinés à de nouveaux stagiaires.

Poste non
comblé

Lorsqu'un poste visé au deuxième alinéa n'est pas comblé, il devient automatiquement un poste de stagiaire en formation d'omnipratique ou de médecine de famille sans être assorti d'un engagement à pratiquer dans une région ou pour un établissement déterminé.

Postes
supplémentaires
de
stagiaires

Le gouvernement peut en outre, s'il le juge opportun, autoriser certains postes supplémentaires de stagiaires dans les programmes de formation médicale post-doctorale destinés aux étudiants diplômés d'une université ou école située hors du Canada et des États-Unis à la condition que les stagiaires acceptent de signer un engagement, assorti d'une clause pénale le cas échéant, à pratiquer pour une période de quatre ans dans la région ou pour l'établissement que le ministre détermine.

Consultation
préalable

Le nombre de postes visé au deuxième alinéa est déterminé après consultation par le ministre de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, des universités du Québec ayant une faculté de médecine et des régies régionales des régions où les stagiaires doivent pratiquer.

Formation
de niveau
doctoral

504. Le gouvernement peut déterminer, à chaque année, dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral, un nombre de places pour des étudiants de l'extérieur du Québec, à la condition que ces étudiants acceptent de signer, avant le début de leur formation, un engagement, assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à pratiquer pour une période maximale de quatre ans dans la région ou pour l'établissement déterminé par le ministre, s'ils exercent la médecine au Québec après l'obtention de leur permis d'exercice.

CHAPITRE II

RÈGLEMENTATION

SECTION I

APPLICATION DE LA PRÉSENTE LOI

Règlements
du gouver-
nement

505. Le gouvernement peut par règlement :

1° déterminer les centres qui doivent dispenser des services d'urgence aux usagers qui requièrent de tels services et, s'il y a lieu, déterminer les soins et les services qu'ils comprennent et fixer la durée maximale d'occupation d'un lit par un usager dans un service d'urgence;

2° déterminer le montant minimal de l'assurance responsabilité qu'un médecin ou un dentiste doit détenir en vertu de l'article 258;

3° déterminer, aux fins de l'autorisation requise de la régie régionale pour les travaux mentionnés au paragraphe 3° de l'article 263, les montants applicables;

4° déterminer les cas, conditions et circonstances suivant lesquels les établissements peuvent fournir un médicament;

5° déterminer les conditions et les mesures d'hygiène et de sécurité qui doivent être respectées ou prises, selon le cas, dans un établissement;

6° déterminer les règlements qu'une régie régionale ou un établissement peut ou doit édicter;

7° déterminer les renseignements relatifs au rapport d'activités et au rapport financier annuel qu'un établissement public doit présenter lors de la séance publique d'information qu'il tient et la forme dans laquelle ils doivent être présentés;

8° déterminer les éléments sur lesquels doit notamment porter le mandat du vérificateur d'un établissement ou d'une régie régionale;

9° prévoir les modalités relatives à la création des mécanismes d'accès aux services visés à l'article 355 et, dans le cas des centres de réadaptation, déterminer à quelle classe de ces centres ces dispositions s'appliquent;

10° prévoir les mesures relatives aux services de placement d'enfants que doivent respecter l'établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et les autres établissements qui exercent des responsabilités en cette matière;

11° déterminer la forme du plan d'organisation de tout établissement, les éléments qu'il doit contenir et les méthodes ou règles suivant lesquelles il doit être élaboré;

12° déterminer la forme du plan régional des effectifs médicaux élaboré par une régie régionale, les éléments qu'il doit contenir et les méthodes ou les règles suivant lesquelles il doit être élaboré;

13° déterminer, pour les établissements qu'il indique, les directions, services et départements que le plan d'organisation d'un établissement doit prévoir, les responsabilités et les fonctions que le chef de ces directions, services et départements et que le médecin responsable visé à l'article 186 doivent remplir et, le cas échéant, le mode de nomination et les qualifications de ceux-ci;

14° déterminer, pour les établissements qui exploitent un centre hospitalier, les qualifications requises d'un chef de département clinique ainsi que les responsabilités et les fonctions qu'un tel chef doit remplir en outre de celles qui lui sont confiées par le plan d'organisation de l'établissement;

15° déterminer, pour les établissements qui exploitent un centre autre qu'un centre hospitalier, le mode de nomination des chefs des directions, services ou départements visés au paragraphe 13° ainsi que la personne ou l'autorité qui les nomme;

16° identifier, pour les établissements qui exploitent un centre autre qu'un centre hospitalier, des directions, services ou départements pour lesquels le plan d'organisation d'un établissement, au lieu de prévoir leur formation, peut prévoir la désignation d'une

personne responsable et préciser les activités qui doivent être exercées dans une telle direction, service ou département;

17° déterminer les fonctions et les qualifications requises d'une personne responsable visée au paragraphe 16°, son mode de nomination ainsi que la personne ou l'autorité qui la nomme;

18° désigner les établissements qui exploitent un centre hospitalier et qui ne sont pas tenus de prévoir dans le plan d'organisation du centre la formation d'un département clinique de médecine générale;

19° déterminer les conditions et circonstances suivant lesquelles un établissement visé à l'article 117 peut fournir des médicaments de recherche;

20° déterminer, aux fins de l'élaboration d'un plan régional des effectifs médicaux ou de la partie d'un plan d'organisation d'un établissement qui concerne les effectifs médicaux et dentaires et de l'élaboration des objectifs de croissance et de décroissance signifiés à une régie régionale par le ministre en application de l'article 377, les méthodes ou règles relatives au calcul des effectifs médicaux ou dentaires qui doivent tenir compte du nombre de médecins qui pratiquent dans une région et qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance-maladie du Québec; ces méthodes ou règles peuvent varier selon les régions, les missions des centres ou les classes auxquelles appartiennent les centres de réadaptation ou les centres hospitaliers, le cas échéant, et selon les activités qui sont exercées dans ces centres;

21° déterminer la forme et la teneur de la demande de délivrance ou de renouvellement d'un permis, les qualités requises de la personne qui sollicite un permis ou son renouvellement, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements et documents qu'elle doit fournir;

22° déterminer la rémunération ou autre avantage qui peut être accordé à un médecin en application de l'article 259;

23° déterminer le contenu du dossier de plainte d'un usager;

24° déterminer des normes relatives à la constitution et à la tenue des dossiers des usagers, aux éléments et aux pièces qui y sont contenus ainsi qu'à leur consultation et à leur transfert;

25° prescrire, pour chaque régie régionale, les renseignements que chacune peut requérir des établissements et des organismes communautaires de sa région;

26° prescrire les renseignements nominatifs ou non qu'un établissement doit fournir au ministre concernant les besoins et la consommation de services;

27° déterminer les catégories d'usagers pour lesquels des plans d'intervention ou des plans de services individualisés doivent être élaborés;

28° déterminer les conditions et modalités d'enregistrement, d'inscription, d'admission, de transfert, de congé ou de sortie des usagers d'un établissement;

29° prescrire le montant des frais d'administration qu'un établissement peut exiger d'un usager pour la prestation par un centre hospitalier de services également accessibles dans un centre local de services communautaires ou dans un cabinet privé de professionnels et déterminer les cas, conditions et circonstances dans lesquels ces frais peuvent être exigés.

Règlements
du gouver-
nement

506. Le gouvernement peut, par règlement:

1° déterminer la teneur du formulaire de demande de nomination qu'un médecin, un dentiste ou un pharmacien doit remplir;

2° déterminer la procédure selon laquelle des mesures disciplinaires peuvent être prises par le conseil d'administration à l'égard d'un médecin, d'un dentiste ou d'un pharmacien;

3° déterminer les statuts que le conseil d'administration d'un établissement peut attribuer à un médecin, un dentiste ou un pharmacien, les conditions auxquelles ces statuts sont attribués ainsi que les attributions rattachées à ces statuts;

4° déterminer les comités que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens d'un centre doit constituer, leurs fonctions, des normes relatives à leur composition, au mode de nomination de leurs membres, au fonctionnement des comités, ainsi que des normes relatives à la constitution, à la communication et à la conservation des dossiers de ces comités.

Normes et
barèmes

507. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes et barèmes qui doivent être suivis par les régies régionales, les établissements publics et les établissements privés conventionnés pour:

1° la sélection, la nomination, l'engagement, la rémunération et les autres conditions de travail applicables aux directeurs généraux, aux cadres supérieurs et intermédiaires;

2° la rémunération et les autres conditions de travail applicables aux autres membres du personnel, compte tenu des conventions collectives en vigueur.

Procédure
des recours

Le gouvernement peut établir par règlement, pour les personnes visées aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa qui ne sont pas régies par une convention collective, une procédure de recours dans les cas de résiliation d'engagement, de non-renouvellement autres que ceux résultant d'un recours en déchéance de charge, de suspension sans solde ou de rétrogradation. Ce règlement peut en outre prescrire une procédure de règlement des mécontentements relatives à l'interprétation et à l'application des conditions de travail qu'il établit. Enfin, ce règlement peut prévoir le mode de désignation d'un arbitre, auquel s'appliquent les articles 100.1 et 139 à 140 du Code du travail, et les mesures que ce dernier peut prendre après l'audition des parties.

Services en
langue
anglaise

508. Le gouvernement désigne parmi les établissements reconnus en vertu du paragraphe *f* de l'article 113 de la Charte de la langue française ceux qui sont tenus de rendre accessibles aux personnes d'expression anglaise, les services de santé et les services sociaux en langue anglaise.

Comité
provincial

509. Le gouvernement prévoit, par règlement, la formation d'un comité provincial chargé de donner son avis au gouvernement sur :

1° la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise ;

2° l'approbation, l'évaluation et la modification par le gouvernement de chaque programme d'accès élaboré par une régie régionale conformément à l'article 348.

Composition
et procé-
dure

Ce règlement doit prévoir la composition de ce comité, ses règles de fonctionnement et de régie interne, les modalités d'administration de ses affaires ainsi que ses fonctions, devoirs et pouvoirs.

Comités
régionaux

510. Le gouvernement prévoit, par règlement, la formation de comités régionaux chargés :

1° de donner leur avis à une régie régionale sur les programmes d'accès que cette régie élabore conformément à l'article 348 ;

2° d'évaluer et de modifier, le cas échéant, ce programme d'accès.

Composition
et procé-
dure

La régie régionale concernée détermine par règlement, pour son comité régional, la composition de ce comité, ses règles de

fonctionnement et de régie interne, les modalités d'administration de ses affaires ainsi que ses fonctions, devoirs et pouvoirs.

Infraction

511. Le gouvernement peut déterminer, dans chacun des règlements qu'il prend en vertu du présent chapitre, les dispositions de ce règlement dont la contravention constitue une infraction.

SECTION II

NORMES RELATIVES À LA CONTRIBUTION DES USAGERS

Contribution
des usagers

512. Le gouvernement détermine, par règlement, la contribution qui peut être exigée des usagers qui sont hébergés dans une installation maintenue par un établissement public ou privé conventionné, y compris une ressource intermédiaire d'un établissement public ou qui sont pris en charge par une ressource de type familial.

Dépenses
personnelles

Ce règlement détermine également le montant d'allocation de dépenses personnelles qui doit être laissé mensuellement à cet usager.

Montant

513. Le montant de la contribution peut varier suivant les circonstances ou les besoins identifiés par règlement.

Usagers
visés

La contribution est exigée par un établissement ou par le ministre. Les usagers eux-mêmes sont tenus de la verser; toutefois, dans le cas d'un usager mineur, la contribution peut être exigée de son père, de sa mère, de l'un et l'autre conjointement ou de toute autre personne déterminée par le règlement; dans le cas d'un usager marié, la contribution peut être exigée de son conjoint et dans le cas d'un membre d'une communauté religieuse, la contribution peut être exigée de sa communauté.

Exonération

514. Le ministre ou un établissement désigné par règlement peut, à la demande d'une personne de qui est exigé le paiement d'une contribution, l'exonérer du paiement de cette contribution, selon les modalités et dans les circonstances déterminées par règlement.

Règlement
relatif à la
contribution
financière

515. Le gouvernement peut, dans un règlement pris en vertu des articles 512 à 514:

1° prescrire l'indexation automatique de tout ou partie des montants fixés dans ce règlement, suivant l'indice qui y est prévu;

2° prévoir une contribution financière différente selon que l'usager ou la personne de qui le paiement de la contribution financière

peut être exigé est ou n'est pas un résident du Québec et définir, à cette fin, l'expression «résident du Québec»;

3° assujettir au paiement de la contribution un usager hébergé dans un établissement ailleurs au Canada alors qu'il conserve sa qualité de résident du Québec et permettre au ministre ou à la personne qu'il désigne de percevoir cette contribution.

Justification à l'abandon de droits

516. Un usager ou toute personne de qui peut être exigé le paiement d'une contribution financière ne doit pas avoir, dans les deux années précédant l'hébergement ou la prise en charge de l'usager, renoncé à ses droits, disposé d'un bien ou d'un avoir liquide sans juste considération ou les avoir dilapidés de manière à se rendre admissible à une exonération de paiement ou de manière à ce qu'on exige de lui une contribution inférieure à celle qui lui aurait autrement été demandée.

Recours en recouvrement

Le ministre ou l'établissement visé à l'article 514 peut, lorsqu'il y a violation des dispositions du premier alinéa, dans la mesure et aux conditions prévues par règlement, intenter un recours en recouvrement de la valeur des droits, des biens ou des avoirs liquides dont un tiers a profité lors de la renonciation, de l'aliénation ou de la dilapidation, après avoir soustrait la juste considération versée par celui-ci. Il peut en outre prendre toute autre mesure prévue à un tel règlement.

Appel

517. Toute personne peut en appeler devant la Commission des affaires sociales d'une décision concernant une exonération d'un paiement qu'elle a demandée conformément à l'article 514.

Placement d'un adolescent

518. Lorsque le placement d'un adolescent est effectué conformément à la Loi sur les jeunes contrevenants, la contribution pour un usager mineur établie suivant l'article 513 s'applique et toute personne de qui elle peut être exigée est tenue de la payer à moins d'être exonérée du paiement de celle-ci conformément aux dispositions des articles 514 et 517.

Paiement mensuel

519. La contribution d'un usager est payable mensuellement en un seul versement.

Intérêt

Elle porte intérêt au taux que le gouvernement fixe conformément à l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).

Interdiction

Un établissement ne peut faire remise de la contribution d'un usager, ni des intérêts.

Prescription **520.** Toute action en recouvrement de la contribution d'un usager se prescrit par trois ans de la date de son exigibilité.

PARTIE IV

CENTRE DE RÉFÉRENCE DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET DES CADRES

Constitution **521.** Un organisme est institué sous le nom de Centre de référence des directeurs généraux et des cadres.

Fonctions **522.** Le Centre exerce les fonctions suivantes:

1° attester de la qualification des candidats à des postes de directeurs généraux des régies régionales et des établissements publics;

2° vérifier si les directeurs généraux en fonction le 4 septembre 1991 remplissent les exigences requises pour occuper leur poste, telles qu'établies lors de la détermination de la classification du poste;

3° constituer et mettre à jour régulièrement une banque de candidats qualifiés pour exercer la fonction de directeur général d'une régie régionale ou d'un établissement public;

4° veiller à l'application des dispositions réglementaires adoptées en vertu de l'article 507 de la présente loi concernant les situations impliquant des abolitions de postes de directeurs généraux et de cadres supérieurs et intermédiaires des régies régionales et des établissements visés à ces règlements;

5° exécuter tout autre mandat prévu dans les règlements adoptés en vertu de l'article 507 ou que le ministre lui confie concernant le développement de la carrière des directeurs généraux et des cadres.

Composition **523.** Le Centre se compose, en outre de son président directeur général, des membres suivants:

1° un membre nommé par chacune des associations représentant les centres énumérés à l'article 79;

2° deux membres nommés par l'association reconnue pour fins de relations de travail pour représenter les directeurs généraux;

3° deux membres nommés conjointement par les associations reconnues pour fins de relations de travail pour représenter les cadres supérieurs et intermédiaires;

4° deux membres nommés par le ministre;

5° deux membres nommés par les régies régionales.

Mandat **524.** Les membres du Centre sont nommés pour trois ans. Ils restent en fonction, malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Membres **525.** Les membres du Centre deviennent, dès leur nomination, membres du conseil d'administration.

Président directeur général **526.** Le président directeur général du Centre est nommé par le ministre pour une période n'excédant pas quatre ans. Il est d'office président du conseil d'administration.

Responsabilités **527.** Le président directeur général est responsable, sous l'autorité du conseil d'administration, de la gestion de l'organisme dans le cadre de ses règlements. Il doit exercer sa fonction à temps plein et s'occuper exclusivement des devoirs de celle-ci.

Rémunération Sa rémunération et ses autres conditions de travail sont établies par le gouvernement.

Remboursement des dépenses **528.** Les membres du conseil d'administration, autres que le président directeur général, ne reçoivent aucun traitement; ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Règlements **529.** Le Centre doit adopter des règlements concernant:

1° sa régie interne;

2° les critères de qualification des directeurs généraux des régies régionales et des établissements publics.

Approbation Ces règlements doivent être approuvés par le ministre.

Rapport annuel **530.** Le Centre doit fournir un rapport annuel au ministre ainsi que tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

PARTIE V

DISPOSITIONS PÉNALES

Infraction
et peine

531. Quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 437, 438 ou 462 ou à une disposition réglementaire visée aux articles 488 ou 511 commet une infraction et est passible d'une amende de 325 \$ à 1 150 \$ s'il s'agit d'une personne physique ou d'une amende de 700 \$ à 7 000 \$ s'il s'agit d'une personne morale. Est également passible d'une telle peine quiconque commet une infraction visée aux articles 532 à 535.

Infraction
et peine

Quiconque contrevient au troisième alinéa de l'article 452 commet une infraction et est passible d'une amende de 2 450 \$ à 6 075 \$ s'il s'agit d'une personne physique ou d'une amende de 6 075 \$ à 12 150 \$ s'il s'agit d'une personne morale.

Refus de
fournir des
renseigne-
ments

532. Quiconque omet ou refuse de fournir les renseignements, rapports ou autres documents dont la communication est exigée en application de la présente loi, commet une infraction.

Faux
renseigne-
ments

533. Quiconque fournit sciemment au ministre, à l'inspecteur général des institutions financières ou à toute autre personne, des renseignements, rapports ou autres documents dont la communication est exigée en application de la présente loi et qui sont faux ou trompeurs, commet une infraction.

Refus
d'inscrire

534. Quiconque omet ou refuse de tenir un livre ou un registre exigé en application de la présente loi ou d'y faire une inscription requise, commet une infraction.

Entrave à
l'exercice
d'une
fonction

535. Quiconque entrave l'exercice des fonctions d'une personne qui procède à une inspection, une enquête ou une vérification faite en application de la présente loi, commet une infraction.

Partie à
l'infraction

536. Lorsqu'une personne morale commet une infraction visée à l'un des articles 531 à 535, tout administrateur, employé ou agent de cette personne morale qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à cette infraction.

Coupable de
l'infraction

537. Toute personne qui, par son acte ou son omission, en aide une autre à commettre une infraction peut être déclarée coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même, si elle savait ou aurait dû savoir que son acte ou son omission aurait comme conséquence probable d'aider à la commission de l'infraction.

Coupable de l'infraction

538. Toute personne qui, par des encouragements, des conseils ou des ordres, en amène une autre à commettre une infraction peut être déclarée coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même, ainsi que de toute autre infraction que l'autre commet en conséquence des encouragements, des conseils ou des ordres, si elle savait ou aurait dû savoir que ceux-ci auraient comme conséquence probable la commission de l'infraction.

Poursuites

539. Les poursuites intentées en vertu de la présente partie sont prises par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

PARTIE VI

CONTINUITÉ DES PERSONNES MORALES

CHAPITRE I

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Existence continuée

540. Tout établissement constitué en corporation en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) ou qui résulte d'une fusion ou conversion faite en vertu de cette loi continue son existence et est réputé, à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), être un établissement constitué en corporation en vertu de la présente loi.

Droits et obligations continués en vigueur

Les droits, obligations et actes de cet établissement ne sont pas touchés par la continuation. Ils demeurent en vigueur et conservent leurs effets dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi.

Soins de courte durée

541. Si l'établissement continué exploitait un centre hospitalier de soins de courte durée, il est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exercer des activités propres à la mission d'un centre hospitalier appartenant à l'une ou l'autre des classes prévues à l'article 85 et déterminée par le ministre.

Soins de longue durée

542. Si l'établissement continué exploitait un centre hospitalier de soins de longue durée ou un centre d'hébergement, il est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exercer des activités propres à la mission d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée au sens de la présente loi.

Centre de réadaptation

543. Si l'établissement continué exploitait un centre de réadaptation, il est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la

continuation, d'exercer des activités propres à la mission d'un centre de réadaptation appartenant à l'une ou plusieurs des classes prévues à l'article 86 et déterminées par le ministre. Dans le cas d'un centre de réadaptation pour les personnes ayant une déficience physique, le ministre détermine aussi à quel type ce centre appartient conformément à l'article 87.

Centre de
services
sociaux

544. Si l'établissement continué exploitait un centre de services sociaux, il est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exercer des activités propres à la mission d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse au sens de la présente loi.

Lettres
patentes
supplémentaires

545. Afin d'effectuer les modifications conséquentes à l'application des articles 541 à 544, des lettres patentes supplémentaires sont délivrées conformément à l'article 322.

Activités
continues

546. Un établissement public visé au paragraphe 1° de l'article 98 continue ses activités conformément à la présente loi à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) et est réputé avoir pour objet, à compter de ce jour, d'exercer des activités propres à la mission d'un ou plusieurs des centres mentionnés aux paragraphes 1° à 5° de l'article 79.

Dispositions
applicables

Les articles 541 à 544, selon le cas, s'appliquent à cet établissement, en les adaptant.

Disposition
inconciliable

547. Toute disposition de l'acte constitutif d'un établissement visé à l'article 546 qui est inconciliable avec une disposition de la présente loi est inopérante et réputée remplacée, à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), par la disposition correspondante de la présente loi et ce, jusqu'à ce que des lettres patentes supplémentaires aient été obtenues par l'établissement, le cas échéant.

Lettres
patentes
supplémentaires

548. Malgré toute disposition législative inconciliable, l'inspecteur général des institutions financières peut, à la demande de l'établissement visé à l'article 546 et avec l'autorisation écrite du ministre, délivrer des lettres patentes supplémentaires pour remplacer les dispositions des documents constitutifs de cet établissement par les dispositions correspondantes de la présente loi ou pour abroger des dispositions de ces documents constitutifs pour lesquelles il n'existe aucune disposition correspondante dans la présente loi.

Publication
à la G.O.Q.

L'inspecteur général fait publier ces lettres patentes supplémentaires à la *Gazette officielle du Québec*, avec un avis indiquant la date de leur prise d'effet.

Mention aux
recueils
annuels des
lois

549. Dans le cas où l'établissement visé à l'article 548 a été constitué par loi spéciale, l'Éditeur officiel du Québec doit insérer dans chaque recueil annuel des lois du Québec un tableau indiquant la date de la prise d'effet des lettres patentes supplémentaires délivrées avant son impression et les dispositions législatives qu'elles remplacent ou qu'elles abrogent.

Signature
de la
requête

550. La requête visée à l'article 548 doit être signée par le directeur général et par le président du conseil d'administration de l'établissement. Elle doit être appuyée d'un règlement adopté par le conseil d'administration. S'il s'agit d'un établissement visé à l'article 327, ce règlement doit en outre être approuvé conformément à cet article.

Établis-
sement privé

551. Malgré le paragraphe 1° de l'article 98, un établissement, titulaire d'un permis le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) et constitué en corporation sans but lucratif avant le 1^{er} janvier 1974, demeure un établissement privé lorsque les sommes qu'il reçoit, le cas échéant, et qui proviennent du fonds consolidé du revenu ne couvrent pas plus de 80 % des montants nets qu'il recevrait s'il était un établissement public au titre de ses dépenses courantes de fonctionnement.

Changement
d'adminis-
tration

552. À compter de l'entrée en vigueur des articles 540 à 544, 546 et 547, les établissements publics cessent d'être administrés par les conseils d'administration formés en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) et deviennent administrés par les premiers conseils d'administration formés en vertu de la présente loi.

Administra-
tion d'un
établis-
sement public

553. Malgré les articles 119, 126, 170, 547 et 552, un établissement public visé au paragraphe 1° de l'article 98 qui exerce des activités propres à la mission d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) est représenté et ses affaires sont administrées par le conseil d'administration formé suivant son acte constitutif, s'il remplit les conditions suivantes:

1° cette corporation est une communauté religieuse ou une corporation créée en vertu de la loi constitutive de cette communauté religieuse ou d'une loi particulière qui lui est applicable;

2° les immeubles qui servent aux activités de l'établissement étaient, le 21 décembre 1977, la propriété d'une telle corporation;

3° une autorisation écrite du ministre lui a été donnée à cet effet.

Dispositions
applicables

Ce conseil d'administration demeure, toutefois, assujéti aux autres dispositions non incompatibles de la présente loi et des règlements relatifs au conseil d'administration d'un établissement public.

CHAPITRE II

LES CONSEILS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Droits et
obligations
continues

554. Tout conseil de la santé et des services sociaux existant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) cesse d'exister sur son territoire à compter de ce jour. À cette date, les droits et obligations d'un conseil de la santé et des services sociaux deviennent les droits et obligations de toute régie régionale instituée en vertu de la présente loi et qui a compétence sur son territoire dans la mesure prévue à un plan de répartition des droits et obligations devant être déterminé conformément à la loi.

Régie
régionale

555. À compter de l'entrée en vigueur de l'article 554, la régie régionale exerce toutes les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi. Elle n'exerce toutefois celles relatives à la mise en oeuvre des programmes de santé et de services sociaux qu'à compter du moment où la compétence à l'égard de tels programmes lui est attribuée par le ministre.

PARTIE VII

DISPOSITIONS MODIFICATIVES, TRANSITOIRES ET FINALES

CHAPITRE I

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE

c. A-29,
a. 1, mod.

556. L'article 1 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *f* du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«rémunéra-
tion de
base»

«*f.1*) «rémunération de base»: le tarif de base prévu à une entente visée à l'article 19 pour la rémunération à l'acte d'un service assuré avant l'application des règles relatives au plafonnement d'activités;»;

2° par l'insertion, dans le paragraphe *k* du premier alinéa, après les mots « aux articles 69 » de « , 69.1, 69.2 ».

c. A-29,
a. 1.1, aj.

557. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant :

Coût des
services
assurés

« **1.1** Aux fins de l'application des articles 10, 11 et 64, le coût des services assurés est le montant établi par la Régie suivant la rémunération de base, au sens du paragraphe *f.1* du premier alinéa de l'article 1, pour ces services telle qu'applicable au moment où le professionnel de la santé fournit un service assuré à un bénéficiaire sans tenir compte de toute modification à celle-ci et ultérieure à ce moment. ».

c. A-29,
a. 3, mod.

558. L'article 3 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du onzième alinéa ;

2° par le remplacement du onzième alinéa par le suivant :

Coût des
services et
des biens

« La Régie assume aussi le coût des services et des biens prévus aux programmes qu'elle administre en vertu du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) selon les conditions et modalités prévues à ces programmes. » ;

3° par le remplacement, dans la quatrième ligne du douzième alinéa, des mots « un conseil régional. » par « la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain. ».

c. A-29,
a. 9, remp.

559. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant :

Inscription
à la Régie

« **9.** Toute personne qui réside au Québec ou est réputée résider au Québec doit s'inscrire à la Régie conformément au règlement.

Renseigne-
ments

La demande d'inscription est accompagnée des renseignements et des documents prescrits par règlement.

Carte
d'assurance-
maladie

La Régie délivre une carte d'assurance-maladie à la personne ainsi inscrite. Cette carte est valide pour la durée prévue par règlement. Une personne doit pour obtenir une nouvelle carte s'inscrire de nouveau à la Régie.

Propriété
de la Régie

La carte d'assurance-maladie est la propriété de la Régie et son titulaire doit la retourner à la Régie et cesser de la présenter pour obtenir des services assurés s'il n'est plus une personne qui réside au Québec ou qui est réputée résider au Québec.

Avis de résidence La Régie peut faire parvenir un avis à un titulaire lui indiquant s'il est ou non résident ou réputé résident au Québec. ».

c. A-29, a. 9.0.1, remp. **560.** L'article 9.0.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

Modalités d'inscription « **9.0.1** Doit s'inscrire à la Régie, conformément au règlement, toute personne visée par le sous-paragraphe a du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 10 ou par l'article 10.1 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., chapitre M-19.2) et qui bénéficie de la totalité ou d'une partie des services prévus par la présente loi.

Documents requis La demande d'inscription est accompagnée des renseignements et des documents prescrits par règlement.

Carte d'admissibilité La Régie délivre à la personne inscrite une carte d'admissibilité à la totalité ou à une partie de ces services. Cette carte est valide pour la durée prévue par règlement. Une personne doit pour obtenir une nouvelle carte s'inscrire de nouveau à la Régie.

Propriété de la Régie La carte d'admissibilité est la propriété de la Régie et son titulaire doit la retourner à la Régie et cesser de la présenter s'il n'est plus visé par le sous-paragraphe a du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 10 ou par l'article 10.1 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux. Il doit faire de même s'il ne bénéficie plus de la totalité ou d'une partie des services prévus.

Décision La Régie peut faire parvenir un avis à un titulaire lui indiquant s'il est visé ou non par le sous-paragraphe a du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 10 ou par l'article 10.1 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux, ou s'il bénéficie ou non de la totalité ou d'une partie des services prévus.

Disposition applicable L'article 22.0.1 s'applique, en l'adaptant, à ce titulaire. ».

c. A-29, aa. 9.4 et 9.5, aj. **561.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9.3, des suivants :

Refus de retourner la carte d'assurance-maladie « **9.4** Commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 1 000 \$:

a) quiconque néglige ou refuse de retourner à la Régie sa carte d'assurance-maladie ou la présente pour obtenir des services assurés alors qu'il n'est plus une personne qui réside au Québec ou est réputée résider au Québec ;

b) quiconque néglige ou refuse de retourner à la Régie sa carte d'admissibilité ou la présente pour obtenir des services assurés alors

qu'il n'est plus visé par le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 10 ou par l'article 10.1 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux ou alors qu'il ne bénéficie plus de la totalité ou d'une partie des services prévus.

Inscription
interdite

« **9.5** Nul ne peut inscrire sur une carte d'assurance-maladie un renseignement autre que celui déterminé par règlement ou apposer sur une carte d'assurance-maladie une matière ou un objet non autorisé par la Régie.

Infraction
et peine

Une personne qui contrevient au présent article commet une infraction et est passible d'une amende de 50 \$ à 500 \$ et, en cas de récidive, d'une amende de 100 \$ à 1 000 \$.

Partie à
l'infraction

Une personne qui accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction prévue au présent article ou qui lui conseille de commettre une telle infraction, l'y encourage ou l'y incite, commet une infraction et est passible de la même peine que cette personne. ».

c. A-29,
a. 12, mod.

562. L'article 12 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Apprécia-
tion
d'un relevé
d'honoraires

« La Régie doit, lorsqu'elle apprécie un relevé d'honoraires soumis en vertu du présent article, appliquer toutes les règles relatives à la rémunération prévues à l'entente concernée comme si le paiement était effectué directement au professionnel de la santé. ».

c. A-29,
a. 18.1,
mod.

563. L'article 18.1 de cette loi est modifié par la suppression dans la deuxième ligne, des mots « du paragraphe *b* ».

c. A-29,
a. 19, remp.

564. L'article 19 de cette loi est remplacé par le suivant :

Entente

« **19.** Le ministre peut, avec l'approbation du gouvernement, conclure avec les organismes représentatifs de toute catégorie de professionnels de la santé, toute entente pour l'application de la présente loi.

Modes de
rémunéra-
tion

Une entente peut prévoir notamment que la rémunération de services assurés varie selon des règles applicables à une activité, un genre d'activité ou l'ensemble des activités d'un professionnel de la santé, ou aux activités d'une catégorie de professionnels ou d'une spécialité à laquelle il appartient. Une telle entente peut aussi prévoir différents modes de rémunération dont les modes de rémunération à l'acte, à honoraires forfaitaires et à salaire. Elle peut en outre prévoir, à titre de compensation ou de remboursement, le versement de divers montants tels des primes, des frais ou des allocations.

Territoires
dépourvus
de profes-
sionnels

Le ministre détermine par règlement, après consultation des organismes représentatifs des professionnels de la santé concernés, les territoires ou les lieux d'exercice qu'il estime insuffisamment pourvus de professionnels. Ce règlement peut viser l'ensemble des professionnels d'un territoire ou d'un lieu d'exercice situé dans celui-ci ou une partie d'entre eux compte tenu de leur genre d'activité.

Rémunéra-
tion
différente

Une entente peut prévoir une rémunération différente pour la fourniture de services médicaux dans un territoire ou un lieu d'exercice visé par un règlement pris en vertu du troisième alinéa.

Rémunéra-
tion
différente

Elle peut également prévoir une rémunération différente pour les médecins durant les premières années d'exercice de leur profession ou de leur spécialité dans le cadre du régime, selon le territoire où ils exercent ou le genre d'activité qu'ils exercent.

Entente sur
la rémuné-
ration

Une entente peut prévoir une rémunération différente pour les médecins selon qu'ils sont autorisés ou non à y adhérer en vertu des articles 360 et suivants de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, pour la totalité ou une partie de leurs activités dans la région. Elle peut également prévoir les modalités de participation à une telle entente. Ces modalités peuvent prévoir aux fins du premier alinéa de l'article 360 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, les critères de détermination de celui dont l'activité professionnelle s'exerce principalement en cabinet privé.

Défaut
d'entente

À défaut d'entente pour déterminer la rémunération différente visée dans les quatrième et cinquième alinéas, le gouvernement peut, par règlement qui tient lieu d'une entente, fixer cette rémunération. Il peut de même déterminer le nombre d'années d'exercice d'un médecin pendant lesquelles cette rémunération s'applique; ce nombre ne peut excéder trois ans. Un règlement qui diminue les conditions de rémunération applicables aux médecins durant les premières années d'exercice de leur profession ou spécialité ne s'applique qu'au médecin qui commence à exercer sa profession ou spécialité après la date d'entrée en vigueur de ce règlement.

Défaut
d'entente

À défaut d'entente pour déterminer la rémunération différente et les modalités de participation du médecin à une entente visée au sixième alinéa, le gouvernement peut, par règlement qui tient lieu d'une entente, fixer cette rémunération et déterminer les modalités de participation visées dans le sixième alinéa. Il peut de même déterminer le nombre d'années pendant lesquelles la rémunération différente s'applique et des règles d'équivalence permettant à un médecin titulaire d'un permis de pratique depuis moins de dix ans,

d'être libéré d'une participation à une activité médicale particulière, en raison notamment de la lourdeur de la tâche de ce médecin ou du nombre d'années pendant lesquelles il a pratiqué dans un territoire ou un lieu de pratique que ce règlement détermine.

Entente à titre expérimental

Le ministre peut, à titre expérimental et pour une période déterminée, conclure une entente particulière avec les professionnels d'un département clinique d'un établissement pour l'application à l'ensemble de ces professionnels d'un mode de rémunération prévu à une entente conclue en vertu du premier alinéa. Cette entente requiert, au préalable, l'assentiment des professionnels de la santé concernés, du conseil d'administration de l'établissement et de l'organisme représentatif des professionnels concernés.

Entente particulière

Si la diminution de services médicaux dans un territoire met en péril la santé publique, le ministre peut, afin de permettre que ces services soient fournis adéquatement dans un établissement de ce territoire, conclure pour une période déterminée une entente particulière avec un professionnel de la santé.

Établissements liés

Toute entente lie, selon le cas, la Régie, les régies régionales et les établissements.

Consultation

Le ministre doit consulter la Régie, une régie régionale, un établissement ou un groupe d'établissements susceptibles d'être liés nommément par une entente ou une partie d'entente. Ceux-ci peuvent transmettre au ministre des recommandations quant aux modalités de leur participation à la conclusion de cette entente ou partie d'entente.

Collaboration

La Commission de la santé et de la sécurité du travail collabore à l'élaboration de la partie de telle entente qui traite des services visés dans le dixième alinéa de l'article 3.

Dispositions non applicables

Les dispositions du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) et de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) ne s'appliquent pas à un professionnel de la santé visé par une entente conclue en vertu du présent article qui rend des services assurés dans un établissement ou pour le compte d'un établissement. ».

c. A-29,
a. 19.0.1, aj.

565. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 19, du suivant :

Médecins chercheurs ou professeurs

« **19.0.1** Une entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 ou, à défaut d'une telle entente, un règlement adopté en vertu du septième alinéa de cet article, peut prévoir un nombre maximal de médecins chercheurs ou de médecins professeurs définis

à l'entente ou au règlement et auxquels la rémunération différente ne s'applique pas. ».

c. A-29,
a. 19.1,
mod.

566. L'article 19.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Disposition
applicable
à l'entente

« Le onzième alinéa de l'article 19 s'applique à cette entente. ».

c. A-29,
a. 20, mod.

567. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « Les » par les mots : « Sous réserve des dispositions d'un règlement pris en vertu des articles 69 ou 72, les ».

c. A-29,
a. 22, mod.

568. L'article 22 de cette loi, modifié par l'article 77 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, après le quatrième alinéa, des suivants :

Avantage
direct ou
indirect

« Un professionnel de la santé soumis à l'application d'une entente ne peut recevoir d'un établissement une somme d'argent ou un avantage direct ou indirect en considération de la dispensation de services assurés.

Récupéra-
tion

La Régie peut récupérer d'un professionnel de la santé qui contrevient au cinquième alinéa, par compensation ou autrement, toute somme ou valeur de l'avantage reçu après l'avoir avisé par écrit. » ;

2° par le remplacement, au début du cinquième alinéa, du mot « Il » par « Un professionnel de la santé soumis à l'application d'une entente » ;

3° par le remplacement dans les deuxième et troisième lignes du neuvième alinéa, de ce qui suit : « cinquième ou sixième alinéa et quiconque contrevient à une disposition du septième » par ce qui suit : « septième ou huitième alinéa et quiconque contrevient à une disposition du neuvième ».

c. A-29,
a. 22.1,
mod.

569. L'article 22.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Délai de
présentation
du relevé
d'honoraires

« Le professionnel de la santé doit, pour avoir droit d'être rémunéré par la Régie, lui soumettre son relevé d'honoraires dûment complété dans les quatre-vingt-dix jours de la date où le service assuré est fourni. Un établissement doit pareillement soumettre son relevé d'honoraires dans les quatre-vingt-dix jours de la date où le service assuré est fourni. La Régie peut prolonger ce délai si un professionnel de la santé ou un établissement lui démontre qu'il a été en fait dans l'impossibilité d'agir plus tôt ou en cas de décès d'un professionnel. ».

c. A-29,
a. 22.1.1, aj. **570.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 22.1, du suivant :

Coûts « **22.1.1** Tout bénéficiaire doit être informé du coût des services assurés qu'il reçoit, selon les modalités prévues par règlement. ».

c. A-29,
a. 39, mod. **571.** L'article 39 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « quatre autres membres, dont deux » par « six autres membres, dont quatre » ;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

Mandat « Les membres du Conseil consultatif de pharmacologie sont nommés pour un mandat n'excédant pas trois ans et ils demeurent en fonction, malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés. ».

c. A-29,
a. 40, mod. **572.** L'article 40 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Renseignements sur les médicaments « Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil peut requérir des fabricants et des grossistes reconnus, ou qui demandent de l'être, tout renseignement d'ordre pharmacothérapeutique concernant un médicament ou tout renseignement concernant le prix des médicaments qu'ils offrent en vente. ».

c. A-29,
a. 41, remp. **573.** L'article 41 de cette loi est remplacé par le suivant :

Constitution de comités « **41.** Le gouvernement constitue des comités de révision afin qu'ils fassent à la Régie des recommandations concernant les affaires qu'elle leur soumet conformément à l'article 47. ».

c. A-29,
a. 42, mod. **574.** L'article 42 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

Renouvellement « Le mandat d'un membre d'un comité de révision ne peut être renouvelé consécutivement que deux fois. » ;

2° par le remplacement du troisième au huitième alinéa par les suivants :

Médecins spécialistes « Un des comités comprend cinq médecins spécialistes, dont deux sont choisis parmi une liste d'au moins quatre noms fournie par la Corporation professionnelle des médecins du Québec et trois autres sont choisis parmi une liste d'au moins six noms fournie par tout

organisme représentatif avec lequel le ministre a conclu une entente applicable à des médecins spécialistes; ces personnes ne doivent pas occuper une charge élective ou une charge à plein temps au sein de cette Corporation ou d'un organisme.

Médecins
omniprati-
ciens

Un autre comité comprend cinq médecins omnipraticiens, dont deux sont choisis parmi une liste d'au moins quatre noms fournie par la Corporation professionnelle des médecins du Québec et trois autres sont choisis parmi une liste d'au moins six noms fournie par tout organisme représentatif avec lequel le ministre a conclu une entente applicable à des médecins omnipraticiens; ces personnes ne doivent pas occuper une charge élective ou une charge à plein temps au sein de cette Corporation ou d'un organisme.

Spécialistes
en chirurgie
buccale

Un autre comité comprend cinq spécialistes en chirurgie buccale, dont deux sont choisis parmi une liste d'au moins quatre noms fournie par la Corporation professionnelle des dentistes du Québec et trois autres sont choisis parmi une liste d'au moins six noms fournie par tout organisme représentatif avec lequel le ministre a conclu une entente applicable à des spécialistes en chirurgie buccale; ces personnes ne doivent pas occuper une charge élective ou une charge à plein temps au sein de cette Corporation ou d'un organisme.

Dentistes

Un autre comité comprend cinq dentistes, dont deux sont choisis parmi une liste d'au moins quatre noms fournie par la Corporation professionnelle des dentistes du Québec et trois autres sont choisis parmi une liste d'au moins six noms fournie par tout organisme représentatif avec lequel le ministre a conclu une entente applicable à des chirurgiens-dentistes; ces personnes ne doivent pas occuper une charge élective ou une charge à plein temps au sein de cette Corporation ou d'un organisme.

Optomé-
tristes

Un autre comité comprend cinq optométristes, dont deux sont choisis parmi une liste d'au moins quatre noms fournie par la Corporation professionnelle des optométristes du Québec et trois autres sont choisis parmi une liste d'au moins six noms fournie par tout organisme représentatif avec lequel le ministre a conclu une entente applicable à des optométristes; ces personnes ne doivent pas occuper une charge élective ou une charge à plein temps au sein de cette Corporation ou d'un organisme.

Pharmaciens

Un autre comité comprend cinq pharmaciens, dont deux sont choisis parmi une liste d'au moins quatre noms fournie par la Corporation professionnelle des pharmaciens du Québec et trois autres sont choisis parmi une liste d'au moins six noms fournie par tout organisme représentatif avec lequel le ministre a conclu une entente applicable à des pharmaciens propriétaires; ces personnes ne doivent

pas occuper une charge élective ou une charge à plein temps au sein de cette Corporation ou d'un organisme. ».

c. A-29,
a. 50, mod.

575. L'article 50 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du premier alinéa, des mots « la fédération ou l'association professionnelle concernée » par les mots « l'organisme représentatif concerné ».

c. A-29,
a. 64, mod.

576. L'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Transmis-
sion
d'un relevé
au bénéfici-
aire

« La Régie doit, dans les cas, conditions ou circonstances et pour les services déterminés par règlement, transmettre à tout bénéficiaire pour qui elle a payé des services assurés un relevé qui indique :

a) le nom du professionnel de la santé, de l'établissement, du laboratoire ou de toute personne qui a fourni les services ;

b) les dates auxquelles ils ont été fournis ;

c) le coût de chaque prestation de service reçu par un bénéficiaire ;

d) la somme totale ainsi payée pour ces services. ».

c. A-29,
a. 65, mod.

577. L'article 65 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la première ligne du troisième et du quatrième alinéas, des mots « avec l'autorisation du gouvernement et » ;

2° par l'addition, après le cinquième alinéa, du suivant :

Renseigne-
ments sur
adoption et
parents
biologiques

« La Régie peut transmettre au directeur de la protection de la jeunesse d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, sur demande, les noms, prénoms, date de naissance, sexe, adresse et date de décès d'une personne inscrite à son fichier des bénéficiaires afin de permettre de retrouver, conformément au Code civil du Québec, une personne adoptée ou ses parents biologiques. ».

c. A-29,
a. 66.1,
mod.

578. L'article 66.1 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

Profil de
pratique

« La Régie transmet en outre, sur demande, à la commission médicale régionale instituée par l'article 367 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou à une régie régionale visée dans cette loi, sous forme

non nominative, les profils de pratique individuels ou collectifs des professionnels de la santé qui exercent leurs activités dans la région concernée. ».

c. A-29,
a. 67, mod. **579.** L'article 67 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

Renseigne-
ments au
Bureau
de la
statistique

« Il n'interdit pas non plus de révéler un renseignement obtenu pour l'exécution de la présente loi au Bureau de la statistique du Québec constitué en vertu de la Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8) lorsque cette communication est nécessaire à l'exercice de ses attributions, conformément aux conditions et formalités prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).

Renseigne-
ments aux
fins de
recherche

Il n'interdit pas non plus de révéler un renseignement obtenu pour l'exécution de la présente loi à une personne autorisée par la Commission d'accès à l'information à utiliser ce renseignement à des fins de recherche dans le domaine de la santé et des services sociaux. ».

c. A-29,
a. 68, remp.

580. L'article 68 de cette loi est remplacé par le suivant :

Renseigne-
ment par le
profession-
nel de la
santé

« **68.** Tout professionnel de la santé auquel s'applique une entente est tenu, quel que soit son mode de rémunération, de fournir à la Régie les seuls renseignements ou documents dont la Régie a besoin pour apprécier un relevé d'honoraires ou une demande de paiement concernant des services assurés qu'il a fournis à un bénéficiaire ou pour les fins de l'application des articles 2.1, 24.1 et 24.2 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec et des articles 18 et 64 de la présente loi.

Attestation
d'un relevé
d'honoraires

Un établissement qui doit attester un relevé d'honoraires ou une demande de paiement d'un professionnel de la santé ne doit le faire qu'à l'égard des services assurés visés à l'article 3. ».

c. A-29,
a. 69, mod.

581. L'article 69 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 56 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe *e* du premier alinéa, du suivant :

« *e.1)* déterminer les services que rendent les pharmaciens et qui doivent être considérés comme des services assurés aux fins des troisième et quatrième alinéas de l'article 3 et prescrire la fréquence à laquelle certains de ces services doivent être rendus pour demeurer

des services assurés, cette fréquence pouvant varier selon les cas, conditions et circonstances qu'il indique; »;

2° par le remplacement du paragraphe *l* du premier alinéa par le suivant:

« *l*) déterminer les conditions que doit remplir une personne qui s'inscrit à la Régie, les renseignements et les documents qu'elle doit fournir, l'époque de l'inscription ainsi que les cas, conditions, circonstances et modalités suivant lesquels une personne doit s'inscrire auprès de la Régie et les cas dans lesquels une demande d'inscription peut être faite par une personne pour une autre; »;

3° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *q* du premier alinéa, du mot « dans » par les mots « et les services pour »;

4° par l'insertion, après le paragraphe *t* du premier alinéa, du suivant:

« *t.1*) déterminer les modalités suivant lesquelles un bénéficiaire est informé du coût d'un service assuré fourni par un professionnel de la santé; »;

5° par l'insertion, après le paragraphe *v* du premier alinéa, du suivant:

« *w*) prévoir une rémunération différente pour les médecins qui exercent dans un territoire ou un lieu d'exercice visé par un règlement pris en vertu du troisième alinéa de l'article 19 ou pour les médecins durant les premières années d'exercice de leur profession ou de leur spécialité dans le cadre du régime, selon le territoire où ils exercent ou le genre d'activité qu'ils exercent; »;

6° par l'addition, après le paragraphe *w* du premier alinéa, du suivant:

« *x*) prévoir une rémunération différente pour les médecins selon qu'ils sont autorisés ou non par une régie régionale à adhérer à une entente visée à l'article 360 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives pour la totalité ou une partie de leurs activités dans la région, déterminer les modalités de participation à une telle entente ainsi que le nombre d'années pendant lesquelles la rémunération différente s'applique et des règles d'équivalence permettant à un médecin titulaire d'un permis de pratique depuis moins de dix ans, d'être libéré d'une participation à une activité médicale particulière, en raison

notamment de la lourdeur de la tâche de ce médecin ou du nombre d'années pendant lesquelles il a pratiqué dans un territoire ou un lieu de pratique que ce règlement détermine. » ;

7° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

Effet d'un
règlement

« Un règlement pris en vertu des paragraphes *b* à *e*, *g*, *i* ou *u* du premier alinéa a effet, même à l'égard de professionnels de la santé liés par une entente en cours de validité et malgré toute stipulation de celle-ci, à la date ou aux dates fixées dans ce règlement.

Restriction

Toutefois, un règlement pris en vertu du paragraphe *b.1* du premier alinéa a effet même à l'égard de professionnels de la santé liés par une entente en cours de validité et malgré toute stipulation de celle-ci, à la date ou aux dates fixées dans ce règlement, à l'exception d'un tel règlement qui a pour effet de déterminer les services qui ne sont pas considérés comme des services assurés dans les cas, conditions ou circonstances qui tiennent compte du lieu d'exercice de leur dispensation. ».

c. A-29,
a. 69.0.2,
mod.

582. L'article 69.0.2 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne après les mots « du paragraphe *u* », de « ou *w* ».

c. A-29,
a. 69.1,
mod.

583. L'article 69.1 de cette loi est modifié par l'addition des paragraphes suivants :

« *c*) déterminer le contenu de l'engagement qu'un fabricant ou un grossiste doit signer pour être reconnu ;

« *d*) déterminer, à l'égard des fabricants et des grossistes reconnus, les conditions d'exercice de leurs activités relatives aux prix des médicaments ;

« *e*) déterminer les cas de suspension ou d'annulation de la reconnaissance d'un fabricant ou d'un grossiste ;

« *f*) déterminer la durée de la suspension ou de l'annulation de la reconnaissance d'un fabricant ou d'un grossiste ;

« *g*) déterminer les cas dans lesquels le ministre peut reconnaître à nouveau un fabricant ou un grossiste dont la reconnaissance avait été suspendue ou annulée ;

« *h*) établir une procédure de recours dans les cas de suspension ou d'annulation de la reconnaissance d'un fabricant ou d'un grossiste. ».

c. A-29,
a. 69.2, aj. **584.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 69.1, du suivant :

Territoires
insuffisam-
ment
pourvus « **69.2** Le ministre peut faire des règlements pour déterminer les territoires ou les lieux d'exercice situés dans ceux-ci qu'il estime insuffisamment pourvus de professionnels, pour l'ensemble ou une partie d'entre eux, compte tenu de leur genre d'activité. ».

c. A-29,
a. 72, mod. **585.** L'article 72 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *f* du premier alinéa, des suivants :

« *g*) établir des catégories de carte d'assurance-maladie suivant les services auxquels une personne est admissible et déterminer, pour chacune d'entre elles, les informations qui y sont contenues ;

« *h*) déterminer la teneur d'une carte d'assurance-maladie et d'une carte d'admissibilité ainsi que les modalités de leur délivrance. ».

c. A-29,
section
XII.1,
supprimée **586.** Cette loi est modifiée par la suppression de la section XII.1.

LOI SUR LA RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

c. R-5,
a. 2, remp. **587.** L'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) est remplacé par les suivants :

Responsabi-
lités « **2.** La Régie a pour fonction d'administrer et d'appliquer les programmes du régime d'assurance-maladie institué par la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie.

Responsabi-
lités Elle doit notamment, à ces fins :

a) assumer le coût des services et des biens prévus aux programmes ;

b) contrôler l'admissibilité des personnes aux programmes de même que la rémunération versée aux professionnels de la santé et les paiements ou remboursements faits, selon le cas, aux établissements, à la personne qui a dispensé le service ou fourni le bien ou à la personne qui l'a reçu ;

c) conseiller le ministre de la Santé et des Services sociaux sur toute question que celui-ci lui soumet et le saisir de tout problème ou de toute question qu'elle juge de nature à nécessiter une étude ou une action de la part de celui-ci ou de tout autre ministre ou organisme intéressé dans l'administration ou l'application d'un programme ;

d) organiser et gérer les recherches opérationnelles et d'évaluation nécessaires à la bonne administration et à l'application des programmes;

e) publier, sous réserve des articles 63 à 68 de la Loi sur l'assurance-maladie, toutes les informations pertinentes à:

i. ses activités de gestion, de recherches opérationnelles et d'évaluation;

ii. la nature, la fréquence, la provenance, la destination, la distribution ainsi que le coût des services qu'elle a payés;

iii. la rémunération totale et moyenne des professionnels de la santé, par catégorie et spécialité, par région, ainsi que par type d'actes;

f) informer le public des possibilités d'accès à tous les services et biens qu'elle est habilitée à payer et des conditions à remplir pour y avoir accès;

g) sous réserve des articles 63 et 64 de la Loi sur l'assurance-maladie, informer les personnes qui ont bénéficié des services de santé du nom du professionnel de la santé, de l'établissement, du laboratoire et de toute personne qui leur a fourni des services assurés, des dates auxquelles ils ont été fournis, du coût de chaque service reçu et de la somme totale ainsi payée pour ces services pendant tel exercice;

h) établir et tenir à jour, aux fins de la Loi sur l'assurance-maladie, un fichier des professionnels de la santé, et, sous réserve de l'article 63 de la Loi sur l'assurance-maladie, en faciliter l'accès au ministre de la Santé et des Services sociaux ou à son représentant autorisé aux fins de l'application de la Loi sur l'assurance-maladie, de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28) et de toute autre loi dont l'application relève du ministre;

i) contribuer, sous réserve du cinquième alinéa de l'article 67 de la Loi sur l'assurance-maladie, à la recherche dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Récupération
du coût des
services et
des biens

«**2.1** La Régie récupère, du ministère ou de l'organisme intéressé, le coût des services et des biens qu'elle assume en vertu d'un programme que la loi ou le gouvernement lui confie, dans la mesure où ce programme le prévoit.

Récupération
du coût des
services et
des biens

La Régie récupère en outre du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

a) le coût des services et médicaments qu'elle a assumé en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa, des troisième, sixième et septième alinéas de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie pour le compte de toute personne et de toute famille admissible à un programme d'aide de dernier recours prévu à la Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1), ainsi que les frais d'administration correspondants, déduction faite des sommes récupérées en vertu de l'article 18 de cette loi;

b) le coût des services, des prothèses, des appareils orthopédiques, des dispositifs, fauteuils roulants ou autres équipements qu'elle a assumé en vertu du paragraphe *c* du premier alinéa et des deuxième et cinquième alinéas de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie à l'égard de chaque personne et de chaque famille admissible à un programme d'aide de dernier recours prévu à la Loi sur la sécurité du revenu et qui détient un carnet de réclamation en vigueur délivré suivant l'article 70 ou 71.1 de la Loi sur l'assurance-maladie, ainsi que les frais d'administration correspondants, déduction faite des sommes récupérées en vertu de l'article 18 de cette loi.

Récupération des coûts et des frais

La Régie récupère également de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, conformément à la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3) et à la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001), le coût des services qu'elle a assumé en vertu du dixième alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie de même que les frais d'administration qui s'y rapportent. ».

c. R-5,
a. 7, mod.

588. L'article 7 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Composition

« **7.** La Régie est formée de douze membres nommés par le gouvernement dont un président et un vice-président.

Vice-président

Le vice-président est désigné par le gouvernement parmi les membres. »;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Consultations préalables

« Un de ces membres est nommé après consultation d'organismes représentatifs du monde des affaires, un après consultation d'organismes représentatifs du monde du travail, deux après consultation d'organismes représentatifs des consommateurs; trois autres de ces membres, qui doivent être des professionnels de la santé au sens de la Loi sur l'assurance-maladie, dont un médecin

omnipraticien et un médecin spécialiste, sont nommés après consultation de chaque organisme représentatif d'une catégorie de professionnels de la santé ayant conclu une entente. »;

3° par l'insertion après le troisième alinéa du suivant :

Nominations « Deux autres membres sont nommés respectivement parmi les membres d'un conseil d'administration d'un établissement visé à la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et d'une régie régionale instituée par cette loi. ».

c. R-5, aa. 7.1 et 7.2, aj. **589.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7, des suivants :

Rémunération « **7.1** Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président.

Exception « **7.2** Les membres de la Régie, autres que le président, ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement.

Remboursement des dépenses Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement. ».

c. R-5, a. 15, mod. **590.** L'article 15 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « sept » par le mot « six ».

c. R-5, a. 22.2, aj. **591.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 22.1, du suivant :

Mise à jour des dossiers « **22.2** La Régie peut, en vue de mettre à jour de façon continue le dossier des bénéficiaires qu'elle constitue aux fins de l'application de la présente loi et de la Loi sur l'assurance-maladie, obtenir du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, de la Régie des rentes du Québec et de la Société de l'assurance automobile du Québec l'adresse des personnes bénéficiaires des programmes qu'ils administrent. ».

c. R-5, aa. 24.1 à 24.4, aj. **592.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 24, des suivants :

Rapport des sommes versées aux médecins « **24.1** La Régie doit, au plus tard le 15 octobre de chaque année, produire un rapport faisant état des sommes qu'elle a versées au cours de l'année financière précédente aux médecins en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie. Ce rapport doit indiquer, d'une part, la

proportion des écarts budgétaires entre les dépenses et les prévisions et, d'autre part, les motifs expliquant ces écarts.

Prévisions
budgétaires

« **24.2** La Régie doit, à chaque année, présenter des prévisions budgétaires pour l'année financière suivante.

Critères

Ces prévisions doivent tenir compte de l'évolution démographique, du vieillissement de la population et de son état de santé, de l'étendue de la couverture des services et du contenu des ententes intervenues en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie.

Renseignements

« **24.3** Tout ministère, organisme, régie régionale ou établissement doit fournir à la Régie, sur demande de son directeur général, les renseignements nécessaires à l'application des articles 24.1 et 24.2.

Transmission
au ministre

« **24.4** Pour l'application de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie et de l'article 431 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, la Régie doit transmettre au ministre de la Santé et des Services sociaux le rapport qu'elle produit en vertu de l'article 24.1 et les prévisions budgétaires qu'elle établit en vertu de l'article 24.2. ».

c. R-5,
a. 38, mod.

593. L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe *a*, des mots « des quatrième et cinquième alinéas de l'article 2 » par « de l'article 2.1 ».

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

c. S-5,
titre, remp.

594. Le titre de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) est remplacé par le suivant: « Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit ».

CHAPITRE II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

SECTION I

FORMATION DES PREMIERS CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Composition

595. Les premiers conseils d'administration des établissements publics sont formés conformément aux dispositions de la présente loi,

sous réserve des dispositions particulières prévues dans la présente section.

Formation
des conseils

Le ministre est chargé de prendre les mesures requises afin qu'il soit procédé à la formation de ces conseils le plus tôt possible après l'institution des régies régionales en vertu de l'article 339.

Fonctions et
pouvoirs

596. Les fonctions et pouvoirs d'une régie régionale prévus dans les articles 119, 125, 127 et 128 sont exercés par le conseil de la santé et des services sociaux à l'égard du territoire qu'il dessert.

Procédure
d'élection

597. La procédure d'élection qui doit être suivie lors de l'assemblée publique en vertu de l'article 135 et celle qui doit l'être pour l'élection ou la nomination de certains membres des conseils d'administration conformément à l'article 137 sont déterminées par règlement du ministre. Ce règlement prévoit également la procédure qui doit être suivie pour l'élection ou la nomination de certains membres en vertu des dispositions particulières prévues dans la présente section.

Fonctions
confiées au
conseil de
la santé et
des services
sociaux

Le ministre peut, dans ce règlement, confier à un conseil de la santé et des services sociaux visé dans l'article 596 des fonctions liées à la procédure d'élection ou de nomination et qui auraient normalement été exercées par la régie régionale.

Publication

Le règlement pris en vertu du présent article n'est pas soumis à l'obligation de publication et au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1).

Période
visée

598. Le ministre détermine le jour et le mois où doivent être tenues les élections et nominations visées dans les articles 135 et 137.

Assemblée
publique

599. La convocation de la population en vue de la tenue de l'assemblée publique visée dans l'article 135 se fait par les conseils d'administration formés en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

Personnes
présümées
élues

Toutefois, dans le cas des établissements visés dans chacun des articles 119 à 124 et pourvu qu'il existe plus d'un établissement concerné par chacun de ces articles, quatre personnes élues par et parmi l'ensemble des membres déjà nommés par le ministre en vertu du paragraphe c des articles 79 et 82 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux sont considérées être les personnes élues par la population en vertu du paragraphe 1° de l'article 129.

Personnes
présümées
élues

De même, dans le cas des établissements visés dans l'article 125, quatre personnes élues par et parmi l'ensemble des membres déjà élus

par les usagers en vertu du paragraphe *a* de l'article 81 et des membres déjà nommés par le ministre en vertu du paragraphe *c* des articles 81 et 82 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux sont considérées être les personnes élues par la population en vertu du paragraphe 1° de l'article 130. Deux de ces personnes doivent toutefois provenir des membres déjà élus ou nommés en vertu des paragraphes *a* et *c* de l'article 81 de cette loi et les deux autres des membres déjà nommés en vertu du paragraphe *c* de l'article 82 de cette loi.

Membres du
comité des
usagers

600. Les membres du comité de bénéficiaires formé en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux sont considérés comme étant les membres du comité des usagers de l'établissement aux fins de l'application du paragraphe 3° de chacun des articles 131 et 132.

Personnes
réputées
élues

Dans le cas des établissements visés dans chacun des articles 119 à 125, deux personnes élues par et parmi l'ensemble des membres déjà élus en vertu du paragraphe *a* des articles 79 et 82 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux sont considérées comme étant les personnes élues en vertu du paragraphe 3° de l'article 129 ou 130, selon le cas.

Premiers
conseils
d'adminis-
tration

601. Pour la formation des premiers conseils d'administration, tout établissement public dont le conseil d'administration est déjà composé de membres élus en vertu du paragraphe *j* de l'article 79, du paragraphe *i* de l'article 81 ou du paragraphe *j* de l'article 82 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé être une corporation désignée par le ministre en vertu de l'article 139.

Nomination

Ces membres déjà élus sont considérés comme étant les personnes nommées en vertu du paragraphe 4° de l'article 129, 130 ou 132, selon le cas. Toutefois, aux fins de l'application du paragraphe 4° de chacun des articles 129 et 130 lorsqu'il existe plus d'un établissement réputé être une corporation désignée par le ministre, trois personnes sont alors nommées par et parmi l'ensemble des membres déjà élus de ces établissements.

Pouvoir de
nomination

602. Le ministre exerce le pouvoir de nomination attribué à la régie régionale dans les cas prévus à l'article 147.

Mandat

603. Le mandat des membres des premiers conseils d'administration s'étend, malgré l'article 149, jusqu'au mois d'octobre de l'année qui suit celle du deuxième anniversaire de la formation des conseils d'administration.

604. L'expression «*régie régionale*», utilisée dans le paragraphe 5° de l'article 150 et dans le premier alinéa de l'article 151, désigne un conseil de la santé et des services sociaux.

605. Tout renvoi à une disposition générale ou spéciale de la présente loi dans les paragraphes 5° et 6° de l'article 150 est un renvoi à la disposition correspondante de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

606. Pour l'application de la présente section, les dispositions des articles 79 à 99, 540 à 544, 546, 547, 551, 553 et 620 sont réputées en vigueur.

Toutefois, un établissement public déjà autorisé à maintenir un conseil d'administration formé suivant son acte constitutif en vertu du deuxième alinéa de l'article 76 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé être également autorisé en vertu de l'article 553.

SECTION II

FORMATION DES PREMIÈRES ASSEMBLÉES RÉGIONALES ET DES PREMIERS CONSEILS D'ADMINISTRATION DES RÉGIES RÉGIONALES

607. Le plus tôt possible après la formation des premiers conseils d'administration des établissements publics, il est procédé à la formation des premières assemblées régionales conformément aux dispositions de la présente loi, sous réserve des dispositions particulières prévues dans la présente section.

608. Le règlement pris par le ministre en application de l'article 423 n'est pas soumis à l'obligation de publication et au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les règlements.

609. Le ministre exerce les pouvoirs de désignation attribués à la régie régionale dans les paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de l'article 421.

L'expression «*régie régionale*», utilisée dans le paragraphe 5° de l'article 424, désigne un conseil de la santé et des services sociaux.

611. Tout renvoi à une disposition générale ou spéciale de la présente loi dans les paragraphes 5° et 6° de l'article 424 est un renvoi à la disposition correspondante de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Fonctions
continué

612. Les premiers membres de l'assemblée régionale restent en fonction, malgré l'article 425, jusqu'à ce qu'ils aient été élus de nouveau ou remplacés lors de l'élection qui aura lieu après le mois d'octobre de l'année qui suit celle du deuxième anniversaire de la formation des premiers conseils d'administration des établissements publics selon les dispositions de la section I.

Élection

613. Les assemblées régionales doivent, dans les 30 jours de leur formation, procéder à l'élection des membres des premiers conseils d'administration des régies régionales et leur désigner des substituts conformément aux dispositions des paragraphes 1° et 2° de l'article 419.

Cooptation

Le ministre s'assure que la cooptation des membres visés au paragraphe 2° de l'article 397 soit par la suite complétée dans les plus brefs délais.

SECTION III

NOMINATION DES PREMIERS DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Nomination

614. Une fois complétée la formation des premiers conseils d'administration des établissements publics, ces derniers doivent procéder à la nomination de leur directeur général sous réserve, toutefois, des normes édictées par règlement du gouvernement pris en application de l'article 507 et des dispositions relatives au Centre de référence des directeurs généraux et des cadres.

Conseils
d'adminis-
tration

Il en est de même pour les premiers conseils d'administration des régies régionales.

Procédure
de
sélection

615. Le gouvernement peut, dans un règlement pris en application de l'article 507, confier à un conseil de la santé et des services sociaux visé dans l'article 596 des fonctions liées à la procédure de sélection du directeur général et qui auraient normalement été exercées par la régie régionale.

Publication

Le règlement pris en vertu du présent article n'est pas soumis à l'obligation de publication et au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les règlements.

Dispositions
réputées en
vigueur

616. Pour l'application de la présente section, les dispositions des articles 160 à 164, 166 à 170, 174, 175, 176, 181, 197 à 201, du premier alinéa de l'article 405, des articles 406 à 413, 416 et 620 sont réputées en vigueur.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Dispositions
transitoires

617. Le gouvernement peut, par règlement, adopter toutes autres dispositions transitoires permettant de suppléer à toute omission pour assurer l'application du présent chapitre le plus tôt possible après l'institution des régies régionales en vertu de l'article 339.

Entrée en
vigueur des
règlements

Malgré l'article 17 de la Loi sur les règlements, tout règlement pris en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Un règlement peut toutefois, une fois publié et s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure à celle de l'institution des régies régionales.

Sommes
requis

618. Les sommes requises pour l'application du présent chapitre sont déterminées par le ministre de la Santé et des Services sociaux et doivent être prises à même les revenus prévus dans le budget de chaque établissement public et conseil de la santé et des services sociaux existants, selon les modalités déterminées par le ministre.

Effet d'un
règlement

619. Malgré l'article 20 de la Loi sur l'assurance-maladie tel que modifié par l'article 567 de la présente loi, un règlement pris en vertu du paragraphe e.1 du premier alinéa de l'article 69 de la Loi sur l'assurance-maladie édicté par le paragraphe 1° de l'article 581 ne peut avoir d'effet à l'égard de l'entente conclue le 2 avril 1988 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires.

Consultation
préalable

Le ministre de la Santé et des Services sociaux doit consulter l'organisme représentatif concerné avant de proposer au gouvernement l'adoption d'un règlement visé au premier alinéa.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES

c. S-5,
rèmp. sauf
exceptions

620. La présente loi remplace la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) sauf dans la mesure où elle vise le territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et le territoire du Conseil Kativik de la santé et des services sociaux.

Ministre
responsable

621. Le ministre de la Santé et des Services sociaux est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur

622. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates fixées par le gouvernement sauf celles des articles 119 à 147, 149 à 159 et 165, du paragraphe 1° de l'article 173, des articles 193, 339, 341, 342 et 397 à 404, du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 405, des articles 414 et 418, des paragraphes 1° et 2° de l'article 419, des articles 420 à 430, 505 à 507, 521 à 530, 556 et 557, des paragraphes 2° et 3° de l'article 558, des articles 561, 562, 563 et 567, du paragraphe 1° de l'article 571, des articles 576, 579 et 580, du paragraphe 7° de l'article 581, des articles 585, 586, 587, 589, 591, 593, 595 à 619 et de l'article 621 qui entrent en vigueur le 4 septembre 1991.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Articles</i>
PARTIE I:	OBJET DE LA LOI ET DROITS DES USAGERS 1-78
TITRE I	OBJET 1-3
TITRE II	DROITS DES USAGERS 4-52
CHAPITRE I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES 4-16
CHAPITRE II	DOSSIER DE L'USAGER 17-28
CHAPITRE III	PLAINTES DES USAGERS 29-78
Section I:	Examen par l'établissement 29-41
Section II:	Examen par la régie régionale 42-53
Section III:	Assistance par un organisme communautaire 54
Section IV:	Commissaire aux plaintes 55-65
Section V:	Dossier de plainte d'un usager 66-67
Section VI:	Rapports 68-71
CHAPITRE IV	AUTRES PLAINTES 72-76
CHAPITRE V	POUVOIRS DE SURVEILLANCE ET SUBROGATION 77-78
PARTIE II:	PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX 79-338
TITRE I	LES ÉTABLISSEMENTS 79-333
CHAPITRE I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES 79-99
CHAPITRE II	FONCTIONS 100-118
CHAPITRE III	ORGANISATION DES ÉTABLISSEMENTS 119-314
Section I:	Le conseil d'administration des établissements publics 119-181
§ 1.— <i>Formation</i>	119-128
§ 2.— <i>Composition du conseil</i>	129-156
1. Mode de désignation des membres	129-148
2. Mandat et qualification des membres	149-156
§ 3.— <i>Fonctionnement</i>	157-169
1. Présidence, vice-présidence et secrétariat	157-159
2. Séances	160-164
3. Remboursement des dépenses	165
4. Documents et archives	166-169
§ 4.— <i>Pouvoirs et obligations du conseil</i>	170-181

Section II:	L'administration des établissements privés	182
Section III:	Les ressources humaines	183-259
	§ 1.— <i>Le plan d'organisation</i>	183-187
	§ 2.— <i>Chef de département clinique</i>	188-192
	§ 3.— <i>Le directeur général</i>	193-201
	§ 4.— <i>Le directeur des services professionnels</i>	202-205
	§ 5.— <i>Le directeur des soins infirmiers</i>	206-208
	§ 6.— <i>Le comité des usagers</i>	209-212
	§ 7.— <i>Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens</i>	213-218
	§ 8.— <i>Le conseil des infirmières et infirmiers</i>	219-225
	§ 9.— <i>Le conseil multidisciplinaire</i>	226-230
	§ 10.— <i>Le personnel</i>	231-236
	§ 11.— <i>Les médecins, dentistes et pharmaciens</i>	237-259
Section IV:	Les ressources matérielles et financières	260-300
	§ 1.— <i>Règles relatives aux ressources matérielles</i>	260-267
	§ 2.— <i>Dons, legs et subventions</i>	268-277
	1. <i>Acceptation</i>	268-270
	2. <i>Fondations</i>	271-277
	§ 3.— <i>Règles relatives aux ressources financières</i>	278-300
	1. <i>Dispositions applicables à tous les établissements</i>	278-281
	2. <i>Dispositions applicables aux établissements publics</i>	282-297
	3. <i>Dispositions applicables aux établissements privés conventionnés</i>	298-300
Section V:	Les ressources intermédiaires et les ressources de type familial	301-314
	§ 1.— <i>Les ressources intermédiaires</i>	301-309
	§ 2.— <i>Les ressources de type familial</i>	310-314
CHAPITRE IV	RÈGLES APPLICABLES AUX ACTES CONSTITUTIFS DES ÉTABLISSEMENTS	315-333
Section I:	Dispositions générales	315-316
Section II:	Constitution d'établissement public	317-322
Section III:	Fusion et conversion	323-329
Section IV:	Intégration	330-332
Section V:	Dissolution	333
TITRE II	LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES	334-338

PARTIE III:	COORDINATION, SURVEILLANCE ET RÈGLEMENTATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	339-520
TITRE I	LES INSTITUTIONS RÉGIONALES	339-430
CHAPITRE I	LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	339-417
Section I:	Statut et objets	339-342
Section II:	Fonctions particulières	343-385
	§ 1.— <i>Fonctions à l'égard de la population et des droits des usagers</i>	343-345
	§ 2.— <i>Fonctions reliées aux priorités de santé et de bien-être</i>	346
	§ 3.— <i>Fonctions reliées à l'organisation des services</i>	347-349
	§ 4.— <i>Fonctions reliées à l'allocation des ressources financières</i>	350-351
	§ 5.— <i>Fonctions reliées à la coordination des services de santé et des services sociaux</i>	352-370
	§ 6.— <i>Fonctions reliées à la santé publique</i>	371-375
	§ 7.— <i>Fonctions reliées à la gestion des ressources humaines, matérielles et financières</i>	376-385
Section III:	Budget de fonctionnement et rapports	386-396
Section IV:	Conseil d'administration	397-413
	§ 1.— <i>Composition, mandat et qualification des membres</i>	397-401
	§ 2.— <i>Présidence, vice-présidence et secrétariat</i>	402-404
	§ 3.— <i>Fonctions du conseil d'administration</i>	405-407
	§ 4.— <i>Fonctionnement</i>	408-413
Section V:	Directeur général et autres cadres	414-417
CHAPITRE II	LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES	418-430
TITRE II	LE MINISTRE	431-496
CHAPITRE I	FONCTIONS MINISTÉRIELLES	431-436
CHAPITRE II	LES PERMIS	437-453
Section I:	Délivrance et renouvellement	437-443
Section II:	Obligations du titulaire d'un permis	444-445
Section III:	Suspension, révocation et refus de renouvellement	446-451
Section IV:	Exploitation sans permis	452-453

CHAPITRE III	L'AGRÈMENT DE CERTAINES RESSOURCES PRIVÉES AUX FINS D'ATTRIBUTION D'ALLOCATIONS FINANCIÈRES	454-462
CHAPITRE IV	LE FINANCEMENT DES SERVICES	463-467
CHAPITRE V	LE FINANCEMENT DES AUTRES SERVICES	468-477
CHAPITRE VI	AIDE MATÉRIELLE ET ASSISTANCE À LA PERSONNE	478-484
CHAPITRE VII	RÉGLEMENTATION	485-488
CHAPITRE VIII	POUVOIRS DE SURVEILLANCE	489-496
Section I:	Inspection	489
Section II:	Administration provisoire	490-496
TITRE III	LE GOUVERNEMENT	497-520
CHAPITRE I	MESURES ADMINISTRATIVES	497-504
CHAPITRE II	RÉGLEMENTATION	505-520
Section I:	Application de la présente loi	505-511
Section II:	Normes relatives à la contribution des usagers	512-520
PARTIE IV:	CENTRE DE RÉFÉRENCE DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET DES CADRES	521-530
PARTIE V:	DISPOSITIONS PÉNALES	531-539
PARTIE VI:	CONTINUITÉ DES PERSONNES MORALES	540-555
CHAPITRE I	LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	540-553
CHAPITRE II	LES CONSEILS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	554-555
PARTIE VII:	DISPOSITIONS MODIFICATIVES, TRANSITOIRES ET FINALES	556-622
CHAPITRE I	MODIFICATIONS LÉGISLATIVES	556-594
	LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE	556-586
	LOI SUR LA RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC	587-593
	LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX	594
CHAPITRE II	DISPOSITIONS TRANSITOIRES	595-619
Section I:	Formation des premiers conseils d'administration des établissements publics	595-606

1991	<i>Services de santé et services sociaux</i>	CHAP. 42
	Section II: Formation des premières assemblées régionales et des premiers conseils d'administration des régies régionales	607-613
	Section III: Nomination des premiers directeurs généraux	614-616
	Section IV: Dispositions diverses	617-619
CHAPITRE III	DISPOSITIONS FINALES	620-622